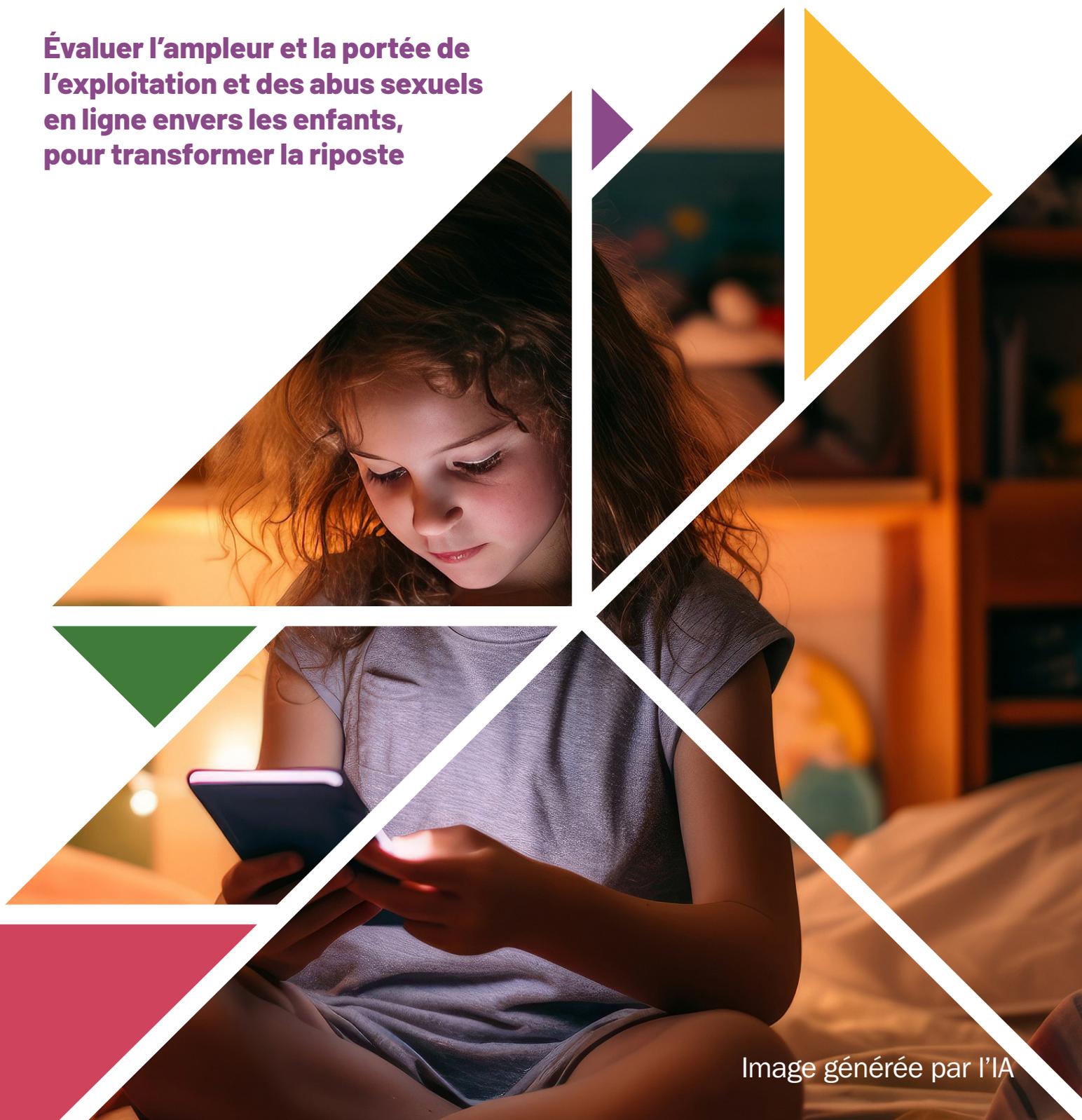


Évaluation mondiale de la menace 2023

Évaluer l'ampleur et la portée de
l'exploitation et des abus sexuels
en ligne envers les enfants,
pour transformer la riposte



Sommaire

- 01 Avant-propos**
- 02 Résumé et recommandations**
- 03 Introduction**
- 04 L'enfant :**
 - Facteurs personnels
 - Facteurs sociétaux
 - Tenir compte de la voix des enfants dans la riposte
- 05 Agressions :**
 - Coercition et production de matériels d'abus sexuels d'enfants
 - Matériels d'abus sexuels d'enfants : accès, visionnage et partage
 - Voies menant à la délinquance
- 06 Technologies et réglementation :**
 - Évolutions technologiques
 - Réglementation des services en ligne
 - Technologies de sécurité en ligne
 - Sécurité dès la conception
- 07 Riposte :**
 - Manque de financement
 - Collecte et partage des données
 - Intervenants
 - Collaboration et action volontaires
- 08 Conclusion**
- 09 Remerciements**
- 10 Glossaire**
- 11 Références bibliographiques**

Ce document contient des informations susceptibles de bouleverser certains lecteurs. Il est réservé à un public averti.

Avant-propos

Au Cameroun, l'Internet joue un rôle important dans notre vie quotidienne de jeunes, de mon point de vue : un rôle de distraction, d'apprentissage, de socialisation et de communication.

L'Internet peut élargir les horizons, mais aussi créer des effets négatifs dans le monde, exposant les enfants à des risques graves comme le cyberharcèlement, la violence et la manipulation psychologiques, la violence sexuelle et l'exploitation.

La sensibilisation à ces questions et la promotion d'outils permettant de détecter des contenus nocifs constituent la première étape pour garantir le droit des enfants à participer sans risques et à être protégés en ligne.

L'Évaluation mondiale de la menace montre qu'aujourd'hui, les jeunes et les enfants comme moi font face aux risques liés à l'Internet et en souffrent beaucoup. Cette souffrance due aux abus et à l'exploitation sexuels en ligne ne fait qu'augmenter de jour en jour, et d'année en année.

En 2022, le NCMEC des États-Unis a analysé plus de 32 millions de signalements de matériels d'abus sexuels d'enfants. Le FBI a aussi noté une explosion des stratagèmes d'extorsion sexuelle financière ciblant des jeunes et des adolescents. L'apparition de nouvelles technologies présente plus de risques pour la sécurité des enfants, comme la réalité étendue (XR), mais aussi la sollicitation en ligne qui se manifeste dans les environnements de jeux sociaux. Des jeunes se suicident même suite à ces abus, à l'image de Ryan, un jeune de 17 ans qui s'est donné la mort, car il était victime d'extorsion financière liée à des images sexuelles. Une de mes amies a aussi été victime sur l'Internet d'un homme qui lui promettait un iPhone si elle acceptait de lui envoyer des images d'elle nue.

Je pense que c'est un vrai danger. En tant que jeune, je ressens une douleur forte et inexplicable qui brûle en moi, car nous, jeunes, sommes nombreux à être frustrés, traumatisés et déboussolés de tomber sur des personnes qui agissent de mauvaise foi en ligne. L'apparition de nouvelles technologies n'est pas sans conséquence, et de nombreux jeunes et enfants continueront d'être en danger si nous ne prenons pas de nouvelles mesures pour les protéger.

C'est un vrai problème pour moi, en tant que jeune. Je ne souhaite plus que mes pairs et les futures générations vivent cette situation désastreuse. L'Internet doit être un espace qui permet aux jeunes et aux enfants de développer leurs capacités digitales et numériques sans aucun risque. Je rêve d'un univers sain et sans danger où ils peuvent s'instruire, se distraire, s'informer en ligne et profiter de tous les avantages du monde numérique.

Nous devons penser aux actions à mener afin de protéger les enfants contre ces violences et abus sexuels en ligne, et punir ces auteurs d'abus. La protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne nécessite des actions du gouvernement, des entreprises technologiques, des décideurs, des bailleurs de fonds et des forces de maintien de l'ordre.

Je pense que les gouvernements doivent légiférer pour lutter contre l'essor des abus sexuels en ligne et investir davantage dans des approches de santé publique en donnant la priorité à la prévention. Nous avons besoin de la sécurité dès la conception pour placer les enfants au centre des nouvelles technologies, telles que l'IA générative et la XR, et pour atténuer les risques associés au chiffrement de bout en bout. Nos points de vue doivent être au cœur de la conception des nouvelles technologies.

Je pense aussi qu'une éducation sexuelle axée sur des relations saines est très importante. Nous, enfants, avons besoin de connaissances et d'outils adaptés à notre âge pour nous aider à naviguer dans les espaces en ligne en toute sécurité et nous permettre de demander des comptes aux fournisseurs de services en ligne pour qu'ils assurent notre sécurité.

L'Internet est un excellent outil en soi, mais les risques liés aux prédateurs en ligne présentent un grand danger pour mes pairs vulnérables et moi.

Par ma voix de jeune activiste, je suggère que les partenaires étatiques et non étatiques, en tant qu'acteurs majeurs de la modération sur cette question, prennent leur responsabilité pour nous protéger sérieusement et apporter un changement positif dans le monde virtuel, afin que nous ne soyons plus victimes des abus et de l'exploitation sexuels en ligne et que nous puissions avoir un avenir meilleur.

Adidja, 17 ans | Militante jeunesse de Plan International



Cet avant-propos est un extrait des témoignages recueillis auprès d'enfants, de jeunes et d'adultes à travers le monde entier qui ont survécu à des abus sexuels lorsqu'ils étaient enfants, et qui reviennent sur les principales conclusions de cette édition de l'Évaluation mondiale de la menace. L'ensemble des témoignages est disponible [ici](#).

Résumé et recommandations



L'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants connaissent une aggravation dans le monde entier, du point de vue de l'ampleur comme des méthodes. Pour enrayer les tendances actuelles, il est urgent d'adopter une approche de sécurité dès la conception (en anglais, « Safety by Design »), d'harmoniser la réglementation d'Internet à l'échelle mondiale et d'appliquer des démarches de santé publique pour prévenir les violences. C'est en permettant aux enfants de s'exprimer et en intégrant une approche centrée sur l'enfant que nous pourrions mieux comprendre la menace et combler les lacunes qui subsistent dans la riposte.

Le nombre de signalements de matériels d'abus sexuels d'enfants a augmenté de 87 % depuis 2019. De nouvelles formes d'abus, comme la sextorsion financière et les images générées par l'IA, soulignent l'urgence de recourir au principe de sécurité dès la conception.

En 2022, l'organisation américaine National Center for Missing & Exploited Children (NCMEC) a analysé un peu plus de 32 millions de signalements de matériels d'abus sexuels d'enfants reçus au niveau mondial.¹ Cela représente une augmentation de 87 % par rapport aux chiffres de 2019.² L'ampleur réelle des faits d'exploitation et d'abus sexuels en ligne envers les enfants est probablement supérieure, car nombreuses sont les agressions qui ne sont pas signalées.³

32 millions de signalements de matériels d'abus sexuels d'enfants analysés en 2022

- National Center for Missing & Exploited Children

Des enquêtes représentatives au niveau national menées dans le cadre de Disrupting Harm (un projet conjoint entre ECPAT International, INTERPOL et le Centre Mondial de la Recherche et de la Prospective – UNICEF Innocenti) dans 13 pays d'Afrique orientale et australe et d'Asie du Sud-Est en 2022 ont révélé que dans certains pays, jusqu'à 20 % des enfants ont été victimes d'exploitation et d'abus sexuels en ligne au cours de l'année écoulée.⁴ Réalisée par Economist Impact en 2021,

l'enquête mondiale de WeProtect Global Alliance a révélé que 54 % des personnes interrogées avaient subi des « agressions sexuelles en ligne » pendant leur enfance.⁵ D'autres sources diverses portent à conclure que l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants sont un problème généralisé au niveau mondial qui ne montre aucun signe de ralentissement.

Depuis la dernière édition de l'Évaluation mondiale de la menace, les enfants sont exposés à de nouvelles formes d'agressions. En décembre 2022, le FBI (Federal Bureau of Investigation, aux États-Unis) a lancé une alerte à la sécurité publique concernant une « explosion » des systèmes de sextorsion financière ciblant les enfants et les adolescents. Le nombre de rapports reçus par le NCMEC sur ce type d'agression a augmenté de 7 200 % entre 2021 et 2022. Depuis le début de l'année 2023, l'intelligence artificielle générative est employée pour créer des matériels d'abus sexuels d'enfants. Les technologies émergentes telles que la réalité étendue (XR, eXtended Reality)⁶ posent des risques supplémentaires pour la sécurité des enfants, tout comme l'adoption de plus en plus répandue du chiffrement de bout en bout sans mécanismes de sécurité intégrés.

360 % d'augmentation des images à caractère sexuel « autoproduites » par les enfants de 7 à 10 ans entre 2020 et 2022

- Internet Watch Foundation

Les formes d'abus examinées dans les précédentes éditions se sont intensifiées, avec une tendance aux abus sexuels sur des enfants encore plus jeunes. L'Internet Watch Foundation (IWF) a signalé une augmentation de 360 % des cas d'images à caractère sexuel « autoproduites » par des enfants de 7 à 10 ans entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2022.⁷

La majorité des matériels d'abus sexuels d'enfants mettant en scène des enfants âgés de 0 à 6 ans sont de la plus haute gravité, classés dans la « catégorie A ». ⁸ Les sollicitations en ligne d'enfants à des fins sexuelles (ou « grooming »), qui ont été identifiées dans la précédente Évaluation mondiale de la menace comme une préoccupation majeure, ont évolué de manière particulièrement insidieuse au sein des environnements de jeux en ligne. De nouvelles observations de Crisp, organisation de veille sur les risques, révèlent que les individus qui cherchent à abuser d'enfants dans ces environnements sont capables d'entamer un processus de grooming par le biais de conversations à haut risque seulement 19 secondes après le premier message, avec un temps moyen de 45 minutes.

L'une des principales conclusions à tirer des données émergentes est que la vulnérabilité des garçons et des filles semble se traduire de différentes manières. Par exemple, les garçons sont plus susceptibles d'être victimes de coercition sexuelle à des fins financières que les filles. ⁹ Autre élément nouveau présenté dans ce rapport : les jeunes Américaines et Américains âgés de 9 à 17 ans qui sont lesbiennes, bisexuels, gays, transgenres, queers ou appartiennent à d'autres minorités sexuelles identifiées (LGBTQ+) sont deux fois plus susceptibles de rester en contact avec une personne en ligne qui les a mis mal à l'aise, expliquant que l'amitié motive la poursuite de la relation. ¹⁰ D'autres facteurs individuels peuvent influencer sur le risque d'exploitation et d'abus d'un enfant, comme la race, l'appartenance ethnique et le handicap. Face à ce nombre croissant de preuves, des interventions sur mesure doivent être mises au point pour s'assurer que tous les enfants sont pris en compte dans la riposte.



des cas d'abus en ligne impliquent un auteur probablement connu de l'enfant
- Disrupting Harm

Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment charnière où la prévention, qui commence par l'adoption généralisée de l'approche de sécurité dès la conception, représente la seule voie viable pour enrayer l'augmentation constante de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants.

De nouvelles données révèlent un gouffre entre la façon dont les enfants perçoivent les risques et la manière dont prennent forme les agressions en ligne, d'où la nécessité d'adopter des approches centrées sur l'enfant pour aider à combler ce fossé.

La plupart des enfants et des jeunes considèrent que les adultes ainsi que les enfants et jeunes de leur âge qu'ils ne connaissent pas sont les plus susceptibles de les agresser ou d'abuser d'eux en ligne. Ce constat révélateur tiré du sondage #MyVoiceMySafety 2022 réalisé auprès d'enfants du monde entier (par WeProtect Global Alliance et la Représentante spéciale des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants) suggère que les enfants ne sont généralement pas conscients que les personnes qu'ils connaissent peuvent représenter un plus grand risque que des inconnus en ligne. ¹¹ Une revue systématique de la recherche sur les stratégies de protection parentale a également révélé que les conseils fournis par les parents et les tuteurs renforçaient le stéréotype selon lequel

il faut « se méfier des étrangers ». ¹² Or dans les 13 pays couverts par l'étude Disrupting Harm, dans 60 % des cas d'abus en ligne, l'auteur de l'abus était probablement connu de l'enfant. ¹³ Le sondage #MyVoiceMySafety a également révélé que les garçons sont moins conscients des risques en ligne que les filles et les personnes de genre non spécifié, ce qui est frappant au vu des éléments montrant que les garçons sont visés de manière disproportionnée par des actes de coercition et de sextorsion à des fins financières. ¹⁴ Ces nouvelles données soulignent combien il est important de consulter les jeunes afin de recenser de nouvelles solutions pour améliorer la prévention de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants : on pourrait ainsi créer des interventions sur mesure à destination des enfants présentant des facteurs personnels différents.

« La participation et la consultation des jeunes constituent un élément important de toute approche centrée sur l'enfant »

Les résultats du sondage #MyVoiceMySafety indiquent des défaillances dans la manière dont les gouvernements, les fournisseurs de services en ligne et les éducateurs donnent actuellement des informations accessibles et adaptées à l'âge sur les risques en ligne, afin d'aider les jeunes à faire des choix éclairés concernant leurs activités en ligne. D'autres études révèlent des lacunes dans la prise en charge des enfants victimes d'exploitation et d'abus sexuels. Selon les résultats de la Global Boys Initiative d'ECPAT, les stéréotypes de genre liés à la masculinité et les lois sexistes de certaines régions créent des obstacles à la divulgation des abus et à la demande d'aide, et empêchent les garçons d'être reconnus comme des victimes/survivants. ¹⁵

La participation et la consultation des jeunes constituent un élément important de toute approche centrée sur l'enfant, car elles permettent d'avoir un aperçu des expériences et points de vue des enfants, mettant en lumière les lacunes et les possibilités tout en dressant un tableau plus complet et perfectionné de la menace. Selon la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) des Nations Unies, il est important de prendre en compte le point de vue des enfants lorsque des décisions les concernant sont prises. ¹⁶ Toutefois, dans la pratique, d'autres efforts sont nécessaires pour tirer parti des opinions et expériences des enfants et concrétiser les engagements pris.

L'harmonisation mondiale de la réglementation d'Internet pourrait considérablement stimuler la riposte en incitant les plateformes à prendre des mesures systématiques pour lutter contre les agressions.

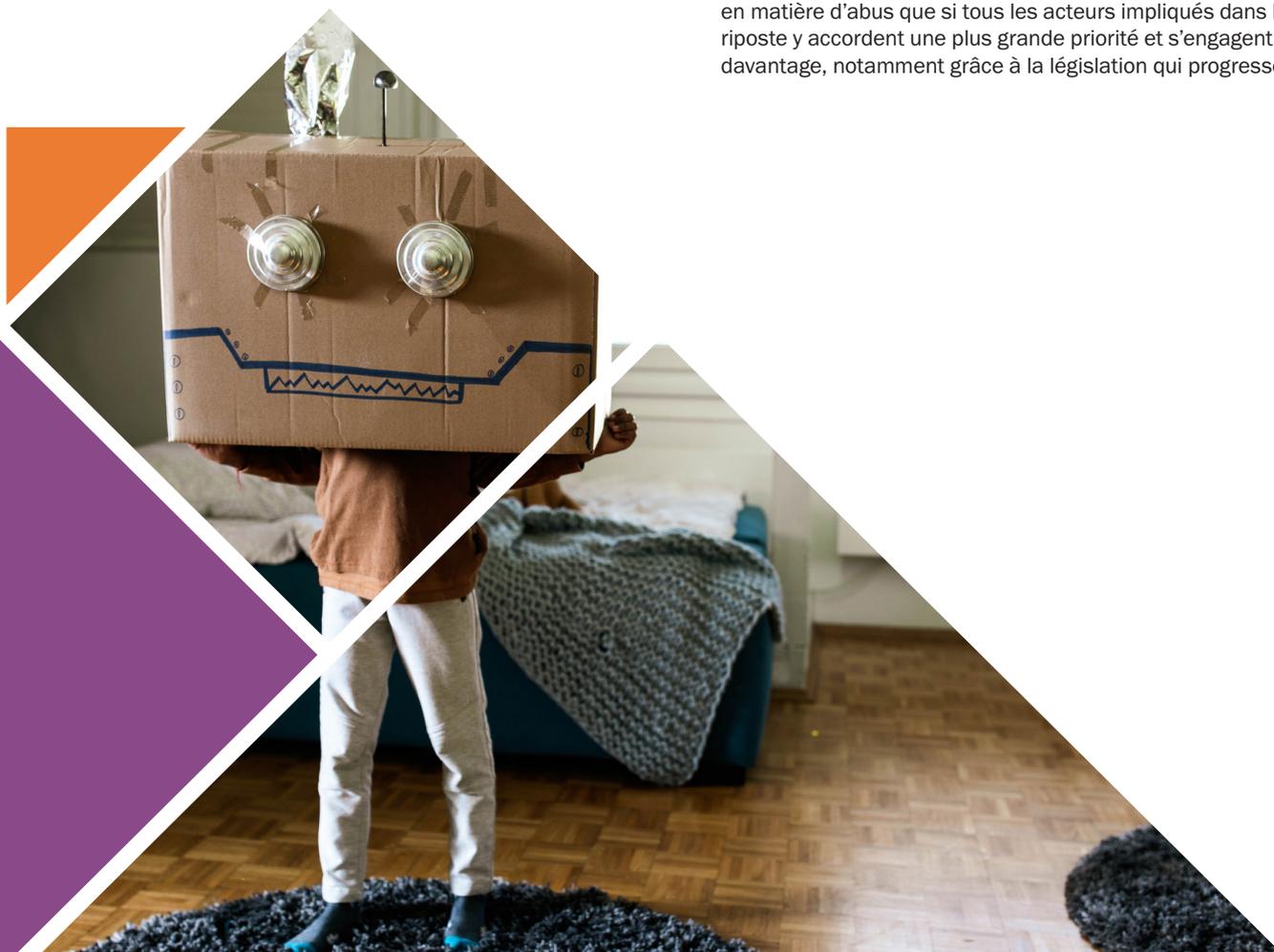
Depuis 2021, l'Australie, ¹⁷ l'Irlande, ¹⁸ le Nigeria, ¹⁹ l'Union européenne, ²⁰ les Philippines, ²¹ Singapour, ²² et l'État de Californie aux États-Unis ²³ ont rejoint les Fidji, ²⁴ la France, ²⁵ l'Allemagne, ²⁶ la Nouvelle-Zélande, ²⁷ entre autres pays, pour adopter ou introduire de nouvelles formes de réglementation en matière de sécurité en ligne. À l'heure où nous rédigeons ce rapport, plusieurs lois sont également proposées : le Digital India Act, la proposition de règlement de l'UE visant à lutter contre les matériels d'abus sexuels d'enfants, ²⁸ le projet de loi britannique sur la sécurité en ligne ²⁹ et six projets de loi actuellement débattus aux États-Unis, ³⁰ en particulier le Kids Online Safety Act ³¹ (loi sur la sécurité des enfants en ligne, l'équivalent fédéral du « Age-Appropriate Design Code Act » en Californie). L'harmonisation sur le plan mondial des nouveaux

cadres réglementaires contribuera grandement à la réalisation de leur potentiel de transformation. Il est également important de préparer l'avenir pour que la réglementation demeure adaptée aux nouvelles technologies émergentes et qu'elle permette de contrer efficacement les menaces qui se développent rapidement.

Cependant, la réglementation d'Internet n'est qu'un élément de la réponse législative à apporter à l'exploitation et aux abus sexuels en ligne envers les enfants. Même avec des investissements conséquents pour garantir une mise en œuvre correcte, la réglementation d'Internet sera inefficace sans des lois robustes qui criminalisent l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants, selon les normes minimales recommandées dans le rapport 2022 de l'UNICEF « Legislating for the Digital Age » (Légiférer à l'ère numérique).³² Les asymétries et les lacunes des cadres juridiques continuent d'entraver les enquêtes transfrontalières et les efforts plus larges visant à lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants, ce qui démontre combien le rôle que joue la législation est important pour permettre une coopération volontaire à l'échelle mondiale.

La collaboration volontaire sera essentielle pour garantir la réactivité, stimuler l'innovation et faire entendre en priorité la voix des enfants et des survivants.

À l'avenir, l'action et la collaboration volontaires demeureront un complément essentiel à la législation. La poursuite du dialogue et de la coopération intersectoriels permettra de répondre rapidement aux nouveaux défis stratégiques : comment faire face à l'augmentation des faits de coercition et de sextorsion à des fins financières auprès des enfants, comment adapter et normaliser les solutions technologiques de sécurité à la lumière de la demande accrue créée par la réglementation, et comment tirer le meilleur parti des nouveaux outils automatisés pour réduire la charge qui pèse sur les intervenants numériques en première ligne et les forces de l'ordre. La collaboration multisectorielle est particulièrement cruciale pour intégrer les points de vue des enfants et des survivants, tout comme les initiatives mondiales telles que l'accord UNICEF-INTERPOL de 2023, qui promet d'améliorer la coordination interinstitutionnelle au niveau national afin de mieux soutenir les enfants et les victimes/survivants d'abus.³³ Il ne sera possible d'inverser les tendances actuelles en matière d'abus que si tous les acteurs impliqués dans la riposte y accordent une plus grande priorité et s'engagent davantage, notamment grâce à la législation qui progresse.





Un appel urgent à l'action

Les éléments présentés dans cette édition de l'Évaluation mondiale de la menace montrent que les enfants sont victimes d'exploitation et d'abus sexuels en ligne à un rythme croissant et sous des formes de plus en plus variées et complexes. Afin d'éviter que davantage d'enfants ne soient exposés à ces agressions, les gouvernements, les fournisseurs de services en ligne, les organisations de la société civile et tous les intervenants sont de toute urgence invités à :

1

Investir davantage dans les approches de santé publique, en donnant la priorité à la prévention

Une étude récente menée par World Vision et FP Analytics a révélé que par rapport aux poursuites judiciaires, la prévention des abus sexuels sur enfants ne constitue globalement pas une priorité et ne bénéficie pas d'un financement suffisant.³⁴ Il convient d'y remédier de toute urgence, en commençant par un déploiement plus généralisé du principe de sécurité dès la conception pour placer les enfants au centre des nouvelles technologies telles que l'IA générative et la réalité étendue au fur et à mesure de leur apparition,³⁵ et pour atténuer les risques découlant du chiffrage de bout en bout (E2EE).

Les gouvernements devraient être à l'initiative d'un changement plus vaste en faveur de la prévention en investissant dans des approches de santé publique. Adaptées du secteur de la santé publique, ces approches impliquent que les secteurs public et privé investissent dans des interventions qui ciblent l'ensemble de la communauté, y compris les personnes qui risquent de commettre des abus sexuels sur enfants ou d'en être victimes, celles qui ont déjà été victimes d'abus et celles qui ont abusé d'autres personnes.³⁶ La sécurité dès la conception ainsi que l'éducation à la sexualité et aux relations saines s'inscrivent parfaitement dans une approche de santé publique, car elles visent toutes deux, en premier lieu, à réduire le risque que les enfants soient victimes d'abus.

Si les approches de santé publique axées sur la prévention ne suppriment pas la nécessité d'instaurer des mesures de police et de justice pénale, elles offrent un potentiel considérable pour faire évoluer la riposte à l'exploitation et aux abus sexuels en ligne envers les enfants en s'attaquant aux facteurs systémiques du problème et aux multiples voies de causalité qui mènent aux délits.³⁷

2

Placer les droits et les points de vue des enfants au cœur de la conception des interventions

Les résultats du sondage [#MyVoiceMySafety](#) soulignent qu'il est primordial d'impliquer les enfants pour mieux comprendre leurs opinions et leurs expériences en ligne. Lorsque leur point de vue n'est pas pris en compte, des lacunes apparaissent dans la riposte, créant alors des opportunités pour ceux qui cherchent à nuire.

Les approches centrées sur l'enfant sont essentielles, car elles permettent de garantir que les interventions et les services tiennent compte des expériences, droits et besoins des jeunes. Il est important que les possibilités pour les jeunes de s'impliquer soient pensées de manière à intégrer la voix d'une grande diversité d'enfants et à prendre en compte les différents besoins et les divers facteurs personnels et sociétaux qui ont une incidence sur les expériences et les risques en ligne. Pour mieux intégrer les droits et points de vue des enfants au cœur de l'approche actuelle, il est urgent de donner la priorité aux interventions qui :

- suppriment et réduisent les obstacles entravant l'identification des abus et la demande d'aide, notamment le sentiment de honte, la stigmatisation des victimes et les idées reçues au sujet des abus ;
- donnent aux enfants des connaissances et des outils adaptés à leur âge pour les aider à naviguer en toute sécurité dans les espaces en ligne ;
- permettent aux enfants et aux jeunes de demander des comptes aux fournisseurs de services en ligne sur les mesures prises pour assurer leur sécurité en ligne.

3

Mettre en œuvre une législation harmonisée au niveau mondial

Il est primordial d'assurer la cohérence des réponses sur le plan législatif au niveau mondial et l'application de normes internationales communes. Cela empêchera les délinquants de passer d'une juridiction à l'autre pour profiter des vides juridiques et éviter les sanctions, tout en aidant les entreprises technologiques à s'assurer que leurs systèmes sont fonctionnels et efficaces, et à éviter la duplication d'efforts chronophages pour signaler, supprimer et bloquer des contenus abusifs.

La réponse stratégique mondiale de WeProtect Global Alliance met en avant les facteurs clés à développer : une législation complète et harmonisée entre les pays, des investissements dans des programmes internationaux de renforcement des capacités et un financement suffisant.

Les gouvernements doivent ratifier la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (également appelée la « Convention de Lanzarote ») et devraient s'inspirer des normes minimales recommandées dans le rapport 2022 de l'UNICEF « Legislating for the Digital Age » (Légiférer à l'ère numérique).³⁸ La Convention internationale des droits de l'enfant des Nations Unies contient des dispositions importantes concernant l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants, mais elle doit encore être ratifiée et mise en œuvre dans tous les États membres des Nations Unies. Il revient aux gouvernements les mieux dotés en ressources de soutenir le renforcement des capacités. Les gouvernements qui se lancent dans leur propre processus d'élaboration de règles auront tout intérêt à se rapprocher de ceux qui commencent à appliquer la réglementation.

Les gouvernements devraient rédiger des lois visant à réglementer les services en ligne et promouvoir l'utilisation de la technologie pour lutter contre l'augmentation de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants. En exigeant des fournisseurs de services en ligne qu'ils assurent la sécurité des utilisateurs et en introduisant un risque de sanctions financières, juridiques et, dans certains cas, pénales pour ceux qui ne le font pas, la réglementation d'Internet représente le moyen le plus clair d'inciter à une action plus efficace pour lutter contre les abus en ligne. En consultant des documents tels que le projet de principes de régulation des plateformes numériques de l'UNESCO afin de garantir l'harmonisation des lois au niveau mondial, les régulateurs peuvent améliorer l'impact potentiel et la réussite de la mise en œuvre.³⁹

Les initiatives législatives et réglementaires les plus fructueuses reposeront sur le respect des libertés et droits fondamentaux, sans restreindre l'innovation. Ce dernier objectif peut être atteint grâce à une réglementation davantage « fondée sur des principes » que prescriptive, et neutre sur le plan technologique. On peut citer par exemple le règlement général sur la protection des données (RGPD) et la législation sur l'intelligence artificielle de l'UE, la Personal Data (Privacy) Ordinance (PDPO) à Hong Kong et la politique des services financiers numériques du Ghana.



Introduction

Objectifs

Ce rapport vise à évaluer l'ampleur et la nature de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants, afin d'alimenter et d'orienter la riposte. Il vise à encourager une action fondée sur des éléments probants en reconnaissant les progrès réalisés à ce jour, en recommandant des solutions et des mesures basées sur les éléments présentés et en mettant en évidence les possibilités de prévention des abus avant qu'ils ne se produisent.

Tableau 1. Principaux termes

Un abus sexuel sur enfant désigne « la participation d'un enfant [toute personne âgée de moins de 18 ans] à une activité sexuelle qu'il n'est pas pleinement en mesure de comprendre, à laquelle il ne peut consentir en connaissance de cause ou pour laquelle il n'est pas préparé du point de vue de son développement ». Il existe diverses définitions de ce terme, mais il s'agit de celle adoptée par WeProtect Global Alliance (« l'Alliance »), sur la base des lignes directrices de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).⁴⁰

L'exploitation sexuelle des enfants est une forme d'abus sexuel sur enfant qui implique l'utilisation abusive ou la tentative d'utilisation abusive d'une position de vulnérabilité, de force ou de confiance. Cela comprend, sans s'y limiter, les avantages monétaires, sociaux ou politiques tirés de l'exploitation sexuelle d'une autre personne. Cette infraction peut être perpétrée par des individus ou des groupes de délinquants. Ce qui distingue l'exploitation sexuelle des enfants des abus sexuels sur enfants est la notion sous-jacente d'échange présente dans l'exploitation.⁴¹ Cela étant dit, les deux concepts se chevauchent fortement, car l'exploitation est souvent une caractéristique de l'abus et vice versa.⁴²

L'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants désignent l'exploitation et les abus sexuels envers les enfants qui sont partiellement ou entièrement facilités par la technologie, c'est-à-dire par Internet ou d'autres modes de communication sans fil. Ce concept est également désigné par l'abréviation anglaise OCSEA (Online Child Sexual Exploitation and Abuse) et ces agressions sont dites « facilitées par la technologie ».

Méthodologie

L'Évaluation mondiale de la menace rassemble et analyse les résultats de plusieurs études afin de fournir une vision globale et actualisée de la menace que représentent l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants dans le monde entier, avec notamment une évaluation nuancée des lacunes en matière d'information et des points de vue divergents.

L'Évaluation bénéficie de diverses formes de données primaires, notamment :

- les résultats de l'enquête Economist Impact sur les perceptions des parents et des tuteurs concernant l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants ;
- les données primaires fournies par le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants, la Tech Coalition, Suojellaan Lapsia Protect Children, la Child Rescue Coalition, l'Unicef et le Partenariat mondial pour l'élimination de la violence envers les enfants ;
- vingt-six entretiens semi-directifs avec diverses parties prenantes, notamment des représentants des forces de l'ordre, des défenseurs de la sécurité des enfants, des universitaires, des représentants de l'industrie du numérique et des survivants ;
- des données acquises par Crisp, entreprise appartenant à Kroll ;
- des études de cas fournies par les organisations membres et affiliées de l'Alliance.

L'élaboration de ce rapport a été pilotée par un comité directeur mondial composé de 15 experts issus des forces de l'ordre, des gouvernements, des entreprises technologiques, des organisations non gouvernementales (ONG), du monde universitaire ainsi que d'anciennes victimes devenues porte-parole. Les personnes interrogées ont été sélectionnées pour combler les déficits d'information constatés lors de l'élaboration du rapport.

L'enfant



- ▶ Il est prouvé que les enfants issus de groupes minoritaires ou marginalisés en raison de leur orientation sexuelle, de leur race, de leur appartenance ethnique ou de leur handicap sont plus exposés que les autres aux agressions sexuelles en ligne.
- ▶ La pauvreté et les inégalités – exacerbées par la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et le changement climatique – continuent de nourrir l'exploitation et les abus sexuels envers les enfants.
- ▶ Les consultations menées auprès des jeunes révèlent un écart entre la perception qu'ont les enfants des risques en ligne et les agressions subies, ce qui souligne la nécessité d'adopter des approches centrées sur l'enfant, de fournir des informations sur la sécurité en ligne adaptées à l'âge des enfants et de mettre en place des procédures de signalement accessibles.

L'accès des enfants à Internet et la prévalence et l'impact des abus en ligne

Depuis notre Évaluation mondiale de la menace 2021, l'utilisation d'Internet n'a cessé d'augmenter. En avril 2023, 5,18 milliards de personnes – soit 64,6 % de la population mondiale – étaient des utilisateurs actifs d'Internet, et 4,8 milliards d'entre elles – soit 59,9 % de la population mondiale – étaient des utilisateurs actifs de réseaux sociaux.⁴³ Les recherches menées par l'Union internationale des télécommunications montrent que les jeunes sont à l'origine de cette connectivité : en 2022, 75 % des personnes âgées de 15 à 24 ans accédaient à Internet, contre 65 % pour le reste de la population.⁴⁴ C'est en Afrique que les écarts entre les générations sont les plus marqués, avec des taux d'utilisation respectivement de 55 % et 36 %.

« Les jeunes sont à l'origine de cette connectivité »

D'autres recherches montrent dans quelle mesure des personnes de plus en plus jeunes accèdent à Internet. Selon une étude de l'Ofcom, l'autorité régulatrice des télécommunications au Royaume-Uni, la quasi-totalité des enfants âgés de 3 à 17 ans (97 %) sont allés sur Internet en 2022.⁴⁵ Si l'augmentation de l'accès et de

l'utilisation d'Internet peut être bénéfique, elle expose également les enfants à un large éventail de risques, notamment à l'exploitation et aux abus sexuels. L'augmentation du nombre d'enfants sur Internet est synonyme d'un accroissement du nombre de cibles potentielles pour les prédateurs en ligne et autres utilisateurs dangereux.

L'enquête Economist Impact, commandée en même temps que notre précédente Évaluation mondiale de la menace, reste la dernière source de données disponible sur l'exposition des enfants aux agressions sexuelles en ligne signalées à travers le monde. Au niveau mondial, 54 % des personnes interrogées ont subi au moins un type d'agression sexuelle en ligne.⁴⁶

Aux niveaux régional et national, de nouveaux éléments significatifs sont ressortis de Disrupting Harm, projet de recherche à grande échelle explorant la manière dont l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants se manifestent dans 13 pays d'Afrique orientale et australe et d'Asie du Sud-Est.⁴⁷ Selon les données de ce projet, au moins 1 à 20 % des enfants ont été victimes d'exploitation et d'abus sexuels en ligne au cours de la seule année écoulée, en fonction des pays. Ce grand écart pourrait illustrer la situation de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants dans ces pays (par exemple, 1 % des enfants au Viêt Nam et 20 % des enfants aux Philippines), mais on peut aussi le voir comme un tableau seulement partiel, en raison du sous-signalement des agressions. Aux États-Unis, une étude similaire

de l'exploitation et des abus sexuels envers les enfants basés sur des images (en anglais, « image-based sexual exploitation and abuse of children » ou IBSEAC) a révélé que l'exposition au cours de la vie variait entre 2 et 16 % selon la catégorie d'abus.⁴⁸

Des différences importantes sont à noter entre les deux enquêtes : Disrupting Harm utilise des données transversales tirées des réponses des enfants au sujet de leurs expériences vécues au cours de l'année écoulée, tandis que l'étude IBSEAC est rétrospective et se concentre sur la prévalence au cours de la vie. Les autres différences portent sur les catégories d'abus, illustrant les variations entre les définitions et les concepts dans la recherche, même lorsqu'une perspective axée sur la victime/le survivant est privilégiée. Ces différences montrent la nécessité de poursuivre l'analyse de multiples sources de données quantitatives et qualitatives afin d'avoir une compréhension valable et complète d'une problématique complexe.

L'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants ont un profond impact sur la vie, la santé et l'estime de soi des enfants.⁴⁹ Les victimes/survivants font état de problèmes tels que le traumatisme psychologique,⁵⁰ l'anxiété, la dépression,⁵¹ l'automutilation ou le comportement suicidaire, le sentiment de culpabilité,⁵² les problèmes de confiance, les problèmes relationnels⁵³ et les difficultés à l'école. Les conséquences se prolongent à l'âge adulte et affectent les relations familiales et intimes. Il est important de noter que l'impact des abus sur chaque victime/survivant est unique et dépend d'une interaction complexe de facteurs. Le fait qu'une victime subisse ou non l'une ou l'ensemble des conséquences mentionnées dépend de la nature et/ou de la gravité de l'abus, de la manière dont l'abus est traité psychologiquement et des réactions dont le soutien des intervenants traitant le signalement.⁵⁴



des personnes interrogées dans le monde ont subi des agressions sexuelles en ligne pendant leur enfance

- Economist Impact

Facteurs personnels

De plus en plus d'éléments démontrent que les facteurs personnels et de développement – tels que l'âge, le sexe et le genre, la race et l'ethnicité, l'orientation sexuelle et le handicap – peuvent influencer sur l'exposition d'un enfant aux agressions sexuelles en ligne.

Malgré une plus grande concertation des actions pour comprendre ces facteurs, on en sait encore relativement peu sur certains éléments et sur la manière dont ils interagissent pour aggraver les risques. Le rôle de l'« intersectionnalité » dans l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants constituera un axe de recherche important pour l'avenir.

Âge

Les données de Disrupting Harm pour les pays africains montrent que les jeunes âgés de 15 à 17 ans sont plus souvent victimes d'exploitation et d'abus sexuels en ligne que les jeunes âgés de 12 à 14 ans. C'est également le cas dans certains pays d'Asie, bien qu'au Cambodge et en Thaïlande, ce sont plus souvent des enfants plus jeunes, âgés de 12 à 14 ans, qui font état de ces expériences. Dans l'étude IBSEAC, les enfants de moins de 13 ans étaient des victimes/survivants dans moins de 10 % (9,8 %) des incidents. Toutefois, d'autres études,⁵⁵ plus étroitement axées sur une seule catégorie d'abus, ont montré que l'âge ne semblait pas être un facteur déterminant pour ce type de victimisation.

Si Disrupting Harm ne porte pas sur les enfants âgés de moins de 11 ans, les très jeunes enfants sont très présents dans les images d'abus sexuels sur enfants détectées par l'Internet Watch Foundation (IWF). L'IWF a signalé une augmentation de 360 % des cas d'images à caractère sexuel « autoproduites » par des enfants de 7 à 10 ans entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2022.⁵⁶ En outre, la majorité des matériels d'abus sexuels d'enfants mettant en scène des enfants âgés de 0 à 6 ans sont de la plus haute gravité, classés dans la « catégorie A ».⁵⁷ Les enfants âgés de 11 à 13 ans figurent dans plus de la moitié des images d'abus sexuels sur enfants détectées au cours des trois dernières années par l'IWF,⁵⁸ la plupart d'entre elles étant « autoproduites ». Sur le Dark Web, 45 % des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête sur les utilisateurs de matériels d'abus sexuels d'enfants ont indiqué qu'elles recherchaient principalement des images d'enfants âgés de 4 à 13 ans.⁵⁹

La différence au sein des données peut refléter la facilité avec laquelle il est possible d'effectuer les signalements et de fournir des preuves lorsque les images représentent des enfants prépubères, et être révélatrice du type de délinquants qui utilisent le Dark Web pour accéder à des matériels d'abus et répondre à des enquêtes d'auto-assistance.

L'âge semble également influencer le signalement des abus à des adultes protecteurs. L'enquête d'Economist Impact a révélé que, parmi les enfants qui ont révélé à leurs parents ou tuteurs avoir subi des violences sexuelles en ligne en Amérique latine et

en Afrique subsaharienne, 50 % avaient moins de neuf ans, alors que 5 % étaient âgés de 16 à 18 ans.⁶⁰ De même, une enquête menée par le commissaire australien à l'e-sécurité (Australia eSafety Commissioner) révèle que les jeunes de 14 à 17 ans sont plus enclins à tenter de gérer seuls leurs expériences négatives en ligne, notamment en retirant les auteurs des abus de leur liste d'amis ou en les bloquant, que d'en parler à leurs parents.⁶¹

En 2023, WeProtect Global Alliance et le Bureau de la Représentante spéciale des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants ont mené une consultation mondiale sur la perception qu'ont les jeunes de la sécurité en ligne, intitulée #MyVoiceMySafety. L'enquête a révélé que les enfants âgés de 7 à 10 ans sont moins conscients des risques en ligne, ce qui traduit un besoin urgent d'interventions plus en amont et adaptées à l'âge des enfants pour parvenir à les sensibiliser.⁶² Le livre « Jack Changes the Game »⁶³ est un exemple d'initiative, menée par l'Australian Centre to Counter Child Exploitation (ACCCE).

« Jack Changes the Game »

L'ACCCE s'est associée au programme ThinkUKnow de la police fédérale australienne pour concevoir un livre d'images sur la sécurité en ligne destiné aux parents, aux tuteurs et aux éducateurs, à lire avec les enfants âgés de 5 à 8 ans.⁶³ Il fournit des conseils adaptés à l'âge des enfants sur le grooming en ligne et sur ce que les parents peuvent faire en cas de problème. Le livre est actuellement distribué dans toutes les écoles primaires d'Australie.

Selon les résultats du sondage #MyVoiceMySafety, la sensibilisation des enfants aux risques en ligne n'est pas constante selon les différents groupes d'âge et ne s'accroît qu'à l'entrée dans l'adolescence. Cela indique une lacune dans les mesures actuelles de prévention et de riposte.



Sexe et genre

En revanche, l'étude IBSEAC aux États-Unis a révélé que les filles étaient des victimes/survivantes dans près de 75 % des cas. Il s'est avéré que les filles victimes/survivantes étaient davantage concernées par la production d'images non consenties.⁶⁴ Selon plusieurs études européennes,⁶⁵ les filles sont beaucoup plus susceptibles d'être victimes d'exploitation et d'abus sexuels en ligne que les garçons, mais les différences entre les genres n'apparaissent pas aussi importantes dans les échantillons en Asie.⁶⁶ Les garçons peuvent être surreprésentés dans certains types d'exploitation et d'abus sexuels en ligne envers les enfants. Par exemple, une enquête nationale menée auprès de jeunes Américains⁶⁷ a révélé que les garçons étaient nettement plus susceptibles d'avoir été victimes de sextorsion. De même, le Centre canadien de protection de l'enfance (C3P) a constaté, d'après une analyse en open source de plus de 6 500 témoignages personnels partagés publiquement par des victimes/survivants de sextorsion, que dans les messages où le genre de la victime/du survivant était identifiable, 98 % étaient de sexe masculin.⁶⁸

Au cours des trois dernières années, 93 % des matériels d'abus sexuels d'enfants traités par l'IWF mettaient en scène des filles,⁶⁹ un chiffre en adéquation avec les 92 % de matériels signalés à l'organisme INHOPE en 2022.⁷⁰ Toutefois, les garçons apparaissent dans une proportion croissante de contenu à caractère sexuel « autoproduit ». De 2021 à 2022, l'IWF a signalé une augmentation de l'ordre de 25 % des images « autoproduites » mettant en scène des garçons et en 2022, les garçons étaient à l'origine de près des trois quarts des demandes soumises via l'outil Report Remove de l'IWF pour supprimer d'Internet des images intimes les représentant. Un quart de ces signalements étaient dus à des faits de sextorsion financière.

Le sondage #MyVoiceMySafety a révélé que les adolescentes et les personnes dont le genre n'est pas précisé s'inquiètent davantage des risques en ligne que les garçons, ce qui pourrait expliquer les tendances actuelles en matière d'abus.⁷¹ Sur le Dark Web, les utilisateurs de matériels d'abus sexuels d'enfants interrogés ont également indiqué une préférence pour les matériels mettant en scène des filles plutôt que des garçons.⁷²

Les éléments disponibles montrent que la vulnérabilité des garçons et des filles se traduirait de différentes manières. Plutôt que d'utiliser indistinctement les mêmes interventions pour cibler les garçons et les filles, il convient de mettre au point des interventions sur mesure. Cela revêt une importance particulière quand les stéréotypes de genre liés à la masculinité et les lois sexistes de certaines régions créent des obstacles à la divulgation des abus et à la demande d'aide, et empêchent les garçons d'être reconnus comme des survivants d'exploitation sexuelle.⁷³ Du fait de ces obstacles, les intervenants en première ligne ne peuvent rien apprendre sur les expériences des garçons et sont moins à même de repérer les signes d'abus ou de répondre à leurs besoins en matière de soutien. La Global Boys Initiative de l'organisation Every Child Protect Against Trafficking (ECPAT) vise à encourager la poursuite des recherches à ce sujet.

Race et origine ethnique

En 2023, Economist Impact a mené une étude pour l'Alliance portant sur les agressions sexuelles en ligne subies pendant l'enfance et leurs facteurs de risque en France, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Pologne.⁷⁴ Sur les 2 000 jeunes de 18 ans interrogés, 79 % appartenant à une minorité ethnique ou raciale ont subi au moins un préjudice sexuel pendant leur enfance, contre 68 % pour les jeunes n'appartenant pas à une minorité. Cela confirme les résultats de la même enquête menée au niveau mondial en 2021.⁷⁵ En outre, une étude réalisée en 2022 sur des jeunes de 9 à 17 ans aux États-Unis a révélé que les enfants hispaniques et latino-américains étaient plus à risque que les autres groupes en ce qui concerne les matériels d'abus sexuels d'enfants « autoproduits ».⁷⁶

D'autres recherches sont nécessaires pour mieux comprendre le rôle de la race et de l'appartenance ethnique dans les cas d'exploitation et d'abus sexuels vécus par des enfants. C'est d'autant plus important qu'il est prouvé que les victimes et les survivants issus de minorités raciales ou ethniques peuvent être confrontés à des obstacles particuliers en matière de signalement et de soutien en raison de la discrimination institutionnelle et systémique, des normes culturelles et des tabous,⁷⁷ notamment la minimisation des abus en général⁷⁸ et les discussions limitées sur le sexe et les relations intimes.⁷⁹

Orientation sexuelle, identité et expression de genre

De nombreuses études portant sur des enfants et des jeunes d'Europe et d'Amérique du Nord indiquent que ceux qui s'identifient comme LGBTQ+, transgenres ou non binaires sont beaucoup plus susceptibles que les enfants non LGBTQ+ ou cisgenres de subir des agressions sexuelles en ligne pendant leur enfance,⁸⁰ d'avoir des conversations sexuelles ou de séduction en ligne et de recourir à Internet pour ressentir un sentiment d'appartenance.⁸¹ Dans la dernière étude de Thorn sur le grooming en ligne des 9-17 ans aux États-Unis, les enfants LGBTQ+ étaient plus de deux fois plus susceptibles de rester en contact avec une personne en ligne qui les mettait mal à l'aise, expliquant que l'amitié motivait la poursuite de la relation.

Dans les pays où leur sexualité est illégale ou considérée comme culturellement inacceptable, les enfants qui s'identifient comme LGBTQ+ peuvent être plus vulnérables à la sextorsion. Disrupting Harm⁸² a constaté que la criminalisation de l'homosexualité et les tabous culturels limitaient les demandes d'aide de la part des victimes dans sept des treize pays évalués. Des lacunes persistent cependant concernant les recherches dans certaines régions, en raison des problèmes de sécurité pour les enfants qui s'identifient comme LGBTQ+.⁸³

Handicap

Les enfants porteurs de handicap sont trois à quatre fois plus susceptibles d'être victimes d'abus sexuels que les enfants qui ne sont pas porteurs de handicap.⁸⁴ Le manque de sensibilisation et les mesures de sauvegarde et de protection non inclusives qui ne tiennent pas compte des besoins des enfants porteurs de handicap ne sont que quelques-uns des facteurs qui augmentent le risque d'abus d'un enfant porteur d'un handicap physique ou d'un trouble du développement.⁸⁵

Une étude menée en Suisse auprès d'enfants porteurs de handicaps physiques a révélé qu'ils pouvaient être plus exposés à des risques d'exploitation et d'abus sexuels en ligne,⁸⁶ et que les garçons porteurs de handicap pouvaient être exposés à un risque égal ou supérieur. Une autre étude suisse⁸⁷ portant sur la victimisation sexuelle en ligne au cours de la vie et de l'année écoulée a révélé que sur un échantillon d'enfants porteurs de handicaps physiques, bien que la prévalence au cours de la vie et de l'année écoulée soit plus élevée chez tous les enfants porteurs de handicap physique que chez les enfants non porteurs de handicap physique, les garçons porteurs de handicap physique étaient nettement plus à risque.

L'impact des troubles du développement et de l'apprentissage varie. Certains enfants comprennent le concept d'abus, mais ont du mal à identifier un abus lorsqu'il se produit.⁸⁸ Le manque d'éducation à la sexualité et aux relations saines pour les jeunes porteurs de troubles du développement signifie que beaucoup d'entre eux ont du mal à décrire les incidents à caractère sexuel et à développer des comportements sexuels sains.⁸⁹

Les enfants sourds seraient trois fois plus susceptibles d'être victimes d'abus en ligne que les enfants entendants en raison des obstacles à la communication lorsqu'ils tentent d'expliquer les abus, d'un manque de ressources accessibles et d'une éducation insuffisante en matière de protection.⁹⁰ Des consultations menées auprès d'enfants sourds en Afrique du Sud, en Jamaïque et au Royaume-Uni ont montré que 92 % des enfants ignoraient l'existence de ressources pédagogiques sur l'exploitation et les abus sexuels en ligne.⁹¹ Des solutions sur mesure, telles que DeafKidz Defenders, sont essentielles pour lutter contre le risque accru d'abus sur des enfants porteurs de handicaps.

DeafKidz Defenders

Le programme DeafKidz Defenders apprend aux enfants sourds et malentendants à reconnaître les abus en ligne, à dire non et à demander de l'aide. Testé auprès de plus de 600 enfants au Pakistan et en Afrique du Sud, le programme Defenders permet d'enseigner aux enfants la sécurité en ligne via le support d'apprentissage préféré des enfants sourds. Au terme de l'expérience, une augmentation statistiquement significative a été constatée concernant la capacité des enfants à reconnaître les abus et à adopter des comportements de protection adéquats.



Facteurs sociétaux

En 2022, l'économie mondiale a été ébranlée par « une série de chocs graves qui se sont renforcés mutuellement : la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et les crises alimentaire et énergétique qui en ont résulté, l'inflation galopante, l'aggravation de la dette ainsi que l'urgence climatique ».⁹² Le nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire a plus que doublé entre 2019 et 2022, pour atteindre près de 350 millions. Ces conditions empêchent de progresser sur toute une série de questions sociétales, et notamment de s'attaquer aux facteurs systémiques de l'exploitation et des abus sexuels sur enfants. Citons notamment l'inégalité entre les genres et le bon fonctionnement des institutions publiques et judiciaires.⁹³

Dans certaines régions du monde, la pauvreté et le manque de possibilités économiques alimentent aussi plus directement l'exploitation et les abus sexuels sur enfants, en offrant aux proches et aux réseaux criminels organisés la possibilité de gagner de l'argent en répondant à la demande soutenue d'images représentant des abus sur enfants. Il apparaît également que les images à caractère sexuel « autoproduites » émanent des jeunes eux-mêmes pour échapper à la pauvreté.⁹⁴ Les enfants du Ghana qui ont participé à l'étude de l'Alliance et de Praesidio sur les points de vue des enfants sur le contenu à caractère sexuel « autoproduit » ont indiqué que la capacité et la motivation à vendre des matériels sexuels pour gagner de l'argent étaient des facteurs prépondérants.⁹⁵ Si la proportion des faits d'exploitation et d'abus sexuels à des fins économiques reste globalement faible, ⁹⁶il est difficile de s'imaginer que ces tendances se dissiperont dans un avenir proche, étant donné que 100 millions d'enfants supplémentaires ont été plongés dans une pauvreté multidimensionnelle induite par la COVID-19⁹⁷ et que les incertitudes économiques persistent.

L'éducation à la sexualité et aux relations saines est un autre facteur qui influe sur les chiffres de l'exploitation et des abus. Au niveau mondial, elle ne couvre pas tout l'éventail des sujets requis pour traiter les expériences vécues par les enfants.⁹⁸ De nombreux enfants ont du mal à parler de sexualité avec leur famille, car c'est un sujet jugé tabou. Dans une enquête réalisée en 2019 auprès de plus de 1 400 jeunes de la région Asie-Pacifique, moins d'un jeune sur trois estimait que son école lui avait « très bien » ou « assez bien » enseigné la sexualité. Le manque d'éducation pertinente et opportune en matière de sexualité et de relations saines conduit de nombreux enfants à se tourner vers Internet pour s'informer.⁹⁹ La plupart des enfants interrogés dans le cadre de la recherche de l'Alliance sur leurs points de vue concernant le contenu à caractère sexuel « autoproduit » ont déclaré qu'ils cherchaient à s'éduquer sur les questions sexuelles sur les réseaux sociaux ou, dans certains cas, au moyen de la pornographie.¹⁰⁰ Cela peut affecter la compréhension qu'ont les enfants d'eux-mêmes et des autres, ainsi que leurs futures relations sexuelles.



Exposition à la pornographie

Une étude publiée par la Commissaire britannique aux droits des enfants en 2023 décrit l'exposition généralisée et normalisée des enfants à la pornographie.¹⁰¹ Sur les 1 000 enfants interrogés et sondés, l'âge moyen pour la première consultation de contenus pornographiques était de 13 ans. Dans une étude similaire menée en 2023 auprès de 1 300 adolescents américains, 54 % d'entre eux ont déclaré avoir vu pour la première fois de la pornographie en ligne alors qu'ils étaient âgés de 13 ans ou moins.¹⁰² Plus de la moitié (58 %) ont indiqué qu'ils avaient été confrontés à la pornographie par accident. En outre, la proportion d'exposition accidentelle à des contenus à caractère sexuel signalée par les enfants dans l'étude Disrupting Harm variait de 22 %¹⁰³ à 48 %¹⁰⁴ selon les pays.

54 % des adolescents américains ont déclaré avoir vu de la pornographie en ligne à l'âge de 13 ans ou moins
- Étude Common Sense

L'étude de la Commissaire britannique aux droits des enfants a établi un lien entre l'exposition à la pornographie avant l'âge de 12 ans et des effets négatifs sur la santé. Les enfants ayant déclaré avoir vu de la pornographie alors qu'ils étaient âgés tout au plus de 11 ans étaient également beaucoup plus susceptibles de présenter des scores d'estime de soi inférieurs à la moyenne. Les utilisateurs fréquents de contenus pornographiques étaient plus susceptibles de vivre un acte sexuel dégradant dans leur vie réelle. Également publié en 2023, un autre rapport de la Commissaire aux droits des enfants a révélé que dans un examen des cas d'exploitation et d'abus sexuels sur enfants commis entre des enfants, 50 % des transcriptions d'entretien associées contenaient des mots faisant référence à au moins un acte spécifique de violence sexuelle couramment observé dans la pornographie.¹⁰⁵ De même, une étude britannique basée sur une méthodologie mixte a révélé qu'une « minorité significative » d'enfants et de jeunes voulaient reproduire des actes pornographiques.¹⁰⁶

Une étude réalisée en 2021 auprès de lycéens indonésiens a révélé que l'âge de la première exposition à la pornographie avait un lien significatif avec les comportements sexuels « à risque » :¹⁰⁷ les personnes exposées âgées de moins de 12 ans manifestent davantage de comportements sexuels « à haut risque ». Ce résultat est cohérent avec une étude longitudinale d'adolescents à Taiwan¹⁰⁸ et une « revue de revues »¹⁰⁹ qui a établi un lien entre l'utilisation de la pornographie et des attitudes et comportements sexuels plus permissifs, tels que les « sextos ».

D'autres recherches sont nécessaires, en particulier dans d'autres zones géographiques, pour mieux comprendre les liens possibles entre le visionnage régulier de pornographie et la probabilité de subir ou de commettre des actes d'exploitation et d'abus sexuels en ligne envers les enfants, notamment parce que les jeunes eux-mêmes reconnaissent les effets négatifs de l'exposition à la pornographie en ligne.¹¹⁰ Dans une enquête réalisée en 2020 auprès de jeunes Néo-Zélandais,¹¹¹ la plupart d'entre eux ont demandé que des mesures soient prises par les fournisseurs de services en ligne et les gouvernements pour restreindre l'accès aux contenus pornographiques et sexuels extrêmes en ligne.

Il est de plus en plus préoccupant de constater que les enfants sont exposés à un nombre croissant d'influenceurs misogynes populaires en ligne, promus par des « algorithmes de recommandation » sur les plateformes,¹¹² le plus souvent auprès de jeunes garçons, malgré le faible engagement de ces derniers vis-à-vis de ce type de contenu. Le fait de regarder régulièrement des influenceurs misogynes ou des contenus « incels » est considéré comme une porte d'entrée potentielle vers la participation à des communautés en ligne plus extrêmes et plus violentes, vers le développement d'attitudes sexuelles et de genre problématiques et vers la perpétration d'abus sexuels.¹¹³ Les communautés « incels » normalisent l'envoi de contenus explicites non sollicités, ainsi que le partage non consentuel d'images, dans le but d'humilier les filles et de les intimider en ligne.¹¹⁴

Changer les normes de développement sexuel chez les adolescents

Le partage consentuel d'images à caractère sexuel d'eux-mêmes par des jeunes dans le cadre d'une relation ou par curiosité sexuelle est largement considéré comme un exemple de comportement normal en matière de développement, à l'ère numérique.¹¹⁵ Ces résultats sont corroborés par les conclusions de l'étude Disrupting Harm : à l'exception des enfants thaïlandais, la majorité des jeunes ont déclaré avoir partagé de telles images parce qu'ils « flirtaient, s'amusaient, étaient amoureux ou faisaient confiance à la personne ».¹¹⁶ En Asie de l'Est et dans le Pacifique, ainsi qu'en Afrique orientale et australe, les enfants ont le plus souvent déclaré avoir partagé des images intimes avec des partenaires ou ex-partenaires romantiques, un ami ou un individu qu'ils connaissaient en personne.

L'évolution des normes explique, au moins en partie, l'augmentation du contenu à caractère sexuel « autoproduit » détecté en ligne ces dernières années. Comme nous l'avons examiné dans notre rapport 2021, les diverses motivations à l'origine de la production de ces matériels en font une question complexe. Certains sont produits sous la contrainte, mais les conclusions de Disrupting Harm, des recherches de l'Alliance sur les points de vue des enfants sur le contenu à caractère sexuel « autoproduit »¹¹⁷ et de diverses autres études¹¹⁸ suggèrent que les enfants sont généralement volontaires. Les personnes interrogées sont moins nombreuses à déclarer avoir produit elles-mêmes des images parce qu'elles se sentaient menacées, étaient la cible de « grooming », étaient soumises à la pression de leurs camarades ou recherchaient un gain financier.



Qu'est-ce que le contenu à caractère sexuel « autoproduit » ?

Selon notre définition, le contenu à caractère sexuel « autoproduit » comprend un large éventail d'images ou de vidéos allant du contenu « autoproduit » volontairement partagé de manière consensuelle entre adolescents du même âge (où un préjudice est généralement causé lorsque les images sont repartagées contre la volonté du jeune concerné) au contenu à caractère sexuel « autoproduit » sous la contrainte, qui comprend le grooming, la pression ou la manipulation en vue de partager les matériels.¹¹⁹

Nous utilisons ce terme entre guillemets afin de signaler que, bien qu'il reflète le consensus politique actuel sur la manière de désigner ce type de phénomène et les matériels qu'il génère, il ne s'agit pas d'une définition universellement employée ou comprise par les professionnels ou les enfants.

Certains chercheurs ont suggéré d'utiliser l'expression « exploitation et abus sexuels envers les enfants basés sur des images » comme catégorie générale afin de lever toute ambiguïté induite par l'utilisation des termes « images d'abus sexuels sur enfants » ou « matériels d'abus sexuels d'enfants » (qui désignent généralement les matériels montrant des abus produits par des adultes) lorsqu'on évoque les images créées par les jeunes eux-mêmes.¹²⁰

Une exception géographique est constituée par les Émirats arabes unis (EAU), où le contenu à caractère sexuel « autoproduit » et les cas de sextorsion financière représentent encore moins de 10 % des délits d'exploitation et d'abus sexuels en ligne.¹²¹ Cela peut s'expliquer par les normes culturelles¹²² des Émirats arabes unis. Les réglementations plus strictes en matière d'Internet¹²³ (qui autorisent le blocage généralisé des sites Web et des applications jugés nuisibles par les autorités de télécommunication) et l'éducation à la sécurité en ligne figurent parmi les autres explications possibles.

Même le contenu à caractère sexuel « autoproduit » de manière consensuelle peut causer des préjudices s'il est partagé sans consentement ou, par exemple, utilisé à des fins d'extorsion. Dans l'étude IBSEAC, 60 % des auteurs étaient connus de la victime/du survivant, ceux-ci étant des partenaires intimes, amis ou connaissances.¹²⁴

60 % des auteurs étaient connus de la victime
- Étude IBSEAC

Une forme de contenu à caractère sexuel « autoproduit », le sexting, et les comportements qui y sont liés, par exemple le fait d'entretenir des relations amicales avec des inconnus en ligne et de rencontrer en personne un individu rencontré en ligne, augmentent de manière significative le risque de victimisation sexuelle en ligne. Une étude longitudinale réalisée en 2019 auprès d'enfants âgés de 12 à 14 ans a révélé que le fait de sextoter « volontairement » augmentait considérablement la probabilité de faire l'objet de sollicitations sexuelles en ligne de la part d'adultes un an plus tard.¹²⁵ Cette constatation pourrait s'expliquer par le fait que les sextos exposent davantage les cibles aux auteurs d'abus, car ils transmettent des informations ou des images intimes, qui peuvent être utilisées pour harceler, menacer ou contraindre la victime/le survivant.

Des études menées en Corée du Sud en 2023¹²⁶ et au Chili en 2021¹²⁷ ont montré que les comportements en ligne des adolescentes, tels que les amitiés en ligne avec des inconnus et les rencontres en personne avec des individus rencontrés en ligne, constituaient un comportement à risque important en ce qui concerne la victimisation sexuelle en ligne.

Le sondage [#MyVoiceMySafety](#) révèle que le sentiment de malaise concernant le partage d'images personnelles diminue avec l'âge, ce qui suggère que les enfants ne perçoivent pas nécessairement ces risques.¹²⁸ Cela montre la complexité des facteurs qui influencent la perception des risques par les enfants et souligne l'importante nécessité de prendre en compte leurs points de vue pour orienter la réponse.

Il convient de garder à l'esprit le caractère variable des expériences des enfants pour réussir à concevoir des interventions efficaces centrées sur l'enfant, en reconnaissant que la responsabilité de la victimisation doit toujours revenir à l'auteur de l'abus. La même expérience peut conduire à un résultat positif pour un enfant et à un résultat négatif pour un autre.





Tenir compte de la voix des enfants dans la riposte

La relation entre les risques en ligne, l'évolution des normes de développement et les différentes perceptions de ce qui constitue une violence souligne combien il est important de centrer la réponse sur les expériences, les droits et les besoins des enfants. D'après les recherches et nos entretiens avec des survivants adultes, les approches centrées sur l'enfant sont importantes pour les raisons suivantes :

- elles maintiennent la protection de l'enfant au centre de la problématique ;¹²⁹
- elles font entendre la voix des enfants pour qu'elle influence positivement la riposte à la menace en fournissant des informations sur les activités en ligne, les comportements de demande d'aide et les expériences d'abus ;
- elles relaient les points de vue des enfants sur la manière dont leur droit à la vie privée peut être concilié avec la nécessité de leur garantir l'accès à Internet, grâce à des mécanismes de sécurité efficaces et adaptés à l'âge ;
- elles contribuent à l'élaboration de meilleurs processus et résultats pour les enfants victimes/survivants en réduisant les obstacles au soutien, en minimisant la re-traumatisation et en améliorant l'accès aux institutions utiles ;
- elles soulignent l'importance d'une législation qui protège les enfants contre les abus, tout en évitant de criminaliser les comportements normaux liés au développement ;
- elles favorisent la prise en compte des besoins divers et différents des enfants et des nombreux facteurs personnels qui peuvent avoir un impact sur les expériences en ligne ;
- elles tiennent compte des traumatismes et intègrent le soutien dont a besoin chaque survivant à chaque étape de son parcours de guérison.¹³⁰

Les approches centrées sur l'enfant représentent également un moyen de combler les lacunes dans les données relatives à l'étendue, à la nature et à l'impact de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants. L'étude *Disrupting Harm* a révélé qu'un enfant sur trois n'avait pas signalé les abus dont il avait été victime.¹³¹ Les parents et les tuteurs interrogés par *Economist Impact* ont indiqué que l'incapacité de leurs enfants à reconnaître que leurs expériences sont préjudiciables constitue le principal obstacle les empêchant de les aider.¹³²

Parmi les enfants qui parviennent à identifier les abus dont ils sont victimes, nombreux sont ceux qui ont recours aux mesures que proposent les plateformes (telles que le blocage et le signalement de comptes d'utilisateurs) au lieu de signaler l'abus aux autorités et de demander de l'aide.¹³³ Parmi les obstacles identifiés entravant la demande d'aide figurent le sentiment de honte et de culpabilité ainsi que la stigmatisation des victimes.¹³⁴

La consultation *#MyVoiceMySafety* a révélé que pour les enfants de toutes les tranches d'âge, les inconnus, qu'ils soient adultes ou enfants, étaient perçus comme les personnes les plus susceptibles de leur causer du tort ou d'abuser d'eux en ligne. La perception de la menace varie selon le genre : les garçons sont plus préoccupés par les enfants qu'ils ne connaissent pas, tandis que les filles sont nettement plus préoccupées par les adultes qu'elles ne connaissent pas.¹³⁵ Cette perception n'est pas toujours confirmée par l'ensemble des preuves résumées dans le chapitre « Agressions » du présent rapport portant sur la relation entre les auteurs et les victimes/survivants de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants. Cet écart de perception souligne la nécessité d'adopter des approches centrées sur l'enfant, de fournir des informations sur la sécurité en ligne adaptées à l'âge des enfants et de mettre en place des procédures de signalement accessibles.

En outre, une enquête menée auprès de 102 adolescentes aux Pays-Bas a révélé que la majorité des participantes ne se jugeaient pas vulnérables aux sollicitations en ligne.¹³⁶ Cependant, lorsqu'on leur a demandé de faire la différence entre des individus du même âge et des adultes ayant des intentions sexuelles dans les interactions en ligne, plus de la moitié d'entre elles ont surestimé leur capacité à détecter les risques.

Le sous-signalement des agressions crée des lacunes dans notre compréhension qui peuvent être partiellement comblées par la création d'espaces sûrs dans lesquels les enfants peuvent partager leurs points de vue et leurs expériences sans craindre d'être jugés, blâmés ou de faire l'objet de représailles. Bien qu'il faille combler ces lacunes de perception pour que les enfants puissent reconnaître les agressions en ligne et se sentir à l'aise pour les signaler, il convient de ne pas accorder trop d'importance à cette solution, car la proportion de signalements émanant du public est extrêmement faible,¹³⁷ et cela peut faire peser une charge indue aux enfants devant se protéger eux-mêmes contre les agressions. Les données de l'IWF indiquent également que les signalements provenant du public sont moins susceptibles d'être suivis d'effets que les signalements effectués par les plateformes suite à la recherche proactive ou à la découverte de contenus.¹³⁸

Approches existantes centrées sur l'enfant

En 2022, WeProtect Global Alliance a entrepris un exercice de cartographie dans le but d'identifier où et comment les enfants et les jeunes sont impliqués dans des initiatives participatives visant à lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants. L'exercice a permis de mettre au jour les bonnes pratiques adoptées dans diverses régions du monde, notamment :

Better Internet for Kids (BIK) Youth – Monde

Chaque année, un panel BIK Youth est organisé dans le cadre du Safer Internet Forum (SIF), encourageant les jeunes à exprimer leurs opinions et celles de leurs camarades qu'ils représentent à travers l'Europe et au-delà. Les jeunes panélistes collaborent pour proposer des principes et des idées afin de rendre Internet plus sûr.

Comité consultatif sur la sécurité de Snap – Monde

Le Comité consultatif sur la sécurité de Snap comprend trois défenseurs de la jeunesse. La participation des jeunes est intégrée dans la gouvernance organisationnelle de la plateforme, ainsi que dans la recherche et la conception des produits. Au moment de développer son Centre familial, Snap a travaillé avec des familles pour comprendre les besoins des parents et des adolescents.

Jeunes Ambassadeurs CAMELEON – Philippines et Asie

Les Jeunes Ambassadeurs CAMELEON mènent des campagnes de sensibilisation à des fins de responsabilisation, d'éducation et d'information, ainsi que pour œuvrer à l'élimination des abus sexuels sur enfants.

À l'exception des États-Unis, tous les pays ont ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, qui garantit le droit de l'enfant à être entendu.¹³⁹ C'est le signe d'une reconnaissance quasi universelle de l'importance qu'il y a à prendre en compte les points de vue des enfants lorsque des décisions les concernant sont prises. Toutefois, dans la pratique, d'autres efforts sont nécessaires pour tirer parti des opinions et expériences des enfants et concrétiser les engagements pris. Élaborés d'après l'analyse des résultats du sondage #MyVoiceMySafety, des entretiens avec des adultes ayant survécu à l'exploitation et aux abus sexuels en ligne alors qu'ils étaient enfants, et d'autres études axées sur les enfants et études participatives, les éléments suivants constituent des composantes essentielles d'une approche centrée sur l'enfant pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants :

1 Les enfants et les jeunes souhaitent des mécanismes qui leur permettent de demander directement des comptes aux fournisseurs de services en ligne sur les mesures prises pour assurer leur sécurité en ligne

Les campagnes existantes pour la jeunesse sur ce sujet incluent le travail du Conseil de la jeunesse du commissaire australien à l'e-sécurité. En février 2023, une lettre ouverte a été rédigée à l'attention des plateformes leur demandant de « faire passer la sécurité et le bien-être de leurs utilisateurs avant leurs marges bénéficiaires ».¹⁴⁰ Le réseau Philippine Survivor a également écrit au Parlement européen et au Conseil de l'Union européenne pour demander que les entreprises soient tenues de détecter les matériels connus et nouveaux d'abus sexuels d'enfants et d'empêcher la diffusion en direct d'exploitation et d'abus sexuels sur enfants.¹⁴¹

2 Accès à une éducation adaptée à l'âge sur la sécurité en ligne, les comportements sexuels sains et la législation

Les enfants veulent acquérir les connaissances nécessaires pour gérer les risques en ligne et ont exprimé leur besoin de ressources éducatives actualisées qui fournissent des informations spécifiques sur les agressions et leur apprennent à utiliser les outils leur permettant de rester en sécurité en ligne.¹⁴² Par conséquent, les gouvernements et les entreprises technologiques doivent assumer leurs responsabilités en fournissant un soutien accessible et des informations pertinentes sur la sécurité en ligne.

3 Des lois et des cadres qui donnent la priorité à la sécurité et au bien-être des enfants

La législation ne doit pas criminaliser le partage volontaire et consensuel d'images sexuellement explicites entre enfants d'âges similaires, car ce comportement est normal du point de vue du développement. Toutefois, la sensibilisation aux risques liés au partage d'images est essentielle, notamment par le biais du programme éducatif « ThinkUKnow », adapté à l'âge des enfants, de la National Crime Agency (agence britannique). Dans le cadre des recherches menées par l'Alliance sur les points de vue des enfants concernant le contenu à caractère sexuel « autoproduit » au Ghana, en Irlande et en Thaïlande, de nombreux enfants ont indiqué que leur crainte de la législation et des sanctions pénales les empêchait de demander de l'aide dans des situations impliquant des images à caractère sexuel « autoproduites ».¹⁴³

Les forces de l'ordre doivent veiller à ce que les enfants comprennent qu'ils ne sont pas en tort et qu'ils ne seront pas poursuivis pénalement s'ils créent ou partagent des images d'eux-mêmes qui sont ensuite diffusées sans leur consentement. Cela devrait contribuer à encourager les victimes de grooming, de partage non consensuel et de sextorsion financière à signaler les délits et à demander de l'aide.

4 Supprimer ou réduire les obstacles entravant la demande d'aide

Les enfants auront davantage confiance si des investissements sont réalisés dans des initiatives qui remettent en cause les stéréotypes négatifs qui font que les jeunes ont peur ou honte d'effectuer des signalements.¹⁴⁴ Il est également important d'expliquer que le soutien apporté sera confidentiel,¹⁴⁵ en particulier pour les enfants dont les tuteurs ne sont pas impliqués ou informés,¹⁴⁶ et/ou pour ceux qui ont « autoproduit » des images.

Agressions



- ▶ **La sextorsion financière et la coercition à l'égard des enfants, ainsi que les matériels d'abus sexuels d'enfants générés par l'IA, sont des formes d'abus nouvelles et en plein essor qui exigent des réponses adaptées.**
- ▶ **Les conversations sur les plateformes de jeux sociaux peuvent se transformer en grooming à haut risque dès le premier message, en à peine 19 secondes.**
- ▶ **Le visionnage et le partage d'images légales d'enfants à des fins de gratification sexuelle constituent un nouveau défi pour les entreprises technologiques et les décideurs politiques.**
- ▶ **De nouvelles données suggèrent que le visionnage de pornographie peut constituer un moyen de perpétrer des abus sexuels sur enfants.**

L'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants restent un problème complexe et multiforme. Depuis 2021, de nouvelles tendances en matière d'agressions sont apparues, tandis que les tendances préexistantes se poursuivent sans relâche. Les images et les vidéos représentent la majorité des types d'abus. En 2022, les cas de suspicion de matériels d'abus sexuels d'enfants représentaient plus de 99,5 % des signalements reçus par le NCMEC.¹⁴⁷ Sur les 88,3 millions de fichiers transmis par les fournisseurs de services électroniques la même année, 49,4 millions étaient des images et 37,7 millions des vidéos.

Ce qui suit est une analyse du paysage changeant des agressions courantes liées à la production, au visionnage et au partage de matériels d'abus sexuels d'enfants, des technologies d'intégration et de ce que l'on sait sur les auteurs d'abus.

Coercition et production de matériels d'abus sexuels d'enfants

Sextorsion financière et coercition d'enfants

Les cas signalés de sextorsion et de coercition d'enfants à des fins financières ont augmenté au cours de l'année écoulée. En 2022, le NCMEC a reçu plus de 10 000 signalements (contre 139 en 2021), et le FBI a publié une alerte de sécurité publique concernant une « explosion » des systèmes de coercition et de sextorsion financières ciblant les enfants et les

adolescents.¹⁴⁸ Les enfants sont particulièrement vulnérables ; une enquête menée auprès de plus de 1 500 victimes/survivants a révélé que 46 % étaient des enfants.¹⁴⁹ La coercition et la sextorsion motivées par des raisons financières sont très traumatisantes pour les victimes et ont conduit un certain nombre d'enfants à mettre fin à leurs jours.¹⁵⁰

Ces criminels trompent et rançonnent des enfants pour qu'ils produisent et partagent du contenu à caractère sexuel « autoproduit » en échange d'un gain monétaire. De nombreux extorqueurs se font passer pour des jeunes filles en ligne et approchent principalement des garçons âgés de 15 à 17 ans via les réseaux sociaux, en leur proposant d'échanger des images sexuellement explicites.¹⁵¹ Les données de l'IWF suggèrent également que les garçons sont plus susceptibles d'être ciblés, bien que l'organisation prévienne qu'elle a également identifié des femmes victimes/survivantes.¹⁵² L'analyse par C3P de plus de 6 500 messages publics postés par des victimes/survivants de sextorsion en 2022 a révélé que de nombreux extorqueurs utilisaient des stratégies similaires.¹⁵³ Une fois les images sexuellement explicites envoyées, l'extorqueur menace de les adresser aux amis et à la famille de l'enfant et de les faire chanter pour obtenir de l'argent. Ils rendent les menaces crédibles en envoyant des captures d'écran des contacts de l'enfant sur les réseaux sociaux. Parmi les cas connus, de nombreux stratagèmes orchestrés par des associations de malfaiteurs étrangères proviendraient de pays tels que le Nigeria, la Côte d'Ivoire et les Philippines, et viseraient des enfants originaires de pays plus riches.¹⁵⁴

Une analyse des auteurs de sextorsion en ligne a montré que les criminels de sextorsion motivés par les gains financiers sont différents des auteurs de sextorsion en ligne aux motivations non financières.¹⁵⁵ Les deux types d'auteurs peuvent utiliser le sexe pour attirer et piéger les victimes/survivants, mais les exigences du premier groupe sont strictement financières. Ils ne semblent pas être à la recherche de matériels sexuellement explicites supplémentaires ou de contacts physiques avec des enfants. D'autres délinquants peuvent également recourir à l'usurpation d'identité, mais les délits de sextorsion financière progressent rapidement et impliquent souvent une hausse des demandes, ce qui crée un sentiment d'urgence. La rapidité avec laquelle ces situations s'aggravent pose un problème aux entreprises technologiques, aux institutions financières, aux forces de l'ordre et aux organismes de protection de l'enfance qui cherchent à mettre fin à ces délits et à protéger les enfants.

Une étude Thorn menée auprès d'enfants aux États-Unis a révélé que les garçons adoptaient généralement une approche plus « décontractée » vis-à-vis des sextos en ligne et considéraient qu'il y avait peu de risques à avoir des contacts exclusivement en ligne avec une femme.¹⁵⁶ Cela suggère qu'ils ont moins conscience des risques liés aux contacts sexuels amorcés par des « jeunes filles » qu'ils ne connaissent pas en ligne. Si ce comportement entraîne des agressions, les garçons peuvent être réticents à l'idée de demander de l'aide. Les résultats comparatifs de la Global Boys Initiative d'ECPAT dans huit pays ont montré que les comportements de demande d'aide sont plus limités chez les garçons en raison des normes socioculturelles liées à la honte et aux abus.¹⁵⁷ Ils sont donc plus enclins à payer ceux qui les rançonnent, ce qui incite ces derniers à poursuivre leurs actions de ciblage.

« ...d'ici un an, nous serons dans une situation très problématique dans ce domaine ».

– Technologue en chef à l'Observatoire de l'Internet de Stanford à propos des images d'abus sexuels sur enfants générées par ordinateur¹⁵⁸

IA générative et matériels d'abus sexuels d'enfants générés par ordinateur

L'utilisation des technologies d'IA générative par le public est montée en flèche. L'IA générative fait référence à une catégorie d'algorithmes d'IA qui génèrent de nouveaux résultats sur la base des données sur lesquelles ces algorithmes ont été formés. Contrairement aux systèmes d'IA traditionnels qui sont conçus pour reconnaître des modèles et faire des prédictions, l'IA générative crée de nouveaux contenus sous forme d'images, de textes, de sons, etc.¹⁵⁹ ChatGPT, chatbot d'IA générative gratuit qui utilise le traitement du langage naturel (NLP, Natural Language Processing en anglais) pour créer des dialogues semblables à ceux des humains, reçoit environ un milliard de visiteurs chaque mois.¹⁶⁰

Depuis le début de l'année 2023, les cas de criminels utilisant l'IA générative pour créer des matériels d'abus sexuels d'enfants et exploiter des enfants se sont multipliés.¹⁶¹ Thorn a constaté que si moins de 1 % des fichiers de matériels d'abus sexuels d'enfants partagés dans un échantillon de communautés de délinquants sont des images photoréalistes générées par ordinateur (CGI, computer-generated imagery en anglais) d'abus sexuels sur enfants, le volume a augmenté de façon constante depuis août 2022.¹⁶² Au cours d'une période de cinq semaines en 2023, l'IWF a enquêté sur 29 signalements d'URL contenant des images suspectes d'abus générés par l'IA, dont sept ont été confirmés comme contenant des images montrant des abus sexuels sur enfants.¹⁶³ Les pages Web supprimées comprenaient du contenu de catégorie A et de catégorie B représentant des filles et des garçons, avec des enfants âgés de 3 à 6 ans. Les analystes de l'IWF ont également découvert un « manuel » qui apprend aux délinquants à affiner les requêtes qu'ils saisissent dans l'outil, entraînant l'IA à renvoyer des images plus réalistes.¹⁶⁴ Certains de ces auteurs publient leur contenu généré par l'IA sur des plateformes de partage d'images, tout en faisant la promotion de liens menant vers des abus sexuels sur enfants mettant en scène de « vrais enfants » qui sont hébergés sur d'autres plateformes, dont certaines se trouvent derrière un paywall.¹⁶⁵

L'utilisation abusive de l'IA générative permet entre autres de :

- faciliter la commission de délits, par exemple en rédigeant des scénarios de sextorsion et/ou d'interactions de grooming,¹⁶⁶ et en suggérant des méthodes pour abuser sexuellement d'un enfant en ligne ou pour trouver des matériels d'abus sur Internet.
- Masquer les matériels d'abus sexuels d'enfants pour échapper à la détection,¹⁶⁷ et mettre en commun des informations sur la manière de détruire des preuves et d'échapper aux forces de l'ordre.

Les images générées par l'IA compliquent la riposte à l'exploitation et aux abus sexuels en ligne envers les enfants et peuvent alimenter la délinquance pour les raisons suivantes :

- Les difficultés à distinguer les images générées par ordinateur des contenus réels compliquent la catégorisation des images signalées (dans de nombreux pays, mais pas tous, les représentations d'abus sexuels sur enfants sont illégales, qu'un « enfant réel » soit impliqué ou non).
- Indépendamment du fait que les matériels d'abus sexuels d'enfants mettent en scène ou non de « vrais enfants », la police doit enquêter sur chaque signalement pour s'assurer qu'un enfant n'est pas victime d'abus. La police n'étant pas en mesure d'identifier et de trier automatiquement les images générées par ordinateur,¹⁶⁸ les cas s'accumuleront et la protection sera retardée, prolongeant ainsi les souffrances des enfants.
- La consommation d'images d'abus sexuels sur enfants générées par ordinateur contribue au marché des matériels d'abus sexuels d'enfants et peut alimenter les fantasmes et conduire à des formes plus actives d'abus. Elle peut également encourager une culture de tolérance à l'égard de la sexualisation accrue des enfants à long terme.¹⁶⁹

L'IA générative représente un changement de modèle qui souligne la nécessité d'adopter une approche de sécurité dès la conception pour encourager le développement réfléchi de nouveaux outils.¹⁷⁰ Les criminels ont déjà exploité les versions « open source » des générateurs d'images d'IA qui permettent aux utilisateurs de produire n'importe quelle image, y compris des images illégales.¹⁷¹ À court terme, une série de mesures de sécurité sont nécessaires pour rendre les outils existants plus sûrs. Parmi celles-ci :

- Supprimer le contenu à caractère sexuel des données d'apprentissage des outils d'IA au moyen de listes de hachage de matériels d'abus sexuels d'enfants¹⁷²
- Standardiser la classification des images d'abus sexuels sur enfants générées par ordinateur afin de faciliter le triage et la hiérarchisation par les forces de l'ordre
- Ajouter un filigrane numérique aux images générées par ordinateur pour en faciliter la détection.¹⁷³

Grooming et coercition d'enfants à créer du contenu à caractère sexuel « autoproduit »

Selon des études, les taux de prévalence du grooming en ligne se situent entre 9 et 19 %.¹⁷⁴ Les données de la National Society for the Prevention of Cruelty to Children (NSPCC) montrent également que les cas de grooming en ligne ont augmenté de 80 % au cours des quatre dernières années.¹⁷⁵ La plupart des études montrent que le grooming en ligne est plus fréquent chez les filles, bien que la différence entre les genres soit moins marquée chez les enfants de moins de 13 ans.¹⁷⁶

Nombreux sont les criminels ayant des intentions de grooming sur enfants qui identifient leurs cibles sur les réseaux sociaux, dans les chats, les environnements de jeu et d'autres plateformes qui permettent une communication d'utilisateur à utilisateur.¹⁷⁷ Les criminels détournent les conversations vers une application de messagerie privée ou un environnement chiffré de bout en bout en raison du risque de détection plus faible, une technique baptisée « off-platforming » (sortie de plateforme).¹⁷⁸ Dans l'étude conjointe de l'Alliance et d'Economist Impact menée auprès de 2 000 jeunes âgés de 18 ans dans 4 pays européens, 54 % des jeunes interrogés ayant reçu des matériels sexuellement explicites les ont reçus au moins en partie par le biais d'un service privé de partage de vidéos, et 46 % par le biais d'un service privé de messagerie.¹⁷⁹

« Les criminels détournent les conversations vers une application de messagerie privée ou un environnement chiffré de bout en bout en raison du moindre risque de détection »

Nous comprenons mieux les différents facteurs de risques liés au grooming depuis l'Évaluation mondiale de la menace 2021. Selon une nouvelle étude menée auprès d'élèves d'écoles primaires en Italie, les enfants passant beaucoup de temps devant un écran, dont les activités en ligne sont peu surveillées par les parents, ayant une faible estime d'eux-mêmes et se sentant seuls sont davantage exposés au risque d'être victimes de grooming en ligne.¹⁸⁰ Une autre étude mondiale portant sur l'impact de la supervision des parents sur la progression d'un événement de grooming en ligne a révélé que « la socialisation non structurée en ligne avec des individus du même âge en l'absence de supervision parentale augmentait la probabilité que les groomers continuent ». ¹⁸¹ Les criminels sont moins enclins à poursuivre le grooming en ligne s'ils pensent que les enfants qu'ils ciblent sont supervisés par leurs parents. Cela montre qu'il est primordial d'examiner les risques et les vulnérabilités sous-jacents dans la vie des enfants et réaffirme la nécessité d'une réponse multisectorielle entre les entreprises technologiques, les forces de l'ordre et les gouvernements afin de détecter et de prévenir de manière proactive le grooming en ligne. Bien que l'implication des parents soit un facteur de protection, la responsabilité de la prévention des abus sexuels sur enfants ne peut leur incomber à eux seuls.

La recherche commence également à combler les lacunes dans notre compréhension du grooming en ligne et hors ligne, notamment sur la façon dont le grooming hors ligne s'appuie aujourd'hui sur la technologie, rendant ainsi la distinction hors ligne/en ligne obsolète.¹⁸² Le grooming en ligne est souvent décrit comme un processus non linéaire où plusieurs étapes se déroulent simultanément, ce qui accélère le processus par rapport au grooming hors ligne. Cependant, l'intégration des technologies peut également accélérer le déroulé du grooming hors ligne : ainsi, en gardant un accès constant à l'enfant, les groomers hors ligne peuvent établir une relation plus rapidement.¹⁸³

D'après une analyse des conversations entre des travailleurs bénévoles prétendant être des enfants et des délinquants condamnés aux États-Unis pour du grooming en ligne sur enfants en vue de rencontres sexuelles hors ligne, il a été possible de définir quatre profils de groomers en s'appuyant sur trois points : la création du lien, l'évocation de sujets sexuels dans les conversations, et les tactiques de dissimulation. Les quatre profils identifiés sont les suivants : le groomer à la recherche d'intimité, le groomer dévoué et hypersexuel, le groomer social et le groomer opportuniste et social.

Le grooming constitue un risque important dans les jeux multijoueurs en ligne. Les caractéristiques environnementales des jeux sociaux (ou social gaming) peuvent augmenter le risque pour un enfant de subir des agressions sexuelles. Si ces caractéristiques existent sur d'autres plateformes en ligne, elles sont particulièrement présentes dans les environnements de jeu, ce qui accroît considérablement le risque global d'exploitation pour les enfants. Le rapport 2022 intitulé *Gaming and the Metaverse* (les jeux et le métavers) de la Bracket Foundation offre une vision plus large des risques liés aux jeux sociaux et aux plateformes métavers, classés conformément au cadre des 3C (risques liés au contenu, au contact et à la conduite).¹⁸⁴

Crisp copréside actuellement un groupe de travail clé au sein du Forum économique mondial (FEM) dans le cadre de la Coalition mondiale pour la sécurité numérique. Le tableau ci-dessous

présente les trois principales caractéristiques environnementales propres aux jeux et/ou aux environnements métavers par rapport aux réseaux sociaux traditionnels en 2D.¹⁸⁵ Dans un contexte d'évolution des mécanismes d'interaction en ligne, il est essentiel que notre organisation poursuive ses actions de suivi des menaces. De même, il est primordial d'exploiter les possibilités qui se présentent pour s'attaquer aux groupes de délinquants.

Le grooming est généralement considéré comme une activité de longue haleine au cours de laquelle le criminel établit une relation de confiance avec l'enfant sur plusieurs jours, semaines, ou même mois. Cependant, l'analyse de Crisp suggère que les conversations sur les plateformes de jeux sociaux peuvent rapidement se transformer en une situation à haut risque.

Perception des enfants

Les jeunes (7-10 ans) ayant répondu au sondage #MyVoiceMySafety ont déclaré se sentir plus en sécurité sur les plateformes de jeux et les applications de messagerie privée. Les enfants plus âgés et les adolescents (11-18 ans) ont répondu se sentir plus en sécurité sur des applications de messagerie privée. Les filles sont plus nombreuses que les garçons et les personnes de genre non spécifié à juger que les applications de messagerie privée sont beaucoup plus sûres, tandis que les garçons sont plus nombreux que les filles et les personnes de genre non spécifié à estimer que les plateformes de jeux sont plus sûres. Cependant, tous genres confondus, les applications de messagerie privée sont perçues comme les plus sûres. Ces perceptions contrastent avec d'autres éléments prouvant l'existence de canaux communs menant à des agressions et démontrent les lacunes de la réponse actuelle, tant en matière de protection des enfants que d'informations qui leur sont fournies sur les risques en ligne.

Tableau 2. Risques spécifiques aux jeux et au métavers

Fonctionnalité	Comment cela crée et/ou exacerbe les risques pour les utilisateurs enfants
Échanges anonymes (potentiellement entre adultes et enfants) dans le cadre du jeu	Les adultes peuvent évoluer librement dans les mêmes espaces que les enfants et se placent souvent dans des scénarios où ils sont encouragés à interagir. Les jeux peuvent également comporter des modes de collaboration dans lesquels des inconnus s'associent dans un objectif commun. Les délinquants s'en servent pour atteindre les enfants.
Échange ou conversion de valeur	Souvent, dans les environnements de jeu, contrairement aux environnements sociaux traditionnels en 2D, il est possible de créer ou d'échanger de la valeur. Cela prend souvent la forme d'un don d'objets par les délinquants, qui sont gagnés ou peuvent être achetés directement dans le jeu. Les délinquants utilisent cette méthode pour instaurer un climat de confiance.
Système de classement et statut	Les classements visibles de joueurs très performants ou de joueurs ayant une certaine valeur, tels que les membres payants, peuvent favoriser le risque de grooming et d'exploitation des enfants. Les délinquants s'en servent pour avoir une certaine influence.

Données Crisp : le délai moyen avant qu'un enfant ne soit victime de grooming dans un environnement de jeu social est de 45 minutes ; dans certaines situations extrêmes, cela peut descendre à 19 secondes

Crisp a évalué les données de jeu de sa clientèle mondiale afin de déterminer la vitesse à laquelle les délinquants passent du premier contact à une interaction jugée comme une situation de grooming à haut risque.

Le temps le plus court enregistré est de 19 secondes, avec seulement sept messages. Cette interaction est typique des délinquants qui utilisent une approche basée sur le volume pour identifier et approcher les victimes/survivants. Ils contactent plusieurs enfants simultanément, sachant qu'un petit pourcentage d'entre eux répondront et deviendront probablement des victimes/survivants. Cette interaction comprend : une présentation, la détermination de l'âge, la confirmation que l'instigateur s'intéressait fortement aux enfants, la demande d'images intimes, puis la fin de l'interaction par la potentielle victime/le survivant.

Le temps moyen qu'il faut à un groomer pour solliciter un mineur dans un environnement de jeu est d'un peu plus de 45 minutes. Au cours de ces conversations, le délinquant s'assure que la cible est un enfant, cherche à établir une relation de confiance, puis cherche généralement à identifier ses éventuelles vulnérabilités. Le délinquant oriente ensuite la conversation vers des sujets liés à la sexualité, en posant des questions sur l'expérience et les préférences sexuelles du mineur. Si le mineur répond à ces questions, le délinquant cherche rapidement à l'orienter vers une plateforme de messagerie privée qui permet de partager des images et de passer des appels vocaux et vidéo. On distingue une forte préférence pour les applications qui sont cryptées ou dans lesquelles les chats sont perçus comme n'étant pas modérés.

Pour la période de données la plus récente, le délai le plus long entre le premier contact et l'identification d'une activité de grooming était de 28 jours. Ces conversations commençaient par une discussion sur le jeu auquel les individus jouaient, ce qui permettait d'établir une relation avec l'enfant. Dans ces situations, l'enfant risque fort de penser qu'il entretient une relation amoureuse avec le délinquant, et il est peu probable qu'il reconnaisse la nature abusive de la relation.



Outre le désir d'une rencontre dans la vie réelle, de nombreux groomers cherchent à contraindre les enfants à créer des contenus explicites. L'un des moyens consiste à créer de faux comptes sur les réseaux sociaux, à se faire passer pour un enfant et à partager des images « autoproduites » par d'autres victimes/survivants afin d'instaurer un climat de confiance et d'encourager les victimes/survivants visés à « rendre la pareille ». ¹⁸⁶ Lorsque les victimes/survivants cessent cette réciprocité, l'interaction peut dégénérer en coercition ou en extorsion.

De 2018 à 2022, le nombre de pages Web traitées par l'IWF et présentant des images sexuelles « autoproduites » est passé de 27 % à 78 %. Les enfants âgés de 11 à 13 ans sont majoritaires dans les signalements d'images « autoproduites », les filles de ce groupe d'âge représentant 50 % de l'ensemble des signalements traités en 2022. Au cours du premier semestre 2022, l'IWF a identifié 20 000 pages Web contenant des images « autoproduites » d'abus sexuels obtenues sous la contrainte d'enfants âgés de 7 à 10 ans. ¹⁸⁷

« Les enfants âgés de 11 à 13 ans sont majoritaires dans les signalements d'images « autoproduites », les filles de ce groupe d'âge représentant 50 % de l'ensemble des signalements traités en 2022 »

- Internet Watch Foundation

Comme le souligne le chapitre « L'enfant », le contenu à caractère sexuel « autoproduit » est une question complexe en raison de la diversité des motivations qui poussent à produire ce contenu. Cela pose problème concernant la réponse à apporter, car le contexte dans lequel une image a été produite influe sur la prise de décision des forces de l'ordre quant à l'action à mener. Même les professionnels ont du mal à faire la différence entre l'expression personnelle et le contenu « autoproduit » obtenu sous la contrainte et/ou dans le cadre du grooming.

Diffusion en direct d'abus sexuels sur enfants

L'ampleur des abus sexuels sur enfants diffusés en direct est difficile à déterminer pour un certain nombre de raisons interdépendantes. Tout d'abord, la diffusion en direct d'abus sexuels sur enfants n'est pas systématiquement criminalisée. ¹⁸⁸ Deuxièmement, même dans les pays où la diffusion en direct constitue une infraction, il est souvent difficile d'enquêter et d'engager des poursuites, car une fois la diffusion en direct terminée, il n'y a guère de preuves, à moins qu'un enregistrement n'ait été réalisé. Troisièmement, la plupart des plateformes ne surveillent pas les diffusions en direct privées. En août 2022, le commissaire australien à l'e-sécurité a adressé les premiers avis de transparence obligatoire à l'intention de Microsoft, Skype, Snap, Apple, Meta, WhatsApp et Omegle, quatre d'entre eux proposant des services de diffusion en direct ou d'appel/conférence vidéo. Les réponses ont révélé que sur ces quatre plateformes, trois n'utilisent pas actuellement d'outils permettant de détecter l'exploitation ou les abus sexuels envers les enfants diffusés en direct. ¹⁸⁹

L'Évaluation mondiale de la menace 2021 avait révélé que les restrictions de déplacement liées à la COVID-19 avaient favorisé l'augmentation de ce type d'abus, puisque les délinquants ne pouvaient pas se déplacer. L'auteur des abus se trouve généralement dans un lieu différent de celui de la victime/du survivant et demande que des actes spécifiques soient accomplis par l'enfant ou accomplis sur l'enfant par une autre personne. En 2022, 63 050 rapports reçus par l'IWF portaient sur des images d'enfants âgés de 7 à 10 ans qui, dans de nombreux cas, avaient été victimes de grooming, contraints ou trompés par un prédateur en ligne pour qu'ils se livrent à des actes sexuels devant une caméra. ¹⁹⁰ Il s'agit d'une augmentation de 129 % des signalements dans cette catégorie depuis 2021.

Les délinquants en ligne peuvent également contraindre à la diffusion de contenu en direct. Une étude menée entre octobre 2020 et août 2022 sur une plateforme de diffusion en direct populaire a permis d'identifier 1 976 utilisateurs qui répertoiraient et regardaient en premier lieu des contenus diffusés en direct mettant en scène des enfants et tentaient de manipuler des enfants afin qu'ils produisent des images à caractère sexuel. ¹⁹¹ Plus de 270 000 enfants ont été ciblés par des centaines de ces comptes.



En outre, 39 % des participants à l'enquête menée par Suojellaan Lapsia auprès d'utilisateurs du Dark Web ont déclaré avoir visionné des images d'abus sexuels sur enfants diffusées en direct, ce qui témoigne d'une demande importante.¹⁹² L'enquête a une large portée, mais les résultats peuvent être plus représentatifs des habitudes des délinquants qui ont une propension à demander de l'aide, car les personnes interrogées ont répondu volontairement à l'enquête.



39 %

des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête sur les utilisateurs du Dark Web ont déclaré avoir visionné des contenus d'abus sexuels sur enfants diffusés en direct

- Enquête Suojellaan Lapsia

Aux Philippines, de nombreux enfants qui apparaissent dans des vidéos d'abus diffusées en direct sont considérés comme des victimes/survivants de la traite. Ils peuvent également être exploités par des adultes qu'ils connaissent.¹⁹³

Une étude préliminaire (2023) des historiques de discussion de criminels australiens a révélé que dans la grande majorité des cas, un intermédiaire était impliqué. Dans ce type de cas, le criminel verse une petite somme d'argent à la victime/au survivant ou à l'intermédiaire.¹⁹⁴

Les intermédiaires facilitant l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants sont souvent des femmes résidant dans le même pays que la victime/le survivant, ainsi que des membres de la famille ou des adultes proches de l'enfant.¹⁹⁵ Leurs motivations sont généralement liées à un désir de financer leurs besoins de base¹⁹⁶ ou à un gain financier.¹⁹⁷

La publicité d'enfants en vue d'abus diffusés en direct se fait couramment sur le Web de surface. Les photos d'enfants sont souvent chargées dans des publications masquées utilisant des mots-clés codés sur une page publique sur les réseaux sociaux afin d'atteindre un plus grand nombre d'acheteurs. Cependant, la diffusion en direct des abus a tendance à se produire dans des environnements sécurisés où les mots de passe ou le chiffrement empêchent l'accès libre. Une méta-analyse de 19 études portant sur les abus d'enfants diffusés en direct aux Philippines a révélé que les abus se produisaient généralement dans un environnement sécurisé avec une connexion chiffrée entre deux ou plusieurs parties.¹⁹⁸

Le nouveau projet « Scale of Harm » (« L'ampleur des agressions », voir l'étude de cas ci-dessous) vise à combler les lacunes en matière de données sur la diffusion de contenus en direct en estimant avec précision la prévalence de la traite d'enfants à des fins d'abus sexuels aux Philippines, et appelle à une coopération internationale continue pour améliorer les connaissances à l'échelle mondiale. Si les Philippines restent une « zone sensible »¹⁹⁹ concernant les abus diffusés en direct, de nouveaux éléments sont venus attester l'existence de victimes/survivants en Chine, en Inde, en Indonésie,²⁰⁰ en Thaïlande et au Royaume-Uni.

Scale of Harm

L'International Justice Mission (IJM, mission pour la justice internationale) et le Laboratoire des Droits de l'Université de Nottingham (University of Nottingham Rights Lab) ont mis au point une méthodologie permettant d'estimer la prévalence de la traite d'enfants à des fins d'exploitation et d'abus sexuels en ligne. Des experts des secteurs technologique et financier, des gouvernements et de la société civile ont soutenu le projet. La mise en œuvre de la méthodologie s'est déroulée de mai à juin 2022, et le rapport complet a été diffusé en septembre 2023.

Les données de la recherche ont montré que :

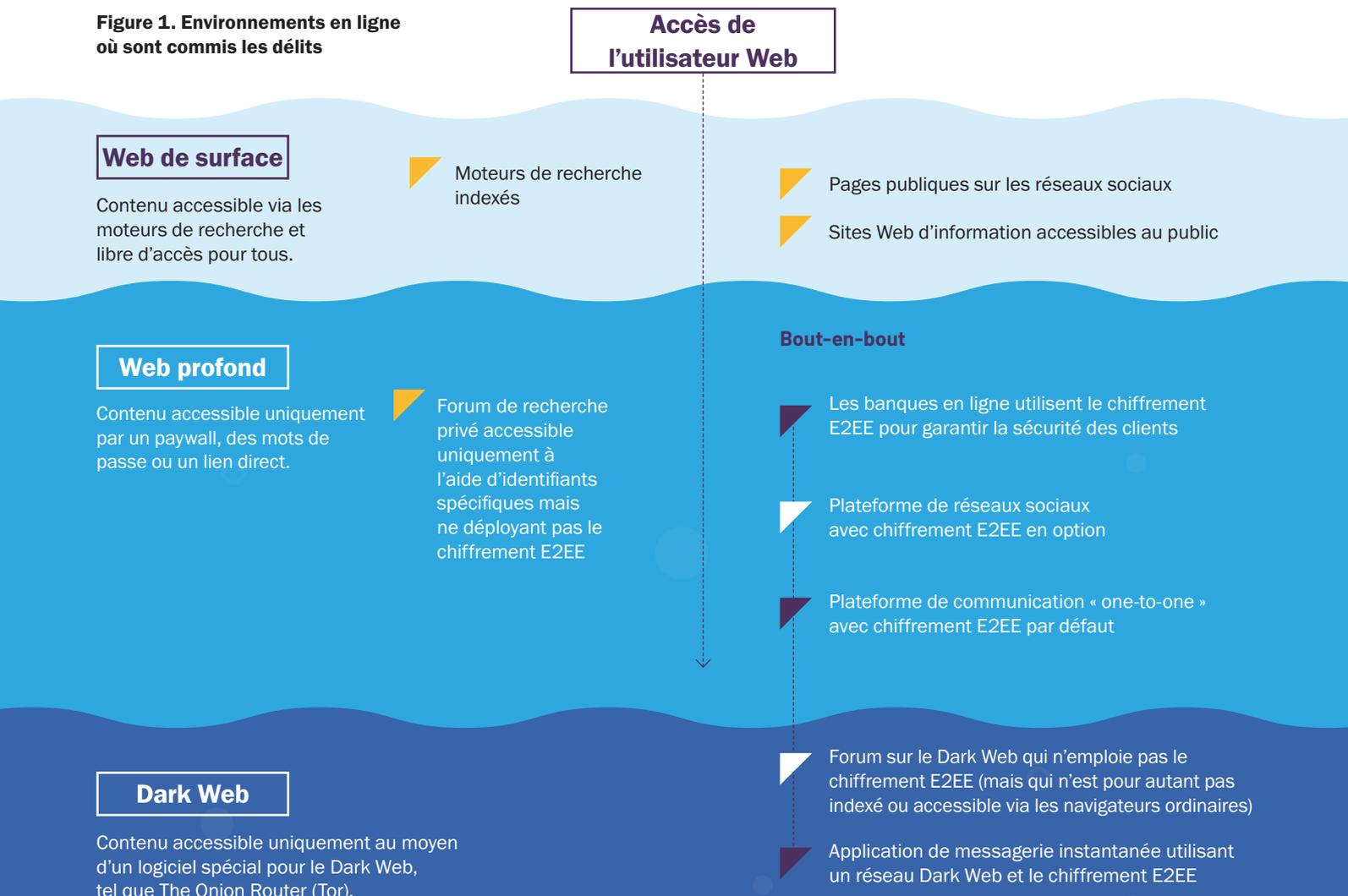
- Environ 500 000 enfants philippins ont été des victimes en 2022. Cela représente environ 1 enfant philippin sur 100. La diffusion en direct sur les plateformes avec chiffrement E2EE n'a pas été prise en compte.
- Les services de chat vidéo et de messagerie couramment utilisés pour la diffusion en direct d'abus sexuels sur enfants sont soit : i) facultativement chiffrés E2EE, ii) chiffrés E2EE par défaut, ou iii) en cours d'évolution vers le chiffrement E2EE.

Ces résultats soulignent la nécessité d'intégrer des mécanismes de détection de la prévalence des abus dans les environnements de diffusion en direct avec chiffrement E2EE, faute de quoi l'ampleur réelle des abus continuera d'être sous-estimée.

Matériels d'abus sexuels d'enfants : accès, visionnage et partage

Les délinquants opèrent sur le Web de surface, les environnements privés et le Dark Web.

Figure 1. Environnements en ligne où sont commis les délits



Web de surface

La plupart des matériels d'abus sexuels d'enfants détectés sur le Web de surface se trouvent sur des services d'hébergement d'images,²⁰¹ qui impliquent souvent des sociétés peu utilisées par les consommateurs ordinaires.²⁰² Les sites Web d'hébergement d'images offrent un accès à la demande à de nouveaux contenus sans nécessiter de téléchargement, ce qui permet aux délinquants d'éviter les risques liés à la possession de contenu illégal. En 2022, 90 % des URL (soit 228 927) identifiées par l'IWF comme montrant des matériels d'abus sexuels d'enfants se trouvaient sur des services d'hébergement d'images libres d'accès et d'utilisation.²⁰³ Pour la première fois depuis 2019, INHOPE a établi en 2022 que l'« hébergement d'images » était la principale catégorie de sites hébergeant des contenus d'abus ayant fait l'objet de signalements.²⁰⁴ Une étude sur les matériels d'abus sexuels d'enfants disponibles sur les sites d'hébergement d'images sur le Web de surface a révélé que les sites se spécialisent soit dans l'hébergement, soit dans l'affichage de matériels,²⁰⁵ et que seul un site sur cinq propose les deux à la fois. Elle a également révélé que plus d'un quart de ces sites Web affichent du contenu illégal sur leur page principale. Alors que les sites Web spécialisés dans l'affichage sont plus susceptibles de diffuser ouvertement des matériels d'abus sexuels d'enfants, les sites Web d'hébergement sont plus susceptibles d'utiliser des noms de fichiers codés pour dissimuler leurs contenus.

« Les délinquants ont adopté la méthode du "partage de liens" pour accéder à de nouveaux matériels et éviter d'être détectés par la technologie de "correspondance de hachage", en partageant des URL originales, raccourcies ou modifiées. »

De nombreux délinquants ont adopté le « partage de liens »²⁰⁶ comme méthode pour accéder à du nouveau contenu et éviter d'être détectés par la technologie de « correspondance de hachage », en partageant des URL originales, raccourcies ou modifiées.²⁰⁷ De même, la stéganographie, qui consiste à dissimuler des données dans une image, un fichier audio ou un autre format de média, est utilisée pour cacher au grand jour des matériels d'abus sexuels d'enfants.²⁰⁸ Les outils existants permettant aux forces de l'ordre de confirmer l'utilisation de la stéganographie sont généralement onéreux et nécessitent une formation coûteuse, ce qui en limite l'accès pour de nombreux services de police.²⁰⁹ Le gouvernement britannique met actuellement en place la deuxième édition de son « Safety Tech Challenge Fund » pour s'attaquer à ces tactiques. Lancé au début de l'année 2023, le fonds a investi plus de 350 000 livres sterling (environ 400 000 euros)²¹⁰ dans des projets visant à identifier et à interrompre le partage de liens vers des matériels d'abus sexuels d'enfants en ligne.

Le secteur privé et les pouvoirs publics doivent investir davantage dans la recherche et l'innovation technologique pour suivre l'évolution du comportement des délinquants.

Exploiter les failles de sécurité des réseaux sociaux

Sur plusieurs plateformes de réseaux sociaux, des comptes privés publient des matériels illégaux d'abus sexuels d'enfants en utilisant un paramètre qui permet uniquement à la personne connectée de les voir. Les délinquants partagent simplement le mot de passe du compte avec d'autres personnes pour permettre la consultation des matériels.²¹¹ À l'instar des trafiquants sexuels,²¹² les auteurs de ces faits dissimulent la publicité de ces comptes en utilisant de l'argot et des mots en désordre.²¹³

Des chercheurs ont découvert que l'algorithme d'une plateforme de réseaux sociaux permet de mettre en relation et de promouvoir un vaste réseau de comptes ouvertement consacrés à la commande et à l'achat de contenus à caractère sexuel mettant en scène des mineurs.²¹⁴ Les utilisateurs de la plateforme peuvent rechercher des hashtags explicites liés à des matériels d'abus sexuels d'enfants, ce qui les mène à des comptes qui publient ce type de matériels.

Les délinquants n'utilisent pas tous ces techniques sophistiquées pour partager du contenu sur le Web de surface afin d'éviter d'être repérés. En effet, beaucoup utilisent des moteurs de recherche et fouillent les pages des réseaux sociaux publics pour trouver des matériels d'abus sexuels d'enfants²¹⁵ en raison de la facilité d'accès, de leurs compétences techniques limitées et, probablement, d'un manque de maîtrise de ces techniques plus sophistiquées. Toutefois, il est possible pour ceux qui ne maîtrisent pas les technologies sophistiquées d'éviter d'être repérés, en raison de la facilité d'accès et de la sécurité des environnements E2EE sans présence de forces de l'ordre, des failles de sécurité exploitables sur certaines plateformes en ligne et de la disponibilité des conseils pratiques partagés par des délinquants ayant les mêmes intentions²¹⁶.

Selon certaines données, certaines personnes regardent et conservent des « images légales » (voir les données ci-dessous) d'enfants sur les réseaux sociaux à des fins de gratification sexuelle. Cette activité n'est pas illégale et ne constitue pas une violation des politiques des plateformes et ne présente donc qu'un faible risque pour les délinquants. Cependant, cela peut conduire à des abus. Il s'agit là d'un nouveau défi à relever pour les décideurs politiques, qui renforce le besoin urgent d'initiatives de prévention qui s'attaquent également aux demandeurs des abus.

Données Crisp : le contenu « légal » qui intéresse les prédateurs constitue le prochain défi à relever

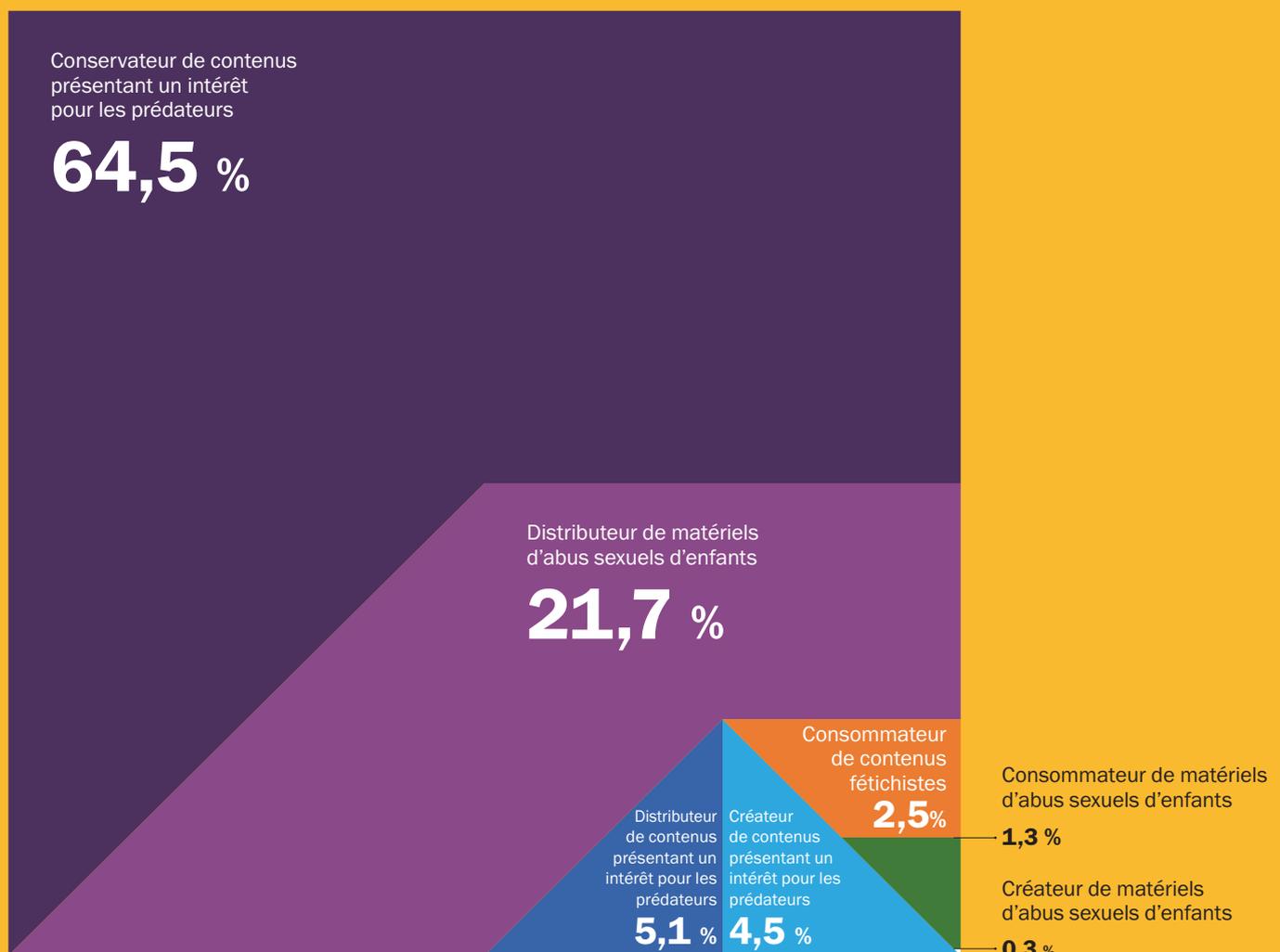
Le graphique ci-dessous représente les risques les plus courants signalés par Crisp sur les principales plateformes de réseaux sociaux durant le premier semestre 2023.

Le domaine ayant fait l'objet du plus grand nombre de signalements au cours de cette période a été celui des « contenus présentant un intérêt pour les prédateurs » (COITP, Content of Interest to Predators) : il peut s'agir de contenus montrant des enfants en train de jouer ou de faire de l'exercice, ou de contenus produits innocemment par des enfants, mais consommés par des prédateurs à des fins de gratification sexuelle. Viennent ensuite les matériels d'abus sexuels d'enfants et les contenus fétichistes.

Contrairement aux matériels d'abus sexuels d'enfants, les matériels présentant un intérêt pour les prédateurs ne sont pas illégaux. Les groupes de délinquants s'en servent pour tenter d'échapper aux politiques et protections actuelles des plateformes. Les communautés de délinquants conservent ce contenu pour leur consommation, en proposant des collections qui peuvent être partagées et consultées par des groupes de délinquants plus larges via des services sur les réseaux sociaux ou d'autres services marginaux.

La conservation de ce type de contenu envoie un message clair en faveur d'une forme d'intervention. Dans certaines circonstances, cela peut également indiquer un intérêt plus large pour des matériels d'abus sexuels d'enfants.

Classification des usagers aux activités répréhensibles de janvier à juin 2023



Environnements privés

Parmi les exemples d'environnements privés figurent les services de messagerie E2EE, d'autres services chiffrés et les réseaux peer-to-peer, privilégiés par de nombreux délinquants en raison du risque de détection perçu comme plus faible.

En plus d'être utilisée à des fins de grooming, la technique de « off-platforming » (sortie de plateforme) sert à tisser des relations et à échanger des matériels d'abus sexuels d'enfants.²¹⁷ Il a récemment été révélé qu'un forum en ligne très fréquenté comportait des sous-groupes comptant plus de 50 000 membres et servant de plaques tournantes pour l'échange de noms d'utilisateur ou l'accès à des groupes de chats sur une application de messagerie chiffrée, par le biais de publications contenant des références à peine voilées à des matériels d'abus sexuels d'enfants.²¹⁸

À partir d'un seul réseau E2EE basé sur une application en 2022, la Child Rescue Coalition (CRC) a recueilli les données suivantes auprès de groupes criminels intéressés par l'exploitation sexuelle des enfants :

- Plus de deux millions d'historiques de chats
- Plus de 50 000 vidéos échangées
- Plus de 2 000 images échangées
- Plus de 250 000 comptes individuels²¹⁹

De nombreux liens vers des sites d'hébergement d'images et d'autres environnements Web ont également été partagés. Étant donné que de nombreux délinquants privilégient l'anonymat, la facilité d'accès et la disponibilité de contenus ou de victimes/survivants pour déterminer comment et où commettre des abus sexuels sur enfants en ligne,²²⁰ il est probable que l'utilisation des services de messagerie de groupe E2EE se développe à l'avenir. Cela pourrait conduire à une plus large diffusion de matériels d'abus sexuels d'enfants et à l'échange de techniques permettant de commettre des abus et d'échapper à l'application des lois en l'absence d'autres mesures de protection.²²¹

Dark Web

Les activités criminelles commencent rarement sur le Dark Web. Le plus souvent, les délinquants découvrent des informations concernant le Dark Web sur le Web de surface, notamment lorsqu'ils recherchent des matériels d'abus sexuels d'enfants.²²² Le Dark Web est populaire pour le partage de matériels d'abus sexuels d'enfants. Un message sur un forum du Dark Web relatif à des abus sexuels sur enfants, identifié par le Département de la Justice des États-Unis, a été consulté 1 025 680 fois en 47 jours (21 822 fois par jour).²²³ Ces sites ne sont accessibles qu'aux personnes possédant l'adresse URL exacte, souvent diffusée sur des forums populaires sur le Web de surface.²²⁴ Cette voie d'accès offre une occasion de taille d'empêcher les délinquants d'aller sur le Dark Web. Entre 2021 et 2023, l'enquête mondiale de Suojellaan Lapsia sur le Dark Web, ciblant les personnes ayant recherché des matériels d'abus sexuels d'enfants, a été ouverte par 302 392 personnes.²²⁵

« Un message posté sur un forum du Dark Web relatif à des abus sexuels sur enfants a été consulté 1 million de fois en 47 jours. »

- Département de la Justice des États-Unis

L'analyse des données divulguées sous couvert d'anonymat par les auteurs d'abus eux-mêmes, actifs sur le Dark Web, révèle qu'il s'agit en grande majorité d'hommes²²⁶ et qu'un grand nombre d'entre eux ont des enfants et ont accès à d'autres enfants. On sait peu de choses sur les différences géographiques dans les activités du Dark Web en raison de sa nature opaque et anonyme. Toutefois, la ventilation par langue des enquêtes et des investigations menées par les forces de l'ordre suggère l'existence d'un groupe diversifié de délinquants.

En plus d'accéder au Dark Web sur leurs appareils personnels, de nombreux délinquants recherchent, visionnent et téléchargent des matériels d'abus sexuels d'enfants sur le Dark Web à partir de leurs appareils professionnels. Dans l'enquête 2023 de NetClean menée auprès de professionnels chevronnés de l'informatique en Belgique, en Suède, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, 70 % ont déclaré que l'avènement du télétravail avait accru le risque de propagation de matériels d'abus sexuels d'enfants.²²⁷

Seule une petite minorité de délinquants sur le Dark Web peuvent être considérés comme des « experts de la technologie ». Ces individus agissent en tant qu'administrateurs ou modérateurs de forums sur le Dark Web et favorisent le développement de la communauté en mettant en place des forums et en brouillant les lieux d'hébergement. Dans certains cas, ils contribuent à sécuriser les forums contre les hackers ou les infiltrations des forces de l'ordre.²²⁸ D'autres délinquants jouent un rôle dans le partage d'informations liées à la sécurité,²²⁹ notamment concernant les risques perçus de certaines technologies, ou les opérations des forces de l'ordre et les techniques d'évasion.²³⁰ Cependant, la grande majorité des délinquants sur le Dark Web téléchargent principalement des contenus illégaux, publient peu de messages et ne se joignent qu'à des forums déjà bien établis.²³¹ Les données recueillies sur six forums du Dark Web, comptant plus de 600 000 membres actifs et 760 000 messages, ont révélé que 94 % des membres téléchargeaient des contenus d'abus sexuels sur enfants²³², ce qui laisse à penser que ce groupe alimente la demande. Ils représentent également une menace active, car beaucoup d'entre eux cherchent à entrer en contact avec des enfants sur le Web de surface après avoir visionné des contenus illégaux sur le Dark Web. Ainsi, 38 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête Suojellaan Lapsia sur le Dark Web ont activement cherché à entrer en contact en ligne avec un enfant après avoir visionné des matériels d'abus sexuels d'enfants.²³³

Étant donné que les auteurs de ces actes opèrent dans plusieurs domaines, les enquêtes sur le Dark Web fournissent des indices sur les infractions commises sur le Web de surface et vice versa. L'augmentation récente des agressions transnationales (les victimes/survivants et les délinquants se trouvent sur des continents différents)²³⁴ et l'utilisation d'environnements chiffrés qui sont fournis par les plateformes renforcent d'autant plus la nécessité de disposer de solides réseaux internationaux de forces de l'ordre et de plateformes numériques pour apporter une réponse collaborative aux tendances transfrontalières.

Voies menant à la délinquance

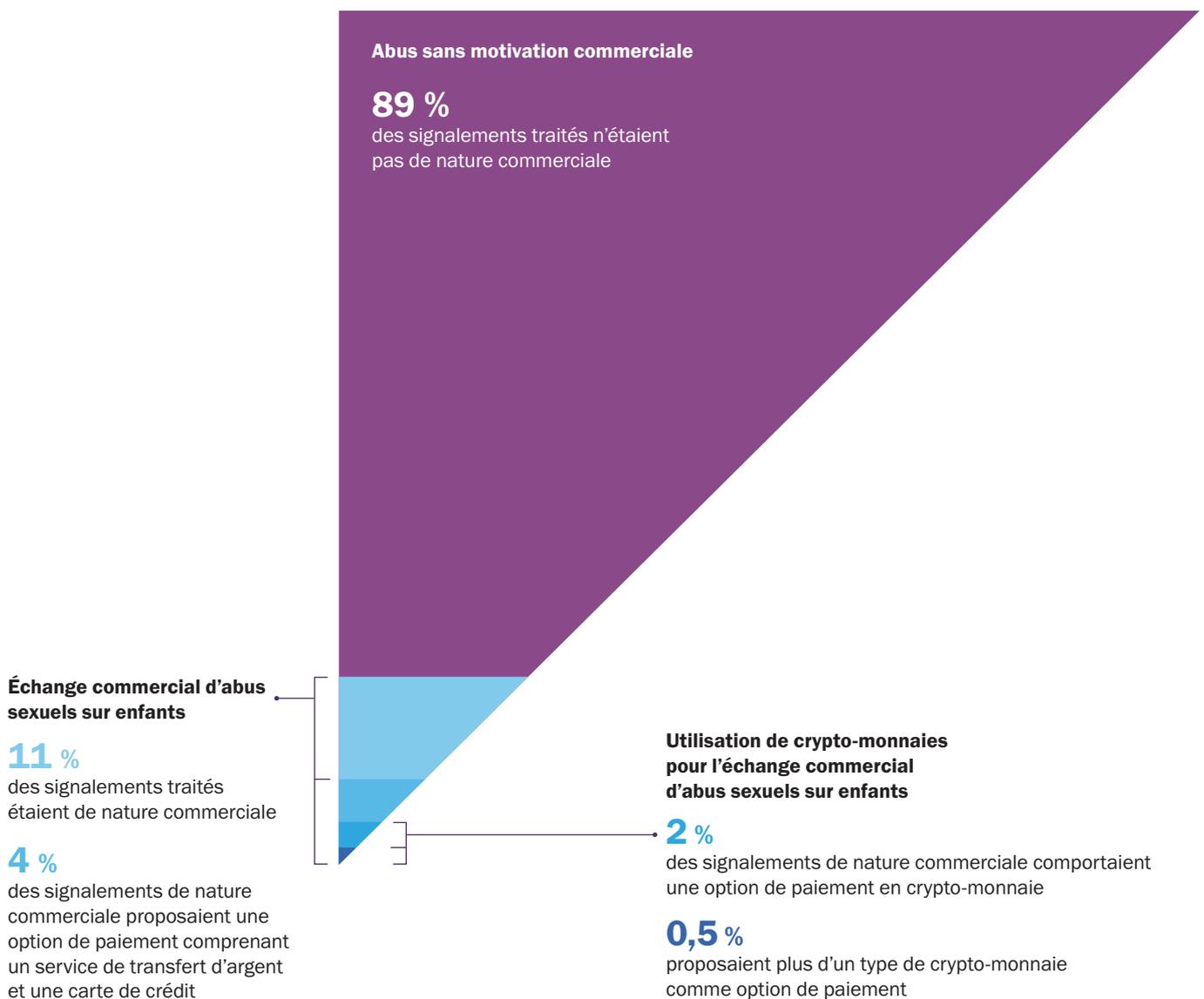
Les motivations qui poussent à commettre des actes d'exploitation et d'abus sexuels sur enfants sont la gratification sexuelle, le gain financier, le statut social et l'épanouissement émotionnel.²³⁵

À l'exception de quelques cas d'abus diffusés en direct qui sont organisés par des délinquants pour couvrir leurs besoins de base²³⁶ ou pour obtenir un gain financier²³⁷, les motivations financières, dans l'ensemble, sont moins courantes. D'une manière générale, le modèle commercial de vente relatif à l'exploitation et aux abus sexuels en ligne envers les enfants est compromis par la quantité de matériels d'abus sexuels d'enfants largement disponibles et gratuits échangés par les délinquants,²³⁸ et par la facilité d'accès aux enfants sur les réseaux sociaux et les plateformes de jeux. Selon les estimations, seuls 7,5 % des matériels d'abus sexuels d'enfants circulant sur les réseaux du Dark Web sont vendus à des fins lucratives.²³⁹

Cependant, l'IWF a émis une mise en garde contre l'essor des sites « invitant à la pyramide des abus sur enfants » (iCAP, « Invite Child Abuse Pyramid » en anglais), qui incitent les utilisateurs des sites Web, par un système de points, à « spammer » (distribuer en masse) des liens menant vers les sites sur diverses plateformes de réseaux sociaux.²⁴⁰ Plus le nombre de personnes qui cliquent sur les liens est élevé, plus les distributeurs gagnent des points, ce qui leur permet d'accéder à davantage de contenus illégaux. Les criminels qui exploitent ces sites profitent financièrement de l'augmentation du trafic sur le Web, ainsi que des délinquants qui achètent potentiellement du contenu sur ces sites.²⁴¹

On en sait moins sur les auteurs de ce type d'actes motivés par des raisons financières, en raison de la nature naissante de ces tendances et du fait que la recherche s'est jusqu'à présent principalement concentrée sur la compréhension des motivations sexuelles. Compte tenu des tendances émergentes, il est essentiel de combler cette lacune en matière de données probantes afin de mettre en place une stratégie de prévention et de démantèlement efficace.

Figure 2. L'ampleur de l'exploitation et des abus sexuels envers les enfants à des fins commerciales
(Données issues du rapport annuel 2022 de l'IWF)



Les délinquants aux motivations sexuelles constituent une catégorie diversifiée avec de nombreux sous-groupes, notamment des individus qui :

- s'identifient librement comme étant des « pédophiles » et parlent ouvertement de leurs abus ;²⁴²
- se qualifient d'« amoureux des enfants » et affirment qu'ils ne feraient jamais de mal à un enfant ;²⁴³
- n'admettent pas que leurs comportements sont problématiques en raison de distorsions cognitives ;²⁴⁴
- présentent des comportements sexuels généralement violents ou problématiques.²⁴⁵

Selon les données disponibles, les délinquants sur le Web de surface et le Dark Web sont principalement des hommes qui se déclarent intéressés par les enfants ou par d'autres intérêts sexuels illégaux et problématiques,²⁴⁶ et les actes d'abus sexuels sur enfants seraient très largement commis par des hommes.²⁴⁷ La plupart des cas connus de femmes commettant ces actes sont motivés par des gains financiers. Dans une enquête menée à l'échelle internationale en 2022 par WeProtect Global Alliance et ECPAT²⁴⁸ auprès de 413 intervenants en première ligne en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Colombie, au Mexique, en Moldavie et au Pérou, des délinquantes féminines ont été mentionnées dans environ 20 % des cas d'abus. Les responsables d'abus de sexe féminin ont généralement joué un rôle d'intermédiaire, en contraignant, en manipulant et en sollicitant par le grooming les enfants vers des situations d'exploitation et d'abus sexuels. Toutefois, la délinquance féminine est relativement peu étudiée et il convient de recueillir davantage de données à ce propos.

Il est essentiel de comprendre les facteurs comportementaux à l'origine des délits à caractère sexuel pour identifier les possibilités de prévention de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants. Les recherches montrent que les délinquants n'ont pas tous une attirance sexuelle spécifique pour les enfants. Au contraire, nombre d'entre eux ont des orientations antisociales générales ou affichent des comportements sexuels problématiques arbitraires.²⁴⁹ L'apparition d'éléments prouvant un lien entre la consultation fréquente de matériels pornographiques et l'évolution vers la consultation de matériels d'abus sexuels d'enfants constitue une avancée majeure pour comprendre les voies menant aux délits à caractère sexuel. La consultation de manière habituelle de pornographie adulte légale est considérée comme une potentielle « porte d'entrée » vers la délinquance pour les auteurs qui n'ont pas d'attirance sexuelle spécifique pour les enfants, tout comme le « clic » progressif (naviguer de lien en lien vers du contenu toujours plus extrême).²⁵⁰

Dans une étude portant sur 4 924 hommes en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis, ceux qui ont déclaré avoir une attirance sexuelle à l'égard d'enfants ou des antécédents d'agression d'enfants étaient 11 fois plus susceptibles d'avoir regardé de la pornographie violente, 17 fois plus susceptibles d'acheter des contenus sexuels en ligne et 27 fois plus susceptibles de regarder intentionnellement des scènes de bestialité que les hommes qui n'avaient pas de sentiments sexuels à l'égard d'enfants ou des antécédents d'agression d'enfants.

Pour certains délinquants, le passage à la consultation de matériels d'abus sexuels d'enfants peut se produire en même temps que le passage à d'autres contenus violents ou tabous.²⁵¹ Dans une étude portant sur 4 924 hommes en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis, ceux qui ont déclaré avoir une attirance sexuelle à l'égard d'enfants ou des antécédents d'agression d'enfants étaient 11 fois plus susceptibles d'avoir regardé de la pornographie violente, 17 fois plus susceptibles d'acheter des contenus sexuels en ligne et 27 fois plus susceptibles de regarder intentionnellement des scènes de bestialité que les hommes qui n'avaient pas de sentiments sexuels à l'égard d'enfants ou des antécédents d'agressions d'enfants.²⁵²

Le passage du contenu légal aux matériels d'abus sexuels d'enfants peut être dû à un « ennui » ressenti vis-à-vis du contenu légal, à une forme de désensibilisation croissante ou à une progression vers du contenu plus extrême à des fins de gratification sexuelle continue.²⁵³ Dans l'étude Suojellaan Lapsia sur le Dark Web, qui ciblait les personnes recherchant des matériels d'abus sexuels d'enfants, 25 % (2 908) des personnes interrogées ont déclaré avoir visionné des images et des vidéos liées à des matériels violents, sadiques et brutaux.²⁵⁴

Cependant, toutes ces personnes ne recherchent pas délibérément des contenus plus violents ou plus extrêmes en raison d'une désensibilisation sexuelle. Dans de nombreuses études portant sur des auteurs condamnés d'abus sexuels sur enfants, agissant dans des environnements mixtes ou exclusivement en ligne, la plupart d'entre eux ont déclaré qu'ils n'avaient pas recherché intentionnellement des matériels d'abus sexuels d'enfants, mais que c'était plutôt le résultat d'un visionnage accidentel.²⁵⁵ La majorité des auteurs de ces actes²⁵⁶ interrogés dans le cadre d'une étude qualitative ont déclaré que leur première consultation de matériels d'abus sexuels d'enfants était accidentelle, la moitié d'entre eux l'ayant fait alors qu'ils regardaient de la pornographie adulte. Dans certaines juridictions²⁵⁷, les fournisseurs de pornographie en ligne pourraient bientôt être tenus de mettre en place un système de vérification de l'âge afin d'empêcher les enfants d'accéder à des contenus pour adultes et de prévenir l'accès accidentel ou l'escalade vers des contenus sexuels plus violents ou problématiques dès le plus jeune âge.

Il est essentiel de proposer une intervention en amont et un soutien à long terme pour prévenir la première infraction avant que la désensibilisation, les distorsions cognitives qui rationalisent les comportements d'abus, les comportements de dépendance ou d'autres facteurs n'ancrent les comportements délinquants ou les pensées sexuelles²⁵⁸ à l'égard des enfants.



Technologies et réglementation



- ▶ De plus en plus de gouvernements s'efforcent de réglementer les services en ligne. L'harmonisation sur le plan mondial et la cohérence des lois contribueront grandement à la réalisation de leur potentiel de transformation.
- ▶ Les lacunes et les défis sectoriels en matière de technologies de sécurité persistent malgré l'innovation continue. Le secteur doit monter en puissance de manière durable et éthique afin de répondre à la demande accrue créée par la réglementation.
- ▶ La sécurité dès la conception (« Safety by Design »)²⁵⁹ est nécessaire pour que l'adoption accrue du chiffrement de bout en bout, de l'IA générative et d'autres technologies émergentes n'aggrave pas les tendances actuelles en matière d'abus.

Évolutions technologiques

Plusieurs évolutions survenues depuis 2021 risquent de multiplier les possibilités d'exploitation et d'abus sexuels en ligne envers les enfants. La plus notable est la généralisation de l'IA générative, qui a fait l'objet d'une adoption généralisée par le grand public et d'une augmentation des investissements en capital-risque de 425 % entre 2020 et 2022.²⁶⁰ En 2022, OpenAI a lancé Chat GPT²⁶¹, suivi de GPT-4,²⁶² le modèle le plus avancé de l'entreprise à ce jour. Bien que l'IA générative ait de nombreuses utilisations positives, des éléments font apparaître²⁶³ que cette technologie facilite l'exploitation et les abus sexuels en ligne au travers de la production d'images et de la fourniture d'informations permettant de commettre des délits.²⁶⁴

Le secteur des jeux continue de croître et s'étend à de nouveaux marchés où la population est jeune, tels que la Turquie et le Pakistan.²⁶⁵ Compte tenu de la forte proportion²⁶⁶ de joueurs enfants,²⁶⁷ du manque d'éducation et d'orientation en matière de sécurité numérique dans de nombreux pays et des caractéristiques des environnements de jeu qui augmentent les risques pour les enfants (voir le chapitre « Agressions » pour plus de détails), l'essor de l'utilisation pourrait encore exacerber la menace.

Une autre tendance émergente est celle des jeux en réalité étendue (XR, eXtended Reality). La XR comprend la réalité virtuelle (RV), la réalité augmentée (RA) et la réalité mixte (RM), et est également désignée par le terme générique de « technologie immersive ». Pour

la première fois au monde, les forces de police britanniques ont enregistré huit cas d'utilisation de la RV dans des rapports sur la criminalité liés à des abus sexuels sur enfants en 2022.²⁶⁸ Comme indiqué dans la [note de WeProtect Global Alliance sur les technologies XR et l'exploitation et les abus sexuels sur enfants](#) publiée en 2023, il existe actuellement peu d'autres éléments démontrant l'utilisation de la XR dans l'exploitation et les abus sexuels sur enfants. Toutefois, les risques sont les suivants : la possibilité pour les délinquants d'avoir accès aux victimes/survivants ; la distribution de matériels d'abus sexuels d'enfants ; la simulation d'abus de représentations virtuelles d'enfants ;²⁶⁹ et l'utilisation de technologies intégrées telles que l'haptique, qui simule des sensations réelles telles que les mouvements, les vibrations et la force.²⁷⁰

Le métavers est un concept central de la XR. Bien que les interprétations varient, il peut être défini comme « un monde virtuel hautement immersif où les gens se réunissent pour socialiser, travailler et jouer ».²⁷¹ Une grande plateforme mondiale, actrice majeure du métavers, s'est ouvertement engagée en faveur de l'« interopérabilité »,²⁷² fonction qui menace d'accroître les risques associés à la XR en brouillant les responsabilités relatives à la sécurité des utilisateurs dans les environnements immersifs, car les utilisateurs passent d'un environnement à l'autre sans difficulté. Bien qu'il y ait des signes de ralentissement de l'enthousiasme et de l'investissement²⁷³ dans le métavers, la tendance générale à la hausse reste indéniable.

Le marché mondial de la XR devrait dépasser 1,1 billion de dollars d'ici 2030.²⁷⁴ Il est probable que les délinquants exploiteront de plus en plus les technologies XR à mesure qu'elles deviendront plus accessibles et abordables.

Le marché mondial de la XR devrait dépasser... 1,1 billion de dollars d'ici 2030

Autre développement important : l'intégration de la technologie de blockchain dans les jeux de RV à des fins de transparence et pour réduire les possibilités de tricherie. La blockchain, registre partagé qui crée un enregistrement permanent et immuable,²⁷⁵ n'est pas une nouvelle technologie, mais son application à grande échelle dans le domaine de la XR²⁷⁶ est récente. Compte tenu des risques associés à la XR, si un enregistrement permanent de ce qui se passe dans les environnements virtuels peut préserver les preuves des crimes, il pourrait aussi permettre une plus grande diffusion de matériels d'abus sexuels d'enfants et aggraver les traumatismes et la revictimisation. En 2018, des images d'abus sexuels sur enfants ont été découvertes dans la blockchain d'une importante crypto-monnaie.²⁷⁷

Les nouvelles plateformes décentralisées pourraient également avoir un impact sur l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants. Tout comme la blockchain, elles existent depuis un certain temps. Le partage en peer-to-peer remonte à 2000,²⁷⁸ mais l'année 2023 a été marquée par l'expansion de Mastodon,²⁷⁹ plateforme de réseaux sociaux décentralisée qui a quadruplé sa base d'utilisateurs pour atteindre plus de 10 millions d'utilisateurs au cours des cinq mois précédant mars 2023.²⁸⁰ Les services décentralisés délèguent aux communautés d'utilisateurs la responsabilité de fixer leurs propres normes de modération des contenus, ce qui leur ôte la possibilité d'exclure complètement les contenus violents.²⁸¹

Malgré les agressions et les risques²⁸² associés aux services en ligne, leur utilisation ne semble pas changer. Le nombre d'utilisateurs de réseaux sociaux dans le monde est passé de 4,26 milliards en 2021²⁸³ à 4,9 milliards en 2023.²⁸⁴ Dans le cas des grandes plateformes, cela s'explique sans doute par le fait que leur taille est telle que la valeur des services alternatifs s'en trouve diminuée, ce qui crée ce que l'on appelle l'« effet de réseau ».²⁸⁵ Cela explique au moins en partie pourquoi, en l'absence de réglementation, les incitations n'ont pas suffi à ce jour à encourager une action cohérente et proportionnée²⁸⁶ dans l'industrie des entreprises technologiques pour lutter contre les agressions en ligne.

Réglementation des services en ligne

En obligeant les fournisseurs de services en ligne à prendre des mesures pour assurer la sécurité des utilisateurs et en introduisant un risque de sanctions financières, juridiques et, dans certains cas, pénales, la réglementation d'Internet peut contribuer à freiner l'augmentation constante de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a mis en évidence les nombreux défis²⁸⁷ auxquels sont confrontés les gouvernements et les organismes de régulation pour établir des règles pour la réglementation des environnements numériques et des technologies émergentes. Il s'agit notamment de pouvoir suivre le rythme du changement, de s'assurer que les cadres réglementaires sont « adaptés à leur objectif », de surmonter les problèmes de mise en œuvre et de garantir une réponse efficace à des problèmes qui sont souvent transnationaux.

Au cours de la dernière décennie, nous sommes passés d'une ère d'autorégulation insuffisante à une ère d'initiatives législatives et de réglementations croissantes²⁸⁸ dans le monde entier. En introduisant des mesures réglementaires claires et constructives pour l'industrie des sociétés technologiques et en dotant les régulateurs des outils d'application adéquats, les gouvernements peuvent faire d'Internet un lieu d'apprentissage, d'exploration et de jeu beaucoup plus sûr pour les enfants. Ainsi, depuis 2021, l'Australie,²⁸⁹ l'Union européenne,²⁹⁰ l'Irlande,²⁹¹ le Nigeria,²⁹² les Philippines,²⁹³ Singapour,²⁹⁴ et l'État de Californie aux États-Unis²⁹⁵ ont rejoint les Fidji,²⁹⁶ la France, l'Allemagne, la Nouvelle-Zélande,²⁹⁷ entre autres pays, pour adopter ou introduire de nouvelles formes de réglementation en matière de sécurité en ligne. À l'heure où nous rédigeons ce rapport, plusieurs lois sont également proposées : le Digital India Act,²⁹⁸ la proposition de règlement de l'UE visant à lutter contre les matériels d'abus sexuels d'enfants, le projet de loi britannique sur la sécurité en ligne²⁹⁹ et six projets de loi actuellement débattus aux États-Unis³⁰⁰ (en particulier le Kids Online Safety Act³⁰¹ (loi sur la sécurité des enfants en ligne), qui est l'équivalent fédéral du « Age-Appropriate Design Code Act » en Californie).

Régulateur australien de la sécurité en ligne

La loi australienne de 2021 sur la sécurité en ligne (Online Safety Act) est entrée en vigueur le 23 janvier 2022.

La loi prévoit des systèmes reposant sur des plaintes qui exigent la suppression de contenus spécifiques en ligne, y compris des contenus d'exploitation et d'abus sexuels sur enfants, ainsi que des pouvoirs proactifs et systémiques, notamment de nouveaux codes et standards professionnels obligatoires qui créent des mesures de conformité minimales pour huit secteurs de l'écosystème en ligne, et des pouvoirs en matière de transparence.

Pour garantir le succès de la mise en œuvre, le commissaire australien à l'e-sécurité (régulateur national chargé de faire respecter la loi) s'est concentré sur les points suivants :

- 1 Élaborer une réponse globale intégrant la lutte contre les violences en ligne et le soutien compassionnel aux survivants, jusqu'à l'amélioration des normes professionnelles au niveau transnational**
- 2 Soutenir la réponse en privilégiant la sensibilisation et l'éducation, y compris en garantissant le renforcement des capacités et la compréhension des agressions en ligne dans toutes les catégories démographiques**
- 3 Renforcer la prévention grâce à de nouveaux cadres réglementaires exigeant des industries numériques et en ligne qu'elles assument une plus grande responsabilité quant à la manière dont les violences se produisent sur leurs plateformes et services, et mettre en évidence les responsabilités du secteur par le biais de la sécurité dès la conception**

Dans de nombreuses juridictions, les dispositions relatives à la sécurité en ligne ne sont pas contenues dans un seul instrument juridique, mais réparties dans différents textes de loi, ce qui complique l'identification de toutes les lois qui traitent des agressions en ligne. La réglementation d'Internet n'en est qu'à ses débuts, de nombreuses lois ayant été adoptées mais n'ayant pas encore été mises en œuvre. Il existe donc peu d'éléments prouvant l'impact de ces lois sur les tendances en matière d'agressions.

La réglementation d'Internet est complexe et nécessite une action réfléchie de la part de tous les acteurs concernés. Elle requiert une approche à plusieurs niveaux de la part de divers organismes, y compris au niveau supranational et international, comme le souligne la [réponse stratégique mondiale de WeProtect Global Alliance](#).

Des initiatives législatives et réglementaires devront reposer sur le respect des libertés et droits fondamentaux, tout en recherchant l'équilibre et l'espace nécessaires à l'innovation.³⁰² La neutralité technologique³⁰³, concept selon lequel la réglementation doit éviter de discriminer ou d'encourager des technologies particulières³⁰⁴, est devenue un principe clé de la réglementation mondiale en matière de technologie.³⁰⁵ Son approche flexible permet aux gouvernements et aux régulateurs de s'adapter aux nouvelles technologies, ce qui les aide à faire face aux menaces nouvelles et émergentes sans entraver l'innovation. Parmi les quelques exemples de législation Internet reposant sur cette approche figurent le règlement général sur la protection des données (RGPD)³⁰⁶ et la législation sur l'intelligence artificielle³⁰⁷ de l'UE, la politique des services financiers numériques du Ghana,³⁰⁸ et la Personal Data (Privacy) Ordinance (PDPO) à Hong Kong.³⁰⁹ Il s'agit également d'un principe directeur dans les stratégies numériques nationales, comme le Digital Master Plan 2022-2032 du Kenya.³¹⁰

Les nouvelles lois et réglementations doivent être transparentes pour garantir la redevabilité³¹¹ et permettre un examen public, ainsi qu'un engagement du public et des parties prenantes dans l'élaboration des règles. Les régulateurs doivent également disposer des pouvoirs et des outils adéquats pour faire appliquer les règles et garantir le respect de la législation. Les approches vis-à-vis de la réglementation peuvent varier,³¹² allant d'approches légères – codes de pratique volontaires, conseils en matière de bonnes pratiques et mesures d'incitation utilisant le levier de la réputation – à des mesures plus strictes ou prescriptives comme les codes de pratique obligatoires, les enquêtes, voire les sanctions légales ou les poursuites judiciaires. L'étendue des pouvoirs des régulateurs et l'approche adoptée diffèrent d'un pays à l'autre. En août 2022, le commissaire australien à l'e-sécurité a émis les premiers avis de transparence obligatoire³¹³ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi de 2021 sur la sécurité en ligne (Online Safety Act 2021). Les réponses de Microsoft, Skype, Snap, Apple, Meta, WhatsApp et Omegle n'ont révélé aucun socle commun dans les mesures prises pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants, mais les informations elles-mêmes représentent un « premier pas important vers une plus grande transparence ».



Harmonisation à l'échelle mondiale

L'harmonisation sur le plan mondial des cadres réglementaires contribue grandement à la réalisation du potentiel de transformation des réglementations. Si certains cadres sont cohérents, il existe des différences notables. Ainsi, le projet de loi britannique sur la sécurité en ligne³¹⁴ et le projet de loi irlandais sur la sécurité en ligne et la réglementation des médias³¹⁵ comportent des dispositions visant à lutter contre certaines formes de contenu préjudiciable, en plus du contenu illégal. En revanche, le Digital Services Act³¹⁶ exige principalement des plateformes qu'elles retirent les contenus illégaux de leurs services. Dans les pays dotés d'une constitution fédérale, les différences de réglementation entre les États posent également problème. À l'échelle mondiale, les approches divergentes risquent de multiplier les obstacles pratiques pour les fournisseurs de services transnationaux.

Le projet des Principes de régulation des plateformes numériques de l'UNESCO, qui a été récemment publié, devrait encourager³¹⁷ une harmonisation internationale. Le rapport de l'UNICEF intitulé « Legislating for the Digital Age »³¹⁸ (Légiférer à l'ère numérique) comprend des normes minimales recommandées à destination des entreprises et autres organisations, s'inscrivant dans un ensemble plus complet de principes visant à favoriser une harmonisation sur le plan législatif dans tous les domaines, de la définition des infractions aux dispositions relatives aux enquêtes et à l'aide apportée aux survivants. Le Global Online Safety Regulators Network³¹⁹ (réseau mondial des régulateurs de la sécurité en ligne) a été lancé en novembre 2022. L'objectif est d'élaborer une approche mondiale cohérente de la réglementation en matière de sécurité en ligne, de favoriser la coopération transfrontalière et d'orienter positivement la réponse à long terme. C'est l'exemple parfait de collaboration internationale sectorielle, où les régulateurs partagent leurs connaissances, leur expérience et leur expertise.

« Il peut être difficile d'identifier le lieu où les délinquants opèrent en raison des tactiques qu'ils utilisent pour camoufler leur localisation. »

En raison des tactiques utilisées par les délinquants³²⁰ pour dissimuler leur emplacement, il peut être difficile d'identifier le lieu où ils opèrent. Outre l'harmonisation, il est aussi important d'assurer une couverture mondiale de la réglementation, afin d'atténuer le risque que les délinquants ciblent des juridictions dépourvues de législation. Le cas des Pays-Bas illustre cet effet de déplacement : après une série d'interventions menées par le gouvernement néerlandais, la proportion de matériels d'abus sexuels d'enfants hébergés aux Pays-Bas est passée de 77 % en 2020 à 41 % en 2022. La proportion hébergée aux États-Unis a augmenté au cours de la même période, passant de 5 % à 15 %.³²¹

Ces dernières années, les approches réglementaires fondées sur le risque ont gagné en importance et en popularité. Les réglementations qui imposent aux fournisseurs d'évaluer les risques encourus par tous les enfants (et pas seulement par les utilisateurs enfants, car les agressions peuvent avoir un impact indirect plus large), notamment par le biais d'une évaluation d'impact sur les droits de l'enfant³²² (outil conçu pour aider les gouvernements à respecter les obligations énoncées dans l'Observation générale n° 25³²³), et de développer et d'exploiter les services de manière à atténuer les risques spécifiques, sont les plus à même de freiner les tendances et d'encourager la sécurité dès la conception en contribuant à prévenir l'exploitation et les abus. Ces mesures pourraient inclure l'intégration de caractéristiques telles que la garantie de l'âge, associées à des expériences adaptées à l'âge, et l'assurance que les informations sur le service et la manière de signaler les abus sont accessibles aux utilisateurs enfants. La loi australienne sur la sécurité en ligne (Online Safety Act),³²⁴ la loi irlandaise sur la sécurité en ligne et la réglementation des médias (Online Safety and Media Regulation Act),³²⁵ et la loi philippine sur la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels sur enfants (CSEM, Anti-Child Sexual Abuse or Exploitation Materials)³²⁶ sont des exemples de cadres qui exigent des entreprises qu'elles prennent des mesures pour prévenir l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants, en plus des obligations de détection, de signalement et de suppression des matériels d'abus sexuels d'enfants, qui sont également cruciales.

Malgré son potentiel de transformation, la réglementation d'Internet n'est qu'un élément de la réponse législative à l'exploitation et aux abus sexuels en ligne envers les enfants. La ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (également désignée « Convention de Lanzarote ») constitue une première étape importante pour les gouvernements et permet une plus grande harmonisation de l'ensemble des lois concernées. Les pays n'ont pas besoin d'être membres du Conseil de l'Europe pour adhérer à la Convention, la Tunisie ayant adhéré en 2019.³²⁷ Les gouvernements du monde entier continuent de prendre des mesures importantes pour veiller à ce que toutes les formes d'exploitation et d'abus sexuels sur enfants soient criminalisées : en Malaisie, un projet de loi a récemment été approuvé pour modifier les dispositions de la loi sur les infractions à caractère sexuel envers les enfants (2017)³²⁸ afin de créer des infractions distinctes pour les faits de sextorsion et de diffusion en direct d'abus sexuels sur enfants, pour faciliter les poursuites judiciaires pour ces crimes. Depuis 2021, les organismes régionaux ont également renforcé leur approche politique par le biais de conventions et de déclarations, notamment :

- L'entrée en vigueur de la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel³²⁹
- L'instrumentalisation (dans le plan d'action régional) de la Déclaration sur la protection contre l'exploitation et les abus en ligne au sein de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est).³³⁰



Technologies de sécurité en ligne

Pour réaliser le potentiel de transformation des nouvelles lois sur Internet, les régulateurs et les fournisseurs de services en ligne devront surmonter une série de difficultés liées à la mise en œuvre. Les régulateurs devront inciter les plateformes à se préparer aux nouveaux cadres et concevoir des mécanismes efficaces de contrôle de la conformité. Les plateformes qui ne sont pas actuellement en mesure de se conformer aux nouvelles règles devront procéder à des changements pour éviter d'enfreindre la loi. La réglementation d'Internet est susceptible d'alimenter la demande visant la « RegTech » (technologie réglementaire)³³¹, comme c'est le cas dans d'autres secteurs réglementés, afin d'aider les plateformes à prouver qu'elles se conforment aux nouvelles obligations. Mais dans un premier temps, de nombreux fournisseurs de services en ligne donneront la priorité à l'intégration des technologies de sécurité en ligne.

La demande accrue générée par la réglementation pourrait déjà alimenter l'essor des technologies de la sécurité. Au Royaume-Uni, qui est l'un des marchés les plus matures en matière d'outils de sécurité, les revenus ont augmenté de 20 % entre 2022 et 2023, et sont en passe d'atteindre 1 milliard de livres sterling (plus de 1,1 milliard d'euros) d'ici le milieu des années 2020.³³² À l'échelle mondiale, plus de 350 fournisseurs de technologies de sécurité opéraient en 2022.³³³ Le Royaume-Uni et les États-Unis restent les marchés les plus matures,³³⁴ mais des centres d'innovation technologique en matière de sécurité émergent également au Canada, en France, en Allemagne, en Irlande³³⁵ et en Israël.

Plus de 350 fournisseurs de technologies de sécurité opéraient en 2022 à travers le monde

- rapport Publitas

Depuis 2021, l'innovation a conduit à de nouvelles solutions technologiques en matière de sécurité. En 2022, Yubo, application de social discovery (rencontre de nouvelles personnes), a innové sur le secteur en proposant la modération audio pour la diffusion en direct sur ses quatre plus grands marchés.³³⁶ D'autres solutions au niveau des appareils apparaissent également. En 2023, Apple a élargi ses fonctionnalités de « sécurité des communications » sur les appareils des enfants afin de détecter les contenus contenant de la nudité dans les images ou les vidéos reçues ou envoyées.³³⁷ Développé par SafeToNet, Salus est une autre nouvelle technologie embarquée, qui se distingue par son caractère préventif pour les personnes susceptibles de commettre des délits.

Salus

Salus, nouvelle application de sécurité au niveau des appareils de SafeToNet, est installée sur les appareils des personnes susceptibles de visionner des matériels d'abus sexuels d'enfants. L'application surveille le trafic réseau et les images affichées sur l'écran de l'utilisateur en temps réel, et bloque les images sexuelles d'enfants lorsqu'elle en détecte. Le projet a reçu un financement de 2,1 millions d'euros de la part de la Commission européenne. Un projet pilote de deux ans impliquant des volontaires de Belgique, des Pays-Bas et du Royaume-Uni a débuté en mars 2023. Les collaborateurs du projet estiment que cet outil pourrait s'avérer vital pour la prévention durable et à long terme des contenus d'abus sexuels sur enfants et de la revictimisation des survivants.³³⁸

L'étude de [WeProtect Global Alliance](#) et [Economist Impact](#) sur les expériences d'agressions sexuelles en ligne pendant l'enfance en Europe a révélé que 79 % des personnes interrogées avaient reçu des contenus sexuellement explicites sur leur téléphone portable.³³⁹ [Selon les parents et les tuteurs interrogés par Economist Impact en Amérique latine et en Afrique subsaharienne](#), 55 % des enfants ont accès à Internet par l'intermédiaire d'un appareil mobile personnel.³⁴⁰ Ces données soulignent l'énorme potentiel des solutions déployées sur les appareils pour réduire la production et la distribution de matériels d'abus sexuels d'enfants. Contrairement à de nombreuses autres technologies de sécurité, elles peuvent également contribuer à empêcher la diffusion en direct d'abus sexuels sur enfants.³⁴¹

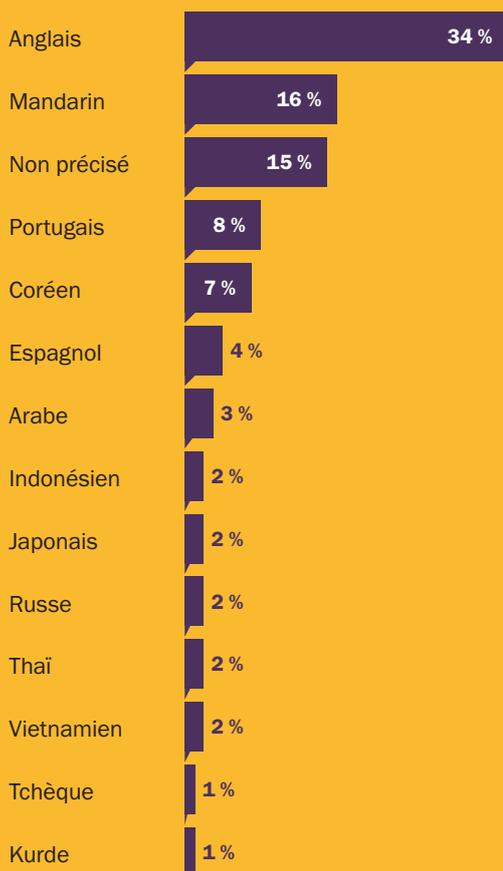
Il sera essentiel de combler les lacunes actuelles dans la fourniture de technologies de sécurité pour que les outils aident les fournisseurs à concevoir et à exploiter des services plus sûrs et à respecter les nouvelles obligations réglementaires. L'une de ces limites réside dans le fait que les solutions sont généralement formées sur des ensembles de données en anglais,³⁴² et non sur le vocabulaire spécifique à une langue ou tenant compte des différences culturelles et régionales. Les données de Crisp révèlent que si l'anglais reste la langue dominante associée aux termes posant des risques pour les enfants, la proportion de termes attribués à des locuteurs japonais et mandarins a augmenté de 50 % et 45 % respectivement au cours d'une période de six mois en 2023.

Données Crisp : langues prévalentes pour les termes posant des risques pour les enfants

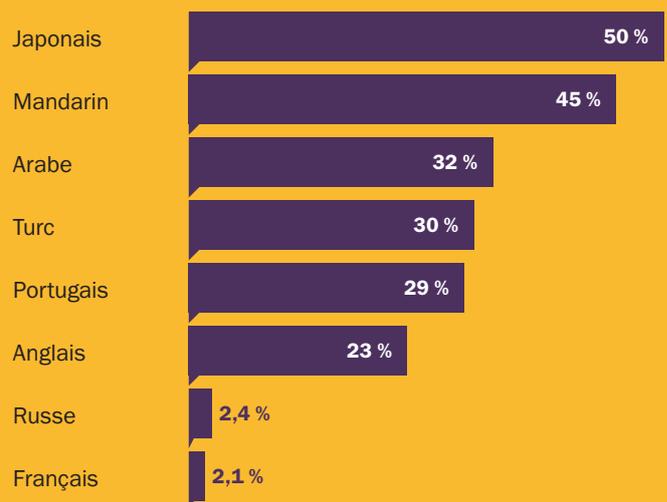
L'anglais est la principale langue pour les termes posant des risques pour les enfants. De janvier à juin 2023, l'utilisation des langues non anglaises de la région Asie-Pacifique (APAC) a augmenté en lien avec l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants. Les données recueillies auprès de la base de clients mondiale de Crisp montrent une augmentation de la proportion des langues de l'APAC utilisées pour fournir des matériels d'abus sexuels d'enfants, promouvoir l'accès à des enfants à des fins d'abus sexuel et vendre ou faire la publicité de poupées sexuelles ressemblant à des enfants. Parmi les risques identifiés, celui des utilisateurs de langue thaïlandaise qui offrent un accès à des matériels inédits d'abus sexuels d'enfants. L'introduction d'outils de traduction automatique sur de nombreuses plateformes de réseaux sociaux a supprimé les barrières linguistiques dans l'échange de matériels d'abus sexuels d'enfants et dans les discussions sur les techniques de dissimulation. La détection précise des risques nécessite non seulement une traduction, mais aussi une compréhension culturelle afin de saisir les expressions familières, les discours évasifs, l'argot associé ou les sous-entendus.

Le tableau ci-dessous indique une augmentation de 50 % de la terminologie non anglophone relative aux abus sexuels sur enfants. L'augmentation concernant la langue japonaise est liée au fait que les individus signalent de plus en plus leur intention en partageant des contenus de type manga montrant des enfants impliqués dans des actes sexuels. Comme ces contenus ne montrent pas un « véritable enfant », ils ne sont pas universellement considérés comme des matériels d'abus sexuels d'enfants. L'augmentation de 45 % du mandarin est principalement liée à la terminologie utilisée pour vendre des poupées sexuelles ressemblant à des enfants. De même, ces articles ne sont pas considérés comme illégaux de manière universelle. Ces tendances sont liées à la prévalence croissante des « contenus légaux » dont il a été question dans le chapitre « Agressions ».

Langues prévalentes pour les termes posant des risques pour les enfants, de janvier à juin 2023



Augmentation en pourcentage des termes posant des risques pour les enfants, par langue, de janvier à juin 2023



Les données de Crisp mettent en évidence l'urgence d'entraîner les technologies de sécurité en ligne en utilisant des informations linguistiquement et culturellement diverses, afin de combler une lacune dans la réponse qui pourrait autrement augmenter les délits et le risque pour les enfants dans certains pays et certaines cultures.

L'accès éthique à divers ensembles de données, garanti selon des approches qui respectent les droits fondamentaux des enfants, est essentiel à la croissance continue et durable du secteur des technologies de sécurité en ligne en général, et au développement de solutions non biaisées qui peuvent répondre aux besoins de tous les enfants, indépendamment de leur origine ou de leur identité.³⁴³ Actuellement, les données sont détenues par des plateformes, des gouvernements et parfois des organisations de la société civile,³⁴⁴ ce qui complique l'accès des développeurs de technologies de sécurité. L'initiative sur les données relatives à la sécurité en ligne (Online Safety Data Initiative) illustre la manière dont le partage éthique des données peut être encouragé et favorisé à l'échelle mondiale.

Initiative sur les données relatives à la sécurité en ligne

Lancée par le Centre for Data Ethics and Innovation du Royaume-Uni, l'initiative sur les données relatives à la sécurité en ligne rassemble des fournisseurs de technologies de sécurité en ligne et des acteurs gouvernementaux, universitaires et de la société civile pour stimuler l'innovation, en aidant les entreprises à développer des outils de sécurité de classe mondiale qui identifient et suppriment les contenus en ligne préjudiciables grâce à un meilleur accès à des sources de données éthiques.³⁴⁵

L'accès aux données est l'un des nombreux défis stratégiques que le secteur des technologies de la sécurité en ligne doit relever s'il veut monter en puissance de manière durable. Autre objectif : assurer la cohérence de la qualité et de l'efficacité des outils. En raison des difficultés d'accès aux données, de nombreuses technologies de sécurité sont développées en interne par les plateformes elles-mêmes et ne sont pas actuellement testées de manière indépendante ; leur efficacité n'est donc pas connue.³⁴⁶ Dans un contexte d'essor de la demande de technologies de sécurité, les gouvernements doivent contribuer à l'élaboration et à l'application de normes cohérentes en la matière. En s'appuyant sur des cadres internationaux et sur les bonnes pratiques, ils élargiront à la fois le marché et la portée de leurs propres technologies, tout en contribuant à rendre les expériences en ligne des enfants toujours plus sûres à travers le monde entier. Élaboré par l'Organisation internationale de normalisation en étroite collaboration avec l'industrie des technologies de sécurité en 2021, le projet de norme internationale pour les systèmes de garantie de l'âge est une réalisation historique qui montre qu'il est possible d'établir des normes communes à l'échelle mondiale pour les technologies de sécurité.³⁴⁷

Les gouvernements peuvent jouer un rôle important dans la promotion de l'innovation technologique. En 2019, le gouvernement français avait annoncé un financement de 5 milliards d'euros pour les entreprises technologiques pour les trois années suivantes.³⁴⁸ En 2021, plus d'une dizaine de ces startups étaient évaluées à plus d'un milliard de dollars. En contrepartie, les gouvernements ont également la responsabilité d'évaluer correctement les technologies privées et d'explorer d'autres solutions, telles que les outils à code source ouvert (« open source »). Les « biens publics numériques »³⁴⁹ sont importants, car grâce à eux, même les startups peuvent créer des expériences d'utilisation sûres et le coût de mise en conformité avec la nouvelle réglementation Internet pourrait ne pas être disproportionné pour les petits fournisseurs de services.

Sécurité dès la conception

Bien que les principes de sécurité dès la conception (« Safety by Design ») aient été introduits pour la première fois en 2018, la transparence ne suffit toujours pas à déterminer le degré de mise en œuvre de la sécurité dès la conception et l'efficacité des mesures adoptées. Selon un rapport récemment publié par l'OCDE sur l'établissement de rapports de transparence sur les matériels en ligne d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants (Transparency Reporting on Child Sexual Exploitation and Abuse Material Online) par les 50 plus grands services de partage de contenu dans le monde,³⁵⁰ 30 des 50 plus grandes plateformes en ligne ne publient pas de rapports de transparence sur les mesures prises pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants.

Les résultats de l'enquête annuelle de la Tech Coalition, menée avec WeProtect Global Alliance auprès de 31 entreprises membres de la coalition, indiquent également un manque croissant mais relatif d'investissement dans les mesures associées à la sécurité dès la conception³⁵¹ (voir le tableau 3). Si l'adoption de technologies permettant de détecter les contenus illégaux ou préjudiciables existants au niveau du réseau et des plateformes en est à un stade avancé, l'adoption de la « sécurité en ligne selon l'âge » et de la « protection de l'utilisateur » en est encore à la phase de développement, ce qui suggère que les entreprises sont plus lentes à adopter des mesures visant à empêcher les agressions.



Tableau 3. Adoption de technologies de sécurité en ligne par les entreprises du secteur (en partenariat avec la Tech Coalition)
Taxonomie établie par le gouvernement britannique et adaptée à l'exploitation et aux abus sexuels sur enfants.³⁵²

Technologie de sécurité en ligne	Application	Adoption
Gouvernance à l'échelle du système	Identification et suppression automatisées des matériels d'abus sexuels d'enfants	Avancée (27 entreprises permettent l'utilisation de méthodes de détection par hachage lors du chargement de contenu)
Au niveau de la plateforme	Modération du contenu par l'identification et le signalement à des modérateurs humains	Avancée (toutes les entreprises rendent compte aux autorités compétentes lorsque la législation de leur juridiction l'exige)
Sécurité en ligne selon l'âge	Garantie et vérification robustes de l'âge (pas de système fondé sur l'auto-déclaration)	En développement (alors que toutes les entreprises utilisent au minimum l'auto-déclaration de l'âge, seules neuf d'entre elles utilisent des systèmes d'identification exigeant des informations officielles, six utilisent un modèle d'inférence et cinq utilisent l'analyse par estimation faciale)
Protection des utilisateurs	Produits destinés à l'utilisateur, aux parents ou aux appareils qui protègent l'utilisateur des agressions (par exemple, logiciels et applications de protection des « endpoints »)	Répondue (15 membres de l'industrie fournissent des ressources en matière de sécurité aux enfants ou à leurs tuteurs, et 11 utilisent des outils avancés pour la modération au sein d'environnements réels)
Filtrage du réseau	Produits ou services qui filtrent activement les contenus en les « refusant » ou en les bloquant s'ils sont perçus comme préjudiciables	Répondue (13 utilisent des classificateurs d'images d'IA et 13 utilisent des classificateurs de texte non liés au grooming ou à la sextorsion)

L'adoption croissante du chiffrement E2EE sur les plateformes en ligne depuis 2021 accroît le besoin de sécurité dès la conception, notamment parce qu'un grand nombre des technologies de détection actuellement utilisées dans le tableau 3 ne fonctionnent pas dans les environnements E2EE.³⁵³ Le chiffrement E2EE garantit que le contenu des messages n'est visible que par l'expéditeur et le destinataire ; aucune autre

entité, y compris le fournisseur de services, ne peut décrypter les données et les lire. Comme le souligne la [note d'information de l'Alliance sur la technologie, la vie privée et les droits](#), la question de l'E2EE renforce la nécessité d'une conception sûre et d'options au niveau des appareils qui offrent la possibilité d'intervenir en amont, avant que l'abus ne se produise.



Le chiffrement E2EE offre d'importants dispositifs de protection de la vie privée aux enfants comme aux adultes ;³⁵⁴ il permet de sécuriser leurs données et leurs images et peut protéger les individus contre la persécution dans les régimes oppressifs, par exemple en raison de leur sexualité.³⁵⁵ Toutefois, s'il ne s'accompagne pas de mesures appropriées pour atténuer les risques pour les enfants (par le biais d'une approche de sécurité dès la conception), les environnements E2EE risquent fort de rendre impossible la détection par des tiers de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants, privant ainsi les plateformes et les services répressifs de la possibilité de détecter, de signaler et de supprimer de manière proactive les matériels d'abus sexuels d'enfants.

Le chiffrement E2EE amenuise également la visibilité de la menace. Le NCMEC prévoit qu'avec l'adoption généralisée de l'E2EE, le nombre de signalements de suspicions d'abus sexuels sur enfants provenant de grandes plateformes (dont 5 représentaient 93 % de tous les signalements en 2022) diminuera de près de 80 %.³⁵⁶ Cette baisse probable du nombre de signalements est très préoccupante. Bien que les signalements de l'industrie ne donnent qu'une vision partielle de l'ampleur de l'exploitation et des abus sexuels en ligne sur enfants, ils sont essentiels pour éclairer la réponse globale, en particulier à la lumière des faibles niveaux de signalement par les victimes/survivants.

Il est prévu qu'avec l'adoption généralisée de l'E2EE, le nombre de signalements de suspicions d'abus sexuels sur enfants provenant de grandes plateformes (dont 5 représentaient 93 % de tous les signalements en 2022) diminuera de près de 80 %

- National Center for Missing and Exploited Children

Il est techniquement possible de détecter l'exploitation et les abus sexuels sur enfants dans les environnements E2EE tout en préservant la confidentialité et la sécurité.³⁵⁷ Parmi les solutions proposées :

- L'analyse côté client (« client-side scanning » en anglais), qui consiste à analyser les messages sur les appareils pour rechercher des correspondances ou des similitudes avec une base de données de matériels illégaux d'abus sexuels d'enfants avant que le message ne soit chiffré et envoyé.³⁵⁸
- Le chiffrement homomorphe.³⁵⁹ Il s'agit de l'utilisation d'un type de chiffrement différent qui permet d'effectuer des opérations sans que les données ne soient décryptées à aucun moment.³⁶⁰
- Les enclaves sécurisées intermédiaires, qui procèdent au décryptage du message au niveau du serveur par une tierce partie et utilisent des outils pour détecter les matériels d'abus sexuels d'enfants.

La réglementation pourrait donner un nouvel élan à ces technologies. Lorsque le projet de loi britannique sur la sécurité en ligne sera adopté, l'autorité de régulation aura le pouvoir d'exiger des fournisseurs de services en ligne qu'ils utilisent des technologies accréditées pour détecter les contenus représentant des faits d'exploitation sexuelle et d'abus sur enfants, y compris dans les environnements E2EE, si les solutions pertinentes telles que l'analyse côté client sont jugées conformes aux normes définies. Selon une enquête Flash Eurobaromètre réalisée en 2023 et comprenant 26 270 interviews, les Européens soutiennent largement la détection de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants dans les messages E2EE (83 % en faveur).³⁶¹ Cela suggère qu'en Europe au moins, la perception du public n'est peut-être pas le principal obstacle à l'adoption de telles mesures.

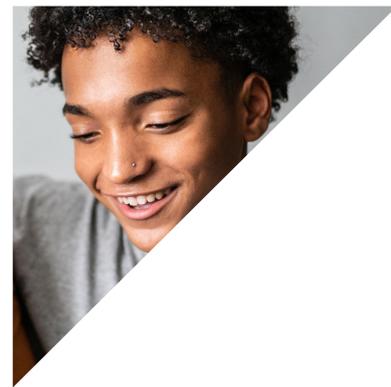
« L'IA générative offre une occasion unique d'agir maintenant pour placer la sécurité des enfants au centre de cette technologie au fur et à mesure de son émergence »

- Thorn

Comme le souligne Thorn, l'IA générative offre également « une occasion unique d'agir maintenant pour placer la sécurité des enfants au centre de cette technologie au fur et à mesure de son émergence ».³⁶² Actuellement, aucun élément ne montre que la sécurité des enfants a été intégrée dans la conception et le déploiement des services d'IA générative. Dans le contexte de l'augmentation constante des cas signalés d'exploitation et d'abus sexuels en ligne envers les enfants, l'adoption de l'E2EE et les technologies émergentes telles que l'IA montrent que nous sommes à un moment critique où la mise en œuvre urgente et généralisée de la sécurité dès la conception représente le seul moyen viable d'inverser la tendance actuelle.



Réponse



- Il est urgent d'augmenter le financement pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants. Les approches de prévention et de santé publique doivent être privilégiées. L'investissement dans les intervenants en première ligne est essentiel pour soutenir la résilience et la pérennité de la réponse globale.
- Une législation mature et harmonisée sur le plan international peut constituer une base solide qui permet aux organisations, et aux initiatives volontaires et sociales, d'aller au-delà du niveau de référence. La collaboration volontaire entre les secteurs et les zones géographiques permettra d'intensifier la réponse et de renverser la tendance actuelle en matière d'abus.

Manque de financement

Grâce à un financement pluriannuel et stable, les gouvernements peuvent favoriser le renforcement des capacités nationales et internationales, encourager les investissements intersectoriels et permettre la montée en puissance des interventions fondées sur des données probantes. Un parallèle peut être établi avec la cybersécurité, où les politiques gouvernementales et les priorités stratégiques ont entraîné une augmentation des investissements de tous les secteurs pour lutter contre les cybermenaces.³⁶³

Guidés par le **Modèle de réponse nationale** de l'Alliance, les gouvernements sont de plus en plus nombreux à mener une action coordonnée et multisectorielle : au cours des dernières années, 42 pays ont activement renforcé leurs capacités en fonction des circonstances et des besoins locaux.³⁶⁴ En outre, de nombreux gouvernements ont alloué des fonds directement à d'autres groupes de parties prenantes et ont canalisé les investissements par l'intermédiaire de fonds multinationaux ou d'organisations luttant contre la menace.

Modèle de réponse nationale WeProtect Global Alliance

Lancé en 2015, le cadre du modèle de réponse nationale est un outil non prescriptif et dynamique définissant les capacités requises pour une réponse nationale efficace et coordonnée afin de prévenir l'exploitation et les abus sexuels à l'encontre des enfants en ligne et d'y apporter une réponse. En 2023, l'Alliance et l'UNICEF ont lancé le modèle de maturité du modèle de réponse nationale pour soutenir l'amélioration continue et des stratégies sur mesure en utilisant une approche holistique, basée sur le système.

Pourtant, malgré les progrès accomplis dans de nombreux pays autour du monde, l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants ne sont toujours pas considérés comme prioritaires par rapport à d'autres crimes³⁶⁵ qui touchent les enfants (comme la traite des êtres humains).³⁶⁶ En 2022, l'étude de référence menée par Economist Impact sur les réponses apportées par les pays à la violence sexuelle envers les enfants a révélé que moins de la moitié des 60 pays évalués disposaient d'une stratégie visant à mettre fin à l'exploitation et aux abus sexuels sur enfants.³⁶⁷ Parmi eux, seuls deux sur cinq disposaient de plans de financement clairs permettant d'orienter les ressources de manière stratégique. Bien que l'étude ne porte pas spécifiquement sur les abus sexuels facilités par Internet, elle n'en est pas moins révélatrice. Une réponse adéquate à l'exploitation et aux abus sexuels en ligne envers les enfants est moins probable dans un contexte où la priorité n'est pas donnée au problème plus large et multidimensionnel de la violence à l'encontre des enfants.

L'investissement sur le plan local est important pour renforcer la réponse sur le plan national. Toutefois, le financement actuel dirigé vers le renforcement des capacités internationales est insuffisant.³⁶⁸ Selon une évaluation des fonds nationaux alloués à la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels sur enfants dans 20 pays à revenu élevé, moyen et faible d'Europe, des Amériques, du Moyen-Orient, d'Afrique et de la région Asie-Pacifique, ces fonds étaient insuffisants pour répondre à la demande dans la quasi-totalité des pays.³⁶⁹ Les demandes de services et de capacités émanant des organisations mondiales telles qu'INTERPOL dépassent les budgets actuels.³⁷⁰ L'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants constituant un crime mondial et sans frontières, les gouvernements des pays à hauts revenus ont une responsabilité partagée pour résoudre la question des insuffisances de capitaux.

Les gouvernements sont particulièrement bien placés pour orienter les investissements par le biais des politiques et de la législation nationales. Cependant, le secteur privé a également une responsabilité importante, celle d'investir de manière adéquate dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants sur leurs plateformes et leurs services. L'importance des partenariats public-privé pour renforcer la sécurité en ligne a été mise en avant par les Nations Unies cette année.³⁷¹ Du fait du nombre limité de rapports de transparence, les sommes précises investies par les fournisseurs de services en ligne ne sont pas connues du public. Toutefois, des informations sont disponibles sur les investissements dirigés vers les initiatives de partenariat :

- L'IWF, qui reçoit 90 % de son financement de la part de ses membres majoritairement issus du secteur privé, a déclaré un chiffre d'affaires de 4,4 millions de livres sterling (plus de 5 millions d'euros) en 2022³⁷²
- Le nouveau service « Take It Down » du NCMEC, plateforme destinée à aider les enfants et les jeunes à demander le retrait des réseaux sociaux des images les représentant, a été financé par Meta³⁷³
- Le Fonds de Recherche Tech Coalition Safe Online, issu d'un partenariat entre Safe Online (initiative du Partenariat mondial pour l'élimination de la violence envers les enfants) et la Tech Coalition, qui représente un échantillon représentatif des membres de l'industrie. Le Fonds 2021 a octroyé 1 million de dollars³⁷⁴ et le Fonds 2022 a octroyé 800 000 dollars³⁷⁵ à des projets visant à faire progresser la compréhension de l'exploitation et des abus sexuels sur enfants. Le financement est également assuré par les adhésions à la Tech Coalition.

Certaines entreprises investissent également dans des programmes reposant sur les « trusted flaggers » (signaleurs de confiance), une forme de partenariat public-privé visant à renforcer la sécurité en ligne.³⁷⁶ Dans le cadre de ces programmes, les fournisseurs de services collaborent avec des parties prenantes (généralement des ONG et des assistances téléphoniques, mais parfois des universités, des entités gouvernementales, d'autres fournisseurs de services en ligne et des particuliers) disposant d'une expertise spécifique. En donnant la priorité à ces signalements, les fournisseurs peuvent supprimer les contenus préjudiciables et illégaux plus rapidement et avec plus de précision. Le paquet législatif sur les services numériques de l'UE prévoit des dispositions spécifiques quant au rôle de ces signaleurs de confiance.³⁷⁷

Si les exemples ci-dessus témoignent de l'existence de bonnes pratiques, les sommes investies sont relativement faibles. À titre d'exemple, en 2022, le bénéfice annuel de l'entreprise technologique possédant les plus grandes plateformes de réseaux sociaux (en nombre d'utilisateurs mensuels actifs)³⁷⁸ s'élevait à 43 milliards de dollars³⁷⁹, soit plus que le produit intérieur brut (PIB) de 83 pays en 2022.³⁸⁰ En février 2023, après avoir analysé les réponses de l'industrie à la première série d'avis de transparence, le commissaire australien à l'e-sécurité a dénoncé l'insuffisance des investissements dans les technologies permettant de détecter les matériels d'abus sexuels d'enfants.³⁸¹ Les récents licenciements massifs d'équipes dédiées à la modération de contenus et à la Confiance et à la Sécurité chez certains des plus grands acteurs du numérique compromettent encore davantage les engagements pris en matière de sécurité des enfants.³⁸²

La réglementation, le plaidoyer et les campagnes de sensibilisation du public peuvent encourager les fournisseurs de services en ligne à consacrer davantage de fonds à la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants. Les investisseurs constituent une autre force puissante. Les exemples récents d'actionnaires plaidant en faveur d'une plus grande transparence et de mesures de sauvegarde plus solides pour la sécurité des enfants en ligne témoignent de leur influence positive.³⁸³

« En plaidant en faveur d'une plus grande transparence et de mesures de sauvegarde plus solides pour la sécurité des enfants en ligne, les actionnaires montrent leur influence positive. »

Dans l'ensemble, le manque de financement durable de la part des gouvernements et du secteur privé a entraîné une dépendance excessive à l'égard des investissements émanant des fondations, des organisations de la société civile et des entités mixtes (représentant à la fois des donateurs privés et publics), qui sont essentiels pour permettre de nouvelles recherches,³⁸⁴ l'expérimentation de solutions et l'accélération de l'innovation. L'initiative Safe Online du Partenariat mondial pour l'élimination de la violence envers les enfants illustre la valeur globale et stratégique d'un tel investissement. Financée par une combinaison de donateurs gouvernementaux, philanthropiques et privés, elle a permis d'injecter plus de 77 millions de dollars dans un portefeuille de plus de 100 projets couvrant plus de 85 pays à travers le monde,³⁸⁵ dont Disrupting Harm et d'autres initiatives d'avant-garde citées dans le présent rapport. Bien qu'elles ne remplacent pas un engagement soutenu de la part des gouvernements et de l'industrie, ces initiatives contribuent à combler les lacunes à l'échelle mondiale et sont essentielles à la mise en place et au maintien de la réponse de l'ensemble du système pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants.

Approche de santé publique pour lutter contre les abus en ligne

Une approche de santé publique et les enseignements tirés des réponses efficaces apportées à d'autres problèmes mondiaux urgents constituent un bon moyen d'éviter que d'innombrables enfants à travers le monde ne subissent le traumatisme de l'exploitation et des abus sexuels facilités par Internet.

Adoptée dans le domaine de la santé publique, la « pyramide de la prévention » soutient qu'une prévention efficace nécessite l'élaboration et la mise en œuvre d'interventions aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire (voir figure 3). Ces interventions ciblent les personnes qui risquent de commettre ces actes ou d'en être victimes, ainsi que celles qui ont déjà été victimes d'abus ou qui ont en commis.

Des recherches menées aux États-Unis ont montré que 95 % des délits impliquant un contact sexuel avec des enfants sont commis par des primo-délinquants n'ayant jamais été condamnés auparavant.³⁸⁶ Les données montrent également qu'au Canada, les hommes qui ont commis un délit sexuel peuvent lutter contre leurs pensées et leurs pulsions sexuelles pendant cinq à dix ans en moyenne avant de commettre le délit sexuel,³⁸⁷ ce qui suggère qu'il y a souvent du temps et des possibilités d'intervenir avant que l'abus ne se produise.

Une approche de santé publique fournit un cadre factuel pour comprendre et prévenir la violence. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) résume les quatre étapes clés d'une approche de santé publique :

- 1 **Définir et surveiller le problème**
- 2 **Identifier les causes du problème, y compris les facteurs de risque et de protection**
- 3 **Concevoir, mettre en œuvre et évaluer des interventions pour en tester l'efficacité**
- 4 **Intensifier les interventions efficaces tout en poursuivant le suivi et l'évaluation afin d'assurer une efficacité continue.**³⁸⁸

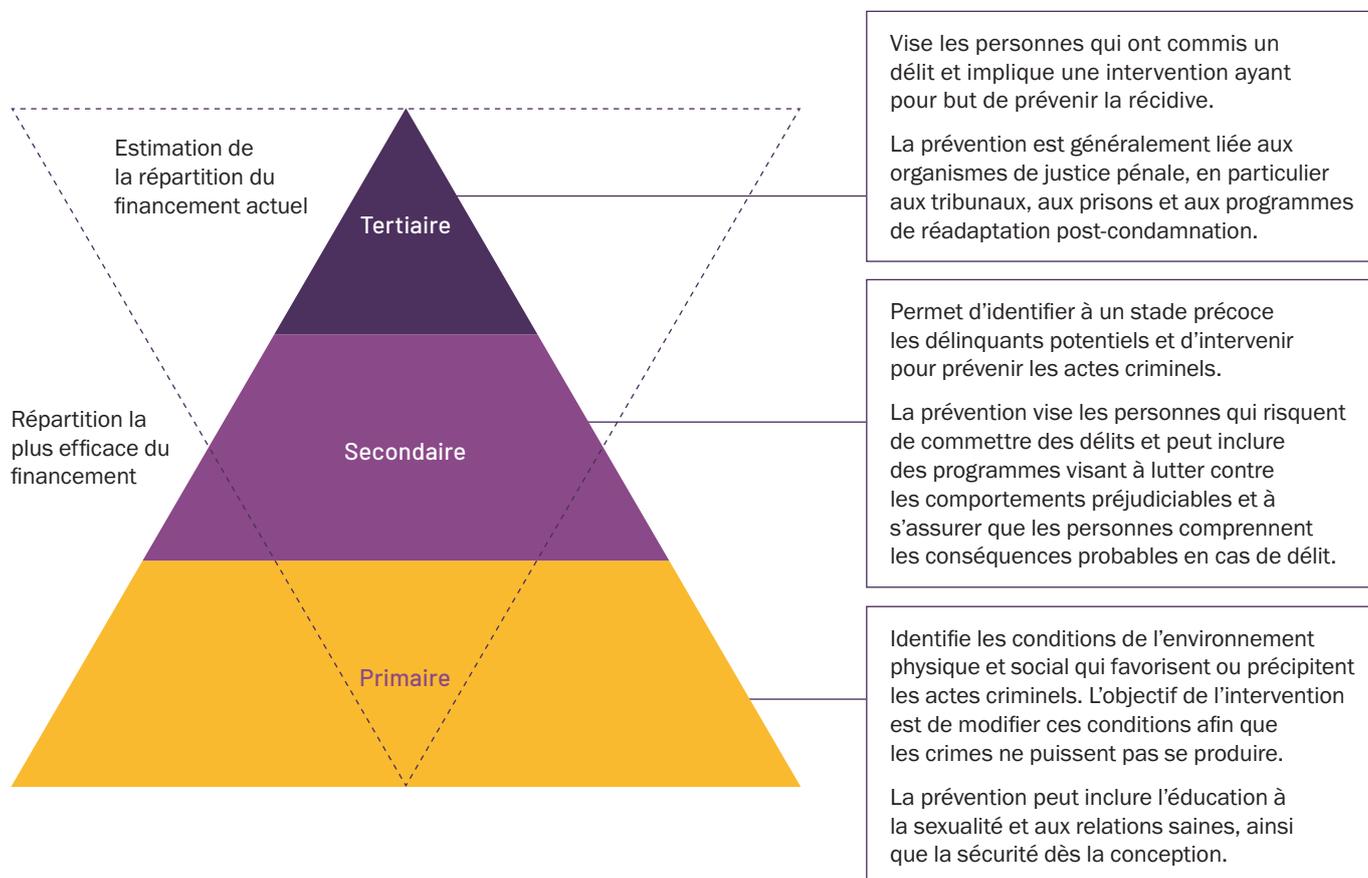
Les entités du secteur social, de la police et du secteur privé œuvrent en collaboration pour éviter que des personnes n'infligent ou ne soient victimes d'exploitation et d'abus sexuels par le biais d'interventions en amont, et pour traiter les conséquences à court et à long terme.³⁸⁹

Les experts en matière d'abus sexuels sur enfants ont fait valoir que l'attention et les ressources se sont jusqu'à présent concentrées sur la prévention tertiaire, souvent au détriment des initiatives primaires et secondaires.³⁹⁰ La plupart des interventions visent à répondre au problème et à réduire la récurrence (par exemple, en enquêtant sur les abus et en poursuivant les auteurs), plutôt qu'à empêcher les abus de se produire. Par exemple, Safeguarding Childhood a constaté que la prévention des abus sexuels sur enfants, en comparaison avec les poursuites, fait généralement l'objet de financements insuffisants et ne constitue pas une priorité.³⁹¹ Même quand elles répondent à ce problème, la majorité des interventions connues ciblent des personnes âgées de plus de 18 ans qui ont déjà commis ce type d'acte,³⁹² malgré les données prouvant que les abus entre enfants du même âge augmentent.³⁹³



Figure 3. Inverser la pyramide de la prévention

Le triangle détaille les activités associées à chaque volet de la prévention et fournit à ce titre une vue représentative de la répartition actuelle des fonds, par rapport à leur répartition idéale qui permettrait de donner la priorité à la prévention primaire.³⁹⁴



Prévention primaire

Les initiatives de prévention primaire peuvent être axées sur :

- La modification des normes sociales, des comportements et des attitudes au niveau de la société
- La réponse aux conditions structurelles, telles que la pauvreté, qui alimentent la délinquance
- La réduction du risque d'exposition des enfants à la victimisation, notamment par le biais d'approches de sécurité dès la conception des plateformes et des outils ou par le biais de l'éducation à la sexualité et aux relations saines.

Ces programmes visent à enseigner aux enfants et aux tuteurs la santé sexuelle, le consentement, les limites saines et l'identification des signes d'abus, ainsi que la manière de réagir et de demander de l'aide. Certaines données suggèrent que les programmes scolaires de lutte contre les abus sexuels sur enfants ont réussi à renforcer les capacités d'autoprotection des enfants en âge d'aller à l'école primaire et leurs connaissances sur les abus sexuels envers les enfants.³⁹⁵ S'il n'appartient pas aux enfants de se protéger contre les abus, il est essentiel d'assurer une intervention en amont (et donc l'éducation des jeunes enfants) dans le cadre de toute stratégie de prévention primaire à long terme.

Les experts en éducation à la prévention ont mis en évidence les marges d'amélioration en mettant l'accent sur les comportements normaux, inappropriés et préjudiciables, en incluant une réponse genrée visant à impliquer les garçons et en consultant les enfants et les adultes qui ont commis des abus sexuels pour comprendre ce qui aurait pu stopper leur cheminement vers l'abus.³⁹⁶ Les programmes de prévention doivent également reconnaître que les participants peuvent être des victimes/survivants d'abus sexuels sur enfants, et fournir une réponse centrée sur les survivants en les orientant vers des services de soutien.

Autre caractéristique essentielle des programmes de prévention : renforcer les facteurs de protection jugés importants pour réduire le risque d'abus sexuels sur enfants, tels que le rôle unique que peuvent jouer les parents. Un examen systématique de la recherche sur les stratégies de protection parentale a permis d'identifier une série de tactiques, notamment l'éducation des enfants sur les dangers des abus sexuels sur enfants, la création d'un environnement sûr en surveillant et en supervisant les enfants, et la priorité accordée à des relations parent-enfant positives.³⁹⁷ L'étude a également montré que l'éducation des enfants par les parents en matière de prévention des abus sexuels renforçait principalement le stéréotype selon lequel il faut « se méfier des étrangers ». Cela va à l'encontre des éléments présentés dans le chapitre « Aggressions », qui mettent en évidence les risques posés par les adultes et les enfants connus de la victime/du survivant, et qui dévoilent une possibilité d'informer les parents pour les aider à soutenir les enfants.

Prévention secondaire

Les initiatives de prévention secondaire sont généralement axées sur les individus plus à risque de réaliser des actes de violence. Ainsi, le programme « Strength at Home » aux États-Unis est une intervention de groupe tenant compte des traumatismes qui s'est révélée efficace pour réduire la violence physique et psychologique entre partenaires chez les vétérans de sexe masculin de l'armée.³⁹⁸ Parmi les autres approches, citons le Family Bereavement Program (programme de deuil familial), basé aux États-Unis, qui vise à réduire les idées et tentatives de suicide chez les enfants qui ont perdu un parent. Un essai contrôlé randomisé a mis en évidence un effet significatif dans les évaluations de suivi après six et quinze ans.³⁹⁹

Les appels à l'intégration d'initiatives de prévention secondaire ne sont pas sans poser d'importants problèmes. Des facteurs tels que la stigmatisation du public, la difficulté de mesurer et d'évaluer ces programmes et le manque de financement de la part des gouvernements ont entravé le développement d'initiatives secondaires fondées sur des données probantes.

« Les enquêtes menées auprès de la communauté des délinquants et les données fournies par les services de soutien anonymes témoignent de la demande dont font l'objet les programmes de dissuasion »

Malgré des exemples de réussite tels que Stop It Now! (Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande et États-Unis), le projet de prévention Dunkelfeld (Allemagne), la ligne d'assistance Preventell (Suède) et Don't Offend (Inde), la disponibilité et l'accessibilité de ces programmes à l'échelle mondiale sont limitées. Une étude évaluant la contribution des lignes d'assistance Stop it Now! au Royaume-Uni et aux Pays-Bas montre qu'elles « peuvent fournir des conseils et un soutien économique et de qualité [...] pour susciter un changement de comportement chez les adultes et renforcer les facteurs de protection à même de réduire le risque de délinquance ».⁴⁰⁰ Les résultats du projet de prévention Dunkelfeld sont utiles pour élaborer des campagnes destinées aux personnes ayant un intérêt sexuel pour les enfants. Ils indiquent que la clé du succès pour ces initiatives est de faire preuve d'empathie et de compréhension, d'éviter la discrimination, de réduire la peur des conséquences juridiques et de garantir la confidentialité et l'anonymat.⁴⁰¹

Les enquêtes menées auprès de la communauté des délinquants et les données fournies par les services de soutien anonymes témoignent de la demande dont font l'objet les programmes de dissuasion.⁴⁰² Selon la Lucy Faithfull Foundation, organisation caritative britannique qui se consacre à la prévention des abus sexuels sur enfants, le nombre de personnes cherchant des conseils ou un soutien par le biais de l'auto-assistance en ligne ou de sa ligne d'assistance confidentielle a triplé depuis 2020.⁴⁰³ L'un des principaux freins à l'investissement dans les programmes de dissuasion est le sentiment qu'a le public que, ce faisant, la société soutient ceux qui s'en prennent aux enfants⁴⁰⁴ ou qui ont l'intention de le faire. Ce sentiment s'étend également aux thérapeutes. D'après des études, quand des Américains inquiets de leur attirance sexuelle à l'égard des enfants cherchent de l'aide, ils sont souvent confrontés à des prestataires de soins de santé mentale mal informés ou ayant des préjugés à leur égard, ce qui les dissuade de s'engager dans une thérapie préventive.⁴⁰⁵ Du point de vue de la santé publique, il est essentiel que les personnes présentant un risque de délinquance aient accès à un traitement non stigmatisant, compétent et empathique.

La thérapie comportementale est un autre exemple d'intervention en amont : elle apporte un soutien continu et remet en cause les distorsions cognitives, telles que la rationalisation des actes sexuels abusifs, qui sont très répandues dans la population des délinquants.⁴⁰⁶ Le Canada et l'Allemagne sont des exemples de pays qui ont adopté des éléments d'une approche de santé publique. Le premier finance des initiatives telles que « Talking for Change » par l'intermédiaire de son département « Prévention de la criminalité et Santé ».

Talking for Change

Talking for Change est un programme canadien qui propose une thérapie cognitivo-comportementale et un soutien anonyme aux personnes qui s'inquiètent de leur intérêt sexuel pour les enfants, du risque d'abuser sexuellement d'un enfant ou de leur utilisation de matériels d'abus sexuels d'enfants. Depuis 2019, le gouvernement du Canada a engagé plus de 3 millions de dollars canadiens (environ 2,1 millions d'euros) par l'intermédiaire de Sécurité publique Canada pour soutenir le développement et la croissance du programme dans le cadre de son approche globale de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne, qui comprend des mesures de prévention.⁴⁰⁷



Un autre obstacle à l'élaboration et à la mise en œuvre efficaces de programmes de prévention secondaire est la présence de lois portant sur le signalement obligatoire dans de nombreuses juridictions à travers le monde.⁴⁰⁸ Cela peut décourager les personnes susceptibles de commettre des abus sexuels sur enfants de demander un traitement. Le projet de prévention Dunkelfeld s'est avéré efficace en partie parce que le traitement est confidentiel ; l'Allemagne n'a pas mis en œuvre de lois sur le signalement obligatoire exigeant des professionnels qu'ils signalent aux autorités les personnes qui risquent de causer des préjudices.⁴⁰⁹

Le soutien politique est également essentiel.⁴¹⁰ Les campagnes de sensibilisation peuvent aider le public à comprendre la nécessité des programmes de dissuasion. Lors de l'élaboration d'initiatives de prévention secondaire efficaces, il convient de tenir compte de facteurs tels que les besoins spécifiques des populations ciblées, la disponibilité d'un éventail d'options de traitement volontaire et l'emploi d'un personnel pluridisciplinaire ; y compris des personnes en mesure d'orienter les populations concernées vers une aide au logement et à l'emploi. Il est peu probable que les options de traitement « unique » soient efficaces.

Si les approches de santé publique ne suppriment pas la nécessité de déployer des mesures de police et de justice pénale, qui restent essentielles pour identifier et protéger les victimes/survivants, elles offrent un potentiel considérable pour faire évoluer la riposte à l'exploitation et aux abus sexuels en ligne envers les enfants en s'attaquant aux facteurs systémiques du problème, notamment aux multiples voies de causalité menant à la délinquance.⁴¹¹

Un autre élément important de l'approche de santé publique est la création d'une base de données probantes qui oriente la conception, le développement et la mise en œuvre des interventions. Bien que la recherche ait considérablement progressé au cours des deux dernières années, des lacunes importantes subsistent en matière de données.

Collecte et partage des données

Une augmentation des fonds alloués à la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants, y compris pour les interventions préventives, n'aura d'impact que si elle s'appuie sur une évaluation des données et des preuves disponibles. Des données sur la prévalence et le type de délits, les expériences des enfants, l'efficacité des solutions et la maturité de la réponse sont toutes nécessaires pour aboutir à une compréhension commune de l'écosystème.

Des signes positifs montrent que la collecte de données s'est améliorée ces dernières années. L'indice 2022 « Out of the Shadows » a révélé que près de la moitié des pays évalués recueillaient des données sur la prévalence des cas de violence sexuelle à l'encontre des enfants⁴¹² – une augmentation de 23 % depuis 2019. Toutefois, l'indice n'aborde que des aspects limités des abus en ligne. Seul un petit nombre de pays recueille effectivement des données de qualité sur la prévalence des abus sexuels en ligne, et cette prévalence n'est qu'un exemple du type de données qui nous permettent

de mieux comprendre le problème. Bien que les cas connus d'exploitation et d'abus sexuels en ligne sur enfants soient enregistrés dans le système de protection de l'enfance ou dans les dossiers de la police, les données administratives peuvent sous-estimer l'ampleur de la criminalité. Parmi les autres types de données, on trouve celles qui sont collectées par les services d'aide aux victimes et les fournisseurs de services en ligne. À elles seules, ces sources ne permettent qu'une compréhension partielle de l'ampleur et de la nature changeante de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants.

« Près de la moitié des pays évalués par l'indice 2022 « Out of the Shadows » recueillaient des données sur la prévalence des cas de violence sexuelle à l'encontre des enfants – ce qui représente une augmentation de 23 % depuis 2019 »

- Economist Impact

Comme indiqué dans le modèle de réponse nationale de WeProtect Global Alliance, une collecte de données matures permettant une communication rapide et claire des informations et des politiques dans l'ensemble de l'écosystème entourant la protection de l'enfance nécessite : des approches, des politiques et des programmes coordonnés au niveau national et basés sur une recherche continue avec des résultats mesurables et une évaluation régulière ; un stockage des données sûr et fiable et un accès contrôlé ; et une terminologie universellement acceptée.⁴¹³

En juin 2022, l'Alliance et l'UNICEF ont publié une étude conjointe de la mise en œuvre du cadre de modèle de réponse nationale de l'Alliance dans 42 pays de l'Alliance, représentant toutes les régions et tous les groupes de revenus. L'étude a révélé que :

- 83 % mènent une forme ou une autre de recherche, d'analyse et de suivi au niveau national sur l'exploitation et les abus sexuels sur enfants facilités par Internet
- 50 % ont abordé ou adopté une terminologie convenue au niveau universel.⁴¹⁴

Parallèlement au modèle de réponse nationale, l'évaluation des capacités et de la réponse multisectorielle du Centre international pour enfants disparus et sexuellement exploités (ICMEC) aide les gouvernements à renforcer la collecte et l'utilisation des données nationales et à développer des capacités de surveillance.⁴¹⁵ Dans certains pays, il est également nécessaire d'améliorer les systèmes de gestion de l'information dans le secteur public.⁴¹⁶

Les données apportées par les fournisseurs de services en ligne, notamment sous la forme de rapports d'assistance téléphonique détaillant des informations exploitables par les forces de l'ordre, sont également essentielles, car elles sont le seul moyen d'avoir un aperçu des activités des plateformes. Toutefois, à l'heure actuelle, seules des informations limitées et de qualité variable sont mises à disposition, soit par le biais d'une obligation de divulgation aux forces de l'ordre, soit par le biais de signalements volontaires.⁴¹⁷ Les limites de cette dernière option sont mises en évidence dans les conclusions de l'étude de l'OCDE sur les rapports de transparence. À moyen terme, la réglementation devrait amener les plateformes à fournir davantage d'informations sur les mesures qu'elles prennent pour lutter contre les agressions en ligne.

L'étude de l'OCDE sur les rapports de transparence révèle un manque d'informations sur les mesures prises par les plateformes pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants

Une étude de référence des politiques, procédures et pratiques déployées par les 50 principaux services mondiaux de partage de contenu en ligne a révélé que les rapports de transparence étaient inégaux et incohérents. Seules 20 entreprises fournissent des rapports de transparence. Seules trois d'entre elles donnent des détails sur la manière dont les infractions liées à l'exploitation et aux abus sexuels sur enfants sont classées ou catégorisées. Il y a également peu d'informations sur la modération du contenu. Seules 29 entreprises ont déclaré qu'elles utilisaient une combinaison d'outils automatisés et de rapports d'utilisateurs de la communauté pour détecter les contenus d'exploitation ou d'abus sur leurs plateformes. Vingt et un autres services ne fournissent que peu ou pas d'informations sur leur approche en matière de contrôle de la conformité.

La participation à des initiatives volontaires est et restera un autre moyen pour les plateformes de partager des informations, telles que les classifications des abus, mais pourrait être plus difficile en raison des récents licenciements touchant les équipes Confiance et Sécurité.⁴¹⁸ Comme indiqué dans le chapitre « Technologies et réglementation », l'accès aux données des plateformes est également un facteur essentiel de l'innovation technologique en matière de sécurité en ligne.

Le Digital Trust & Safety Partnership, entité qui s'est engagée à développer les bonnes pratiques, mesure les progrès réalisés par ses membres du secteur par rapport à son cadre de bonnes pratiques. Selon sa dernière évaluation, la création de processus qui aident les universitaires et les chercheurs travaillant sur des sujets pertinents est la pratique la moins mature au sein de ses membres.⁴¹⁹ La nécessité d'améliorer les cadres juridiques relatifs à la sécurité des données, à la protection de la vie privée et à d'autres considérations du secteur a été qualifiée d'élément clé de la collaboration volontaire avec les chercheurs. Les membres multipartites du groupe de travail de l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO) sur l'accès accordé par les plateformes aux chercheurs s'attaquent actuellement à ce problème en élaborant un Code de déontologie.⁴²⁰ Il fournira des orientations sur la manière dont l'accès des chercheurs

aux données des plateformes peut se faire en toute légalité. Il examinera également les obstacles entravant la participation des entreprises technologiques à la recherche, notamment les problèmes éthiques, commerciaux et relatifs à la protection de la vie privée, et étudiera les moyens de les surmonter efficacement.

La collecte et le partage des données constituent la première étape de l'élaboration d'une base de données probantes pour préparer la réponse. L'étape suivante consiste à extraire des informations significatives afin d'élaborer des interventions sur mesure. La qualité des données est un facteur déterminant pour savoir si et dans quelle mesure c'est possible, et elle est influencée par un certain nombre de facteurs, notamment :

- **La terminologie.** La clarté, dans l'ensemble de l'écosystème, des descriptions et des termes utilisés par les différentes parties prenantes permettra de comparer la terminologie et, par conséquent, les données. Lancé en 2016 pour fournir une terminologie précise et une meilleure clarté conceptuelle sur la protection des enfants, le Guide de terminologie (les « Luxembourg Guidelines ») est actuellement en cours de révision pour répondre à l'évolution des agressions. Le schéma de classification universel (Universal Classification Schema) d'INHOPE (voir l'étude de cas ci-dessous) constitue une mesure supplémentaire pour assurer l'homogénéité du langage.
- **Les méthodologies de recherche.** Le projet Disrupting Harm et la recherche Scale of Harm de l'IJM sont des exemples de bonnes pratiques en matière de méthodologies de recherche qui s'appuient sur une combinaison de sources de données primaires et secondaires pour générer des informations au niveau national. Ces méthodes devraient être reproduites autant que possible pour des raisons de cohérence (ce qui facilite la comparaison des taux de prévalence et l'établissement d'estimations) et pour améliorer la qualité globale des informations sur les menaces.⁴²¹

Schéma de classification universel d'INHOPE

Lancé en mars 2023, ce projet vise à surmonter les obstacles entravant la coopération internationale et à promouvoir la comparabilité des classifications en établissant un schéma de classification commun pour les matériels d'abus sexuels d'enfants. Il vise à favoriser la collaboration, à créer des ensembles de données de formation annotées pour les personnes chargées de détecter les matériels d'abus sexuels d'enfants et à améliorer la pertinence des signalements. Il améliorera l'identification des victimes et le traitement efficace des matériels d'abus sexuels d'enfants par les analystes des lignes d'assistance, les agents des forces de l'ordre et les professionnels de l'industrie du numérique.⁴²²

Sur la base des conclusions d'un événement organisé conjointement avec le Parlement européen et WeProtect Global Alliance,⁴²³ Safe Online (Partenariat mondial pour l'élimination de la violence envers les enfants) a récemment commandé une analyse globale des données.⁴²⁴ Il en résultera notamment une carte détaillant les éléments essentiels de l'écosystème des données, y compris les principaux acteurs et l'infrastructure pour la collecte et l'utilisation des données, ainsi que les principales lacunes et les besoins. Les acteurs des secteurs public et privé doivent également investir pour améliorer la collecte et le partage des données afin d'obtenir une meilleure image globale de la menace.

Intervenants

Une main-d'œuvre résiliente est essentielle pour apporter une réponse efficace et durable à l'exploitation et aux abus sexuels en ligne envers les enfants. Les forces de l'ordre, les modérateurs de contenu, les analystes de lignes d'assistance, les travailleurs sociaux, les soignants, les enseignants et les professionnels de santé ne sont que quelques-unes des professions impliquées dans la lutte contre la menace. Comme il n'est pas possible d'examiner en détail dans ce rapport les défis auxquels sont confrontés tous ces groupes, cette section se concentre sur les modérateurs de contenu et les forces de l'ordre, deux secteurs confrontés à des défis communs qui, bien qu'ils ne soient pas nouveaux, sont susceptibles de s'aggraver à la lumière des récents développements technologiques et de l'augmentation constante de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants.

Les modérateurs de contenu ne sont généralement pas perçus comme des « intervenants en première ligne numériques », bien qu'ils soient souvent les premiers à constater les abus en ligne et qu'ils jouent un rôle essentiel en signalant les incidents et en aidant la police dans ses enquêtes.⁴²⁵ Plus de 100 000 personnes sont employées à ces rôles dans le monde entier, la majorité d'entre elles dans les pays à faible revenu.⁴²⁶ Les modérateurs de contenu employés par les plateformes numériques peuvent être des employés à temps plein, des contractuels ou des entreprises partenaires. Le taux de rotation des contractuels est élevé, car ils sont confrontés à toute une série de défis. Des rapports récents ont fait état des objectifs de précision et de productivité, des charges de travail croissantes, des salaires faibles, des conditions de travail médiocres et des effets de l'exposition répétée à des contenus traumatisants :

- Les modérateurs de contenu de ChatGPT basés au Kenya ont indiqué qu'ils devaient lire et classer entre 150 et 250 passages de texte par poste de neuf heures, pouvant chacun aller de 100 mots à bien plus de 1 000.⁴²⁷ Étant donné qu'une personne lit en moyenne 300 mots par minute,⁴²⁸ cela signifie qu'elle devrait avoir à effectuer 14 heures de travail en un seul poste de travail de 9 heures.
- D'anciens modérateurs de contenu basés au Kenya et employés par Sama, société basée à San Francisco qui emploie des travailleurs en Inde, au Kenya et en Ouganda pour étiqueter des données pour les grandes plateformes numériques, ont déclaré avoir été traumatisés par l'exposition à des publications explicites et intentent une action en justice contre la société.⁴²⁹ À partir de janvier 2024, Sama ne travaillera plus sur la modération de contenus préjudiciables.
- Une étude de l'université de Middlesex sur les modérateurs de contenu a révélé que des facteurs organisationnels tels que les coupes budgétaires, une direction et un soutien inadéquats, et de faibles effectifs contribuent de manière significative au stress chronique lié au travail. Les participants à l'étude ont indiqué qu'un environnement de travail empathique et la reconnaissance des dirigeants amélioreraient leur satisfaction au travail.⁴³⁰

Le recours à des services de modération de contenu tiers peut brouiller les lignes quant à la responsabilité vis-à-vis du bien-être du personnel, ce dernier étant crucial compte tenu du risque de traumatisme indirect, créé par l'effet cumulatif de l'exposition au traumatisme de quelqu'un d'autre.⁴³¹ Les conséquences sont la désensibilisation, les pensées intrusives, l'hypervigilance accrue, la méfiance et la surprotection des enfants.⁴³² L'amélioration des pratiques de modération de contenu est essentielle pour éviter de perdre davantage de données en raison des modérateurs qui quittent la profession, afin qu'elles puissent être orientées pour améliorer la réponse. Dans un premier temps, on peut y parvenir en encourageant la création d'un environnement favorable, en améliorant la rémunération et en investissant dans le développement professionnel des employés afin de conserver et d'accroître leurs compétences.

Pratiques et procédures de modération du contenu d'OnlyFans

OnlyFans est une plateforme en ligne réservée aux personnes âgées de 18 ans ou plus, où des créateurs vérifiés partagent et monétisent leur contenu avec des utilisateurs vérifiés dans un environnement sûr. La plateforme adopte un certain nombre de bonnes pratiques pour protéger le bien-être des modérateurs :

- Les modérateurs sont recrutés directement, et non par l'intermédiaire d'un fournisseur tiers.
- Chaque modérateur a un mentor et commence par suivre un modérateur expérimenté. Une fois qu'il a acquis toutes les compétences nécessaires, un nouveau modérateur peut commencer à modérer le contenu de manière indépendante, en effectuant régulièrement des tests et des formations sur les risques nouveaux et émergents pour les utilisateurs.
- Le processus de contrôle de la qualité récompense la précision des modérateurs et non le volume de contenu examiné.
- Les manuels d'instructions aident les modérateurs à faire respecter les conditions d'utilisation d'OnlyFans.
- Les modérateurs peuvent transmettre les questions directement à l'équipe Safety Advocacy (Promotion de la sécurité), qui comprend du personnel juridique expérimenté et des membres de la direction. Cela permet aux modérateurs de bénéficier d'une aide supplémentaire et met l'accent sur l'exemple donné par la direction en matière de sécurité en ligne. L'équipe Safety Advocacy et les modérateurs communiquent par le biais d'un groupe de chat et d'un document de questions-réponses interactif partagé, garantissant ainsi une culture de collaboration.
- Lorsqu'un modérateur commet une erreur qui autorise un contenu interdit sur le site, l'équipe Safety Advocacy procède à une analyse des causes profondes afin d'en tirer des enseignements et ainsi d'améliorer les processus.⁴³³

Lorsque les modérateurs de contenu identifient des cas présumés d'exploitation et d'abus sexuels en ligne envers les enfants, ils en réfèrent généralement aux services de police pour qu'ils enquêtent. Le principal défi auquel cette profession est confrontée à l'échelle mondiale est lié au volume important et croissant de ces signalements.

En 2022, 68 % des cas de suspicion de matériels d'abus sexuels d'enfants (soit 399 739) signalés à INHOPE ont été transmis aux forces de l'ordre, ce qui représente une augmentation de 20 % par rapport à 2021.⁴³⁹ La même année, le NCMEC a transmis aux forces de l'ordre plus de 49 000 signalements urgents concernant des enfants en danger imminent.⁴⁴⁰ Les cinq pays vers lesquels le NCMEC effectue le plus de remontées n'ont pas changé depuis 2019, et le nombre de remontées reçues par pays a augmenté chaque année.

Tableau 4. Pays recevant le plus grand nombre de rapports de la CyberTipline du NCMEC

Pays	Nombre de signalements du NCMEC (2022)	(Nombre de signalements pour 1 000 citoyens)	2021	2020
Inde	5 675 324	4 ⁴³⁴	4 699 515	2 725 518
Philippines	2 576 182	22 ⁴³⁵	3 188 793	1 339 597
Bangladesh	2 145 098	12 ⁴³⁶	1 743 240	817 687
Pakistan	2 059 884	9 ⁴³⁷	2 030 801	1 288 513
Indonésie	1 878 011	7 ⁴³⁸	1 861 135	986 648

Les chiffres du tableau 4 ne signifient pas nécessairement que c'est dans ces pays que l'on dénombre la plus forte proportion de cas d'exploitation et d'abus sexuels sur enfants, car les auteurs utilisent souvent des serveurs proxys ou des dispositifs d'anonymat pour dissimuler leur localisation.⁴⁴¹ En outre, tous les signalements ne donnent pas lieu à une enquête. Les défis liés à la capacité, à l'aptitude et à la continuité de l'approche ont une incidence sur la capacité de la police à mener une action efficace. Par exemple, parmi les pays énumérés dans le tableau 4 :

- L'unité indonésienne de criminalistique numérique dispose de très peu de personnel pour trier et enquêter sur les cas provenant du pays, sans compter les besoins supplémentaires relatifs au tri et à l'évaluation des cas remontés par le NCMEC⁴⁴²
- Les forces de l'ordre aux Philippines connaissent une rotation et un renouvellement importants de leur personnel, ce qui rend difficile le maintien du niveau de compétences et de connaissances⁴⁴³
- Au Pakistan, les forces de l'ordre plaident en faveur de peines plus sévères et de la suppression de la liberté sous caution pour ces délits, car elles ont actuellement du mal à faire comparaître les délinquants devant les tribunaux.⁴⁴⁴

De nouveaux problèmes, tels que les volumes croissants d'images sexuelles « autoproduites », exacerbent les difficultés pour un certain nombre d'intervenants, car il leur est difficile de déterminer visuellement le contexte dans lequel le contenu a été produit. Cela signifie qu'un examen plus approfondi est généralement nécessaire, même pour les images qui peuvent s'avérer avoir été produites de manière consensuelle (ce qui est illégal dans certains pays). À long terme, il est essentiel de s'attaquer aux facteurs complexes à l'origine de l'augmentation du contenu à caractère sexuel « autoproduit » pour assurer la résilience du personnel. En attendant, des solutions technologiques telles que les classificateurs d'images « autoproduites » de Thorn peuvent contribuer à rationaliser l'évaluation du contenu, en réduisant la charge de travail de la police, des analystes et des modérateurs.

Classificateurs d'images « autoproduites » de Thorn

Le classificateur de Thorn s'appuie sur une image pour prédire si l'image a été « autoproduite » (par exemple, lorsqu'elle est prise en pose « selfie » traditionnelle) ou non. Le classificateur permet uniquement de déterminer si une image est « autoproduite », et non s'il s'agit de matériels d'abus sexuels d'enfants « autoproduits ». Il a été conçu pour être utilisé en conjonction avec un classificateur de matériels d'abus sexuels d'enfants, ou sur des matériels d'abus sexuels d'enfants connus, afin d'identifier le contenu « autoproduit ».

Thorn prévoit que ce classificateur sera utile dans l'ensemble de l'écosystème entourant la sécurité des enfants, car les tâches de hiérarchisation et de triage sont effectuées dans le cadre des flux de travail des forces de l'ordre, des ONG et des plateformes de l'industrie pour la modération du contenu. Ce classificateur pourrait également être utilisé (en plus d'autres signaux) pour détecter les cas de sextorsion d'enfants à des fins financières.⁴⁴⁵

Les outils automatisés peuvent jouer un rôle important dans la réduction de la charge de travail des intervenants, car ils permettent une évaluation rapide du contenu à grande échelle. En 2023, Open AI a invité des professionnels Confiance et Sécurité à utiliser Chat GPT-4 pour la modération en ligne spécifique à la plateforme, qui, selon elle, peut saisir les subtilités dans les longs documents stratégiques, s'adapter facilement aux changements stratégiques et étiqueter le contenu de manière cohérente.⁴⁴⁶ Des plateformes telles que TikTok utilisent déjà des outils automatisés à grande échelle. Dans son rapport de transparence pour le troisième trimestre 2022, TikTok a indiqué que sur les 111 millions de vidéos retirées de la plateforme en 2022, 48 % l'ont été grâce à des systèmes automatisés.⁴⁴⁷ Les outils réduisent également le volume de matériels d'abus sexuels d'enfants auxquels les modérateurs, les analystes et la police sont exposés.

Ces dernières années, les efforts se sont concentrés sur l'amélioration des classificateurs afin de détecter les « nouvelles » images d'abus sexuels sur enfants. Les classificateurs vidéo sont les moins avancés et assurent une précision plus faible, ce qui complique le triage automatisé.⁴⁴⁸ Sans innovation pour développer de nouvelles solutions, la pression sur les modérateurs et les analystes pourrait augmenter de manière significative, étant donné la proportion plus importante de vidéos qui sont signalées. Parmi les signalements de la Cyber Tipline reçus par le NCMEC en 2022, 88 millions contenaient des fichiers multimédias, dont 37 millions de vidéos.⁴⁴⁹

De nombreux classificateurs existants s'appuient sur de puissantes capacités d'apprentissage automatique et d'IA, qui s'améliorent rapidement. Des initiatives telles que le centre mondial « AI for Safer Children » (centre mondial de l'intelligence artificielle pour des enfants plus en sécurité), à l'intention des forces de l'ordre, aideront les parties prenantes à examiner le potentiel de l'IA.

Centre mondial « AI for Safer Children »

Le centre mondial « AI for Safer Children » est une initiative conjointe de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et du ministère de l'Intérieur des Émirats arabes unis. Il vise à favoriser la prévention, la détection et la poursuite des auteurs d'exploitation et d'abus sexuels en ligne envers les enfants au moyen de l'IA, et plus précisément en déployant les moyens suivants :

- Fournir des informations sur les outils d'IA actuels
- Aider les forces de l'ordre à identifier de nouveaux outils potentiels
- Prodiguer des conseils sur l'exploitation de l'IA pour les enquêtes et l'amélioration des flux de travail
- Créer une communauté regroupant les forces de l'ordre pour renforcer la communication et le travail en réseau.⁴⁵⁰

En juillet 2023, 89 États membres de l'ONU et 344 enquêteurs s'étaient inscrits au centre mondial. Certains de ces outils sont gratuits pour les forces de l'ordre des pays en développement. Lorsqu'un pays n'a pas les moyens d'acheter un outil d'IA, le ministère de l'Intérieur des Émirats arabes unis s'efforce de trouver une solution.⁴⁵¹

Les solutions technologiques dans la rationalisation de l'évaluation des matériels d'abus sexuels d'enfants jouent indéniablement un rôle essentiel. Cependant, il est important de rappeler que contrairement aux modérateurs, aux analystes et à la police, les outils automatisés ne peuvent actuellement pas prendre en compte le contexte sociétal ou linguistique plus large dans leur évaluation. Compte tenu de la complexité des tendances associées à l'exploitation et aux abus sexuels en ligne envers les enfants, les êtres humains continueront à jouer un rôle important dans les processus de modération et d'évaluation. Préserver leur bien-être doit donc être une priorité absolue.

Dans certains pays à revenu faible ou intermédiaire, des lacunes plus fondamentales persistent et ont un impact sur les intervenants d'un large éventail de professions. Sur les 13 pays n'étant pas connectés à la base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants (ICSE) d'Interpol, 12 sont des pays à revenu faible ou intermédiaire.⁴⁵² La connexion aux bases de données nationales et internationales est un facteur crucial pour garantir l'efficacité des enquêtes menées par les forces de l'ordre. En 2020, l'OMS a souligné que le manque de financement combiné à « l'insuffisance des capacités professionnelles » entravait les progrès en matière de prévention de la violence à l'encontre des enfants.⁴⁵³ De même, un rapport de l'UNICEF datant de 2022 a mis en évidence l'insuffisance des dépenses en matière d'éducation, de santé et de protection sociale, ce qui équivaut à un déficit de 860 dollars en moyenne par enfant.⁴⁵⁴ Le financement adéquat des systèmes de protection de l'enfance et de justice ainsi que l'investissement dans la professionnalisation de la police, des travailleurs sociaux et d'autres experts doivent être une priorité absolue pour les gouvernements. Ces mesures clés renforceront la résilience d'un personnel essentiel et diversifié qui s'engage à lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants.

Collaboration et action volontaires

La collaboration multisectorielle est particulièrement cruciale pour l'intégration d'approches fructueuses centrées sur les enfants et les victimes. Lorsque des cas d'exploitation et de maltraitance sont portés devant les tribunaux, les enfants et leurs tuteurs évoquent des procédures complexes et peu familières, ainsi que des situations intimidantes, comme le fait d'avoir à affronter les criminels en personne dans les salles d'audience.⁴⁵⁵ Le manque de coordination interinstitutionnelle et les lacunes en matière de continuité donnent aux survivants le sentiment d'être mal soutenus, voire de ne pas l'être du tout. Une collaboration plus étroite au sein des systèmes nationaux de police et de justice, fondée sur la consultation d'experts auprès des survivants, est nécessaire pour parvenir à une approche centrée sur l'enfant. Inspiré par les centres d'appui aux enfants (Children's Advocacy Centres) aux États-Unis,⁴⁵⁶ le modèle islandais Barnahus montre comment des interventions multidisciplinaires et inter-agences peuvent être organisées sous une même bannière et de manière adaptée aux enfants.⁴⁵⁷

Au niveau international, l'accord UNICEF-INTERPOL constitue une évolution positive pour 2023. Destiné à promouvoir des investissements plus importants et à coordonner les actions pour que les victimes et les survivants reçoivent le soutien dont ils ont besoin, l'engagement de coopération devrait stimuler les efforts des gouvernements pour parvenir à une meilleure harmonisation entre et au sein des institutions impliquées dans la riposte apportée à l'exploitation et aux abus sexuels en ligne envers les enfants.

Accord UNICEF-INTERPOL

En vertu de ce nouvel accord, les deux organisations internationales s'engagent à :

- soutenir la mise en place d'équipes spécialisées dans les enquêtes sur l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants, et renforcer l'efficacité des équipes existantes ;
- dispenser une formation avancée et un perfectionnement professionnel systématique afin que les forces de l'ordre disposent de connaissances et de compétences actualisées en matière d'identification des victimes et des auteurs d'infractions, de criminalistique numérique, d'entretiens adaptés aux enfants et aux survivants, et d'utilisation de la base de données ICSE d'INTERPOL ;
- promouvoir et faciliter de meilleures relations entre les forces de l'ordre, les services sociaux et les autres prestataires de services aux victimes afin que les victimes et les survivants bénéficient d'un soutien coordonné et pluridisciplinaire tout au long du processus de justice pénale et au-delà.⁴⁵⁸

Les initiatives multipartites qui rassemblent différents groupes impliqués dans la riposte constituent une tribune essentielle. Pour le moment, il s'agit d'une occasion manquée d'intégrer, d'amplifier et d'exploiter les voix des survivants pour proposer une réponse plus forte et centrée sur l'enfant dans l'ensemble de l'écosystème. De nombreuses organisations et de nouvelles initiatives visent à faire en sorte que les survivants mènent des actions de sensibilisation et fassent entendre leur voix :

- Le **Brave Movement** est un mouvement mondial centré sur les survivants qui lutte pour mettre fin à la violence sexuelle envers les enfants et souligne l'importance de la guérison, de la prévention et de la justice. Brave a renforcé la participation des survivants aux niveaux national et régional en plaidant continuellement en faveur de leur inclusion dans la prise de décision concernant les changements législatifs et systémiques relatifs aux abus sexuels sur enfants.⁴⁵⁹
- La **Marie Collins Foundation** a collaboré avec le groupe de porte-parole (survivants) pour les personnes ayant subi des abus facilités par la technologie, afin de co-développer des conseils sur la manière de promouvoir des pratiques de participation significatives dans le cadre du travail mené avec les survivants et les victimes, sur la manière de soutenir les enfants qui ont subi des agressions et sur la manière d'avoir des conversations sur les agressions en ligne avec les enfants.⁴⁶⁰
- **Chayn** est un projet mondial en ligne, dédié aux violences basées sur le genre et facilitées par les technologies, dirigé par des survivants, qui donne aux femmes et aux genres marginalisés les moyens de lutter contre la violence et l'oppression. La promotion de pratiques en ligne plus sûres est une priorité. En collaboration avec des survivants et en utilisant des approches tenant compte des traumatismes, Chayn élabore des guides et des campagnes qui s'attaquent aux abus commis contre les femmes à l'aide de la technologie.⁴⁶¹

En plus de maintenir la voix des enfants et des survivants au cœur de la réponse, une action et une collaboration volontaires plus larges restent nécessaires pour aider toutes les parties prenantes à partager leurs idées et à harmoniser leurs approches.

Tableau 5. Exemples de collaboration volontaire au niveau mondial pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants

Digital Trust and Safety Partnership	Créé en 2021, le Digital Trust and Safety Partnership élabore les bonnes pratiques du secteur sur les questions de confiance et de sécurité. S'appuyant sur l'expérience du secteur et l'engagement multisectoriel, le partenariat a publié un cadre de bonnes pratiques pour traiter les risques en ligne liés au contenu et à la conduite, ⁴⁶² suivi d'une évaluation en 2022 qui a examiné la mise en œuvre de ces pratiques par les membres. ⁴⁶³
Tech Coalition	La Tech Coalition est constituée d'entreprises technologiques internationales qui collaborent pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants. En plus des informations fournies au travers de son enquête annuelle auprès de ses membres, la coalition a lancé en juin 2022 un cadre volontaire pour la transparence à l'échelle de l'industrie (Voluntary Framework for Industry Transparency). ⁴⁶⁴ Elle fournit des conseils aux entreprises technologiques qui cherchent à instaurer la confiance et à faire preuve de responsabilité en fournissant des rapports transparents sur les efforts qu'elles déploient pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants.
Principes volontaires pour contrer l'exploitation et les abus sexuels en ligne à l'égard des enfants	Élaborés par le groupe participant à la Réunion des ministres des cinq nations (Five Country Ministerial) en consultation avec six grandes entreprises technologiques, les principes volontaires fournissent un cadre commun pour les approches du secteur visant à lutter contre l'exploitation et les abus sexuels sur enfants, et couvrent des questions telles que le grooming en ligne, la diffusion de contenu en direct, la transparence du secteur et les signalements. ⁴⁶⁵
WeProtect Global Alliance	WeProtect Global Alliance rassemble des experts parmi plus de 250 membres issus de gouvernements, du secteur privé, de la société civile et d'organisations intergouvernementales. Ensemble, ils élaborent des politiques et des solutions pour protéger les enfants contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne. L'Alliance crée un engagement politique et propose des approches pratiques pour rendre le monde numérique sûr et positif pour les enfants, en prévenant les abus sexuels et les agressions à long terme.



Les asymétries et les lacunes des cadres juridiques continuent d'entraver les enquêtes transfrontalières et les efforts plus larges visant à lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants. Parmi les exemples :

- Les différences dans les exigences visant la coopération des fournisseurs de services en ligne, qui peuvent retarder et compliquer les enquêtes des services de répression. Dans certains pays, la coopération n'est pas une obligation légale. Même dans les régions où elles sont obligatoires, les enquêtes peuvent être retardées par le manque de compréhension des entreprises à l'égard des exigences juridiques de leur juridiction. Selon les forces de l'ordre des Émirats arabes unis, il est souvent plus facile de passer par les agences des forces de l'ordre américaines plutôt que par les bureaux régionaux des entreprises de réseaux sociaux pour obtenir la coopération des grandes plateformes.⁴⁶⁶
- Les règles insuffisantes de conservation du contenu, qui empêchent l'accès à des preuves cruciales. Aux États-Unis, les entreprises sont tenues de conserver pendant 90 jours les contenus signalés à la CyberTipline du NCMEC.⁴⁶⁷ Compte tenu des volumes élevés de remontées et de la complexité des enquêtes, il est souvent nécessaire de garder les contenus bien au-delà de la période de conservation. Les incohérences au niveau mondial posent d'autres problèmes pour les enquêtes transfrontalières.
- Les différences de classification des matériels d'abus sexuels d'enfants constituent un obstacle majeur à l'élargissement de la portée de la base de données internationale d'INTERPOL sur l'exploitation sexuelle des enfants, qui n'est actuellement accessible aux forces de l'ordre que dans 68 pays du monde.⁴⁶⁸

Les exemples ci-dessus témoignent de la nécessité d'une harmonisation plus globale sur le plan législatif afin de favoriser une meilleure collaboration, qui sera également essentielle au succès des nouveaux régimes réglementaires. Toutefois, l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation nécessiteront beaucoup de temps et de ressources.

« Alors que la réponse législative mondiale arrive à maturité, il ne sera possible d'inverser les tendances actuelles en matière d'abus que si toutes les parties prenantes continuent à s'engager volontairement. »

Alors que la réponse législative mondiale arrive à maturité, il ne sera possible d'inverser les tendances actuelles en matière d'abus que si toutes les parties prenantes continuent à s'engager volontairement à collaborer, à partager des informations, à entreprendre des recherches et à faire entendre la voix des enfants et des survivants. Il est particulièrement important d'encourager les actions positives dans les juridictions et les secteurs non couverts par la réglementation Internet, et d'impliquer les fournisseurs de services dans des initiatives, telles que la recherche et la collaboration, qui vont au-delà de leurs obligations légales.

Conclusion

La recrudescence de l'exploitation et des abus sexuels en ligne envers les enfants et les nouvelles méthodes et nouveaux supports utilisés pour les commettre exigent une réponse rapide et innovante. Il incombe aux gouvernements, aux fournisseurs de services en ligne, à la société civile et aux organisations intergouvernementales de financer, de développer, d'intégrer et, surtout, d'harmoniser les approches centrées sur l'enfant afin d'en assurer la cohérence.

Comme le démontre le présent rapport, des mesures proactives et pratiques peuvent permettre de faire face au volume et à la complexité croissants des cas d'exploitation et d'abus sexuels en ligne envers les enfants. Les appels urgents à l'action invitent à investir dans des approches préventives de santé publique, à prendre en compte les droits et les perspectives des enfants lors de la création d'initiatives et à harmoniser la législation et la réglementation à l'échelle mondiale. En faisant place à l'innovation et à une certaine souplesse, la réponse pourra évoluer au même rythme que les nouvelles menaces et même les devancer. Combinées au principe de sécurité dès la conception, ces stratégies renforceront et consolideront la réponse et réduiront le risque à l'échelle mondiale, pour finalement protéger les enfants contre les abus sexuels et les préjudices à long terme.



Remerciements

WeProtect Global Alliance souhaite remercier les organisations et les personnes suivantes pour le soutien qu'elles ont apporté à l'élaboration de l'Évaluation mondiale de la menace 2023.

Comité directeur

Dr Albert Antwi-Boasiako	Ministère des Communications et de la Numérisation, gouvernement ghanéen
Annie Mullins OBE	TWELVE APP SAS (Yubo)
Danielle Lilly	ChildFund International
Dr Deborah Fry	Global Data Institute for Child Safety
John Shehan	National Center for Missing & Exploited Children
John Tanagho	IJM Center to End Online Sexual Exploitation of Children
Julia Fossi	Amazon Web Services
Julie Dawson	Yoti
Juliet Ohahuru-Obiora	Action Against Child Sexual Abuse Initiative (ACSAI)
Napol Woraprateep	Département d'application de la loi thaïlandais
Liz Thomas	Microsoft
Maria Oliveria Tamellini	GamerSafer
Paul Schmite	Gouvernement français
Dr Rebecca Fix	John Hopkins Bloomberg of Public Health
Rhiannon McDonald	Marie Collins Foundation

Auteurs

WeProtect Global Alliance



WeProtect Global Alliance rassemble des experts issus de plus de 250 membres des gouvernements, des entreprises du secteur privé et des organisations de la société civile. Ensemble, ils analysent des problèmes complexes et élaborent des politiques et des solutions pour protéger les enfants contre les abus sexuels en ligne. www.weprotect.org

PA Consulting



PA Consulting croit au pouvoir de l'ingéniosité pour construire un avenir humain positif. Cette idée nous unit et nous inspire lorsque nous nous associons à des dirigeants passionnés et tournés vers l'avenir. Nous combinons pensée innovante et technologies de pointe, afin de conduire une innovation de bout en bout. Nos clients s'adaptent et se transforment, et ensemble nous obtenons des résultats durables. www.paconsulting.com

Partenaires

Crisp, entreprise appartenant à Kroll



Crisp est l'un des principaux fournisseurs de technologies de sécurité en ligne et de services de veille sur les risques. Crisp contribue à la sécurité des expériences du quotidien en ligne de plus de deux milliards d'utilisateurs, dont environ 450 millions d'enfants. www.crispthinking.com

Les analyses de Crisp comprennent des données recueillies entre janvier 2023 et juin 2023 et proviennent d'un large éventail de sources : Dark Web, Web profond, Web de surface, réseaux sociaux et jeux. Les données sont présentées dans des encadrés tout au long du rapport.

Contributeurs

Outre notre comité directeur, WeProtect Global Alliance souhaite remercier l'ensemble des organisations et personnes qui ont soutenu l'élaboration de l'Évaluation mondiale de la menace.

Les organisations suivantes ont fourni des données primaires pour alimenter nos recherches :

Economist Impact

Economist Impact allie la rigueur d'un groupe de réflexion à la créativité d'une marque médiatique pour mobiliser un auditoire influent à l'échelle mondiale, en établissant des partenariats avec des sociétés, des fondations, des ONG et des gouvernements sur des thèmes majeurs tels que le développement durable, la santé et l'évolution de la mondialisation, afin de favoriser le changement et le progrès. www.impact.economist.com

La méthodologie et les résultats de l'enquête menée par Economist Impact auprès de parents sont détaillés dans un rapport séparé.

#MyVoiceMySafety – Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants (en partenariat avec l'Alliance)

Le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants est un bureau de défense local indépendant œuvrant pour la prévention et l'élimination de toutes les formes de violence à l'encontre des enfants, en mobilisant l'action et le soutien politique.

Mené par WeProtect Global Alliance en collaboration avec le Secrétaire général des Nations Unies en charge de la question de la violence à l'encontre des enfants, le sondage #MyVoiceMySafety cherche à mieux comprendre les complexités de la sécurité en ligne du point de vue des jeunes. Les conclusions de ce rapport portent sur les expériences de 650 enfants et jeunes adolescents âgés de 7 à 18 ans, originaires d'Afrique, d'Asie, d'Europe, du Moyen-Orient, d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud.

Pour plus de détails sur l'étude, cliquez ici.

« Help us to help you » – Suojellaan Lapsia, Protect Children ry

Suojellaan Lapsia, Protect Children ry est une organisation non gouvernementale (ONG) à but non lucratif, basée en Finlande, qui rassemble des spécialistes de la sécurité des enfants afin de mener des recherches scientifiques, d'informer et d'élaborer des méthodes de prévention et de soutien fondées sur des données probantes, et de plaider en faveur d'une plus grande protection des enfants. www.suojellaanlapsia.fi

Suojellaan Lapsia a fourni des données primaires issues de son enquête anonyme sur le Dark Web « Help us to help you ». Publiée en décembre 2020, l'enquête est disponible en 21 langues. Les personnes interrogées ont été recrutées sur la base du volontariat après qu'elles ont recherché des matériels d'abus sexuels d'enfants. Au moment de la réception des données, le 27 juin 2023, l'enquête avait été ouverte 345 387 fois et 12 720 personnes y avaient répondu. Les résultats de l'enquête Suojellaan Lapsia sur le Dark Web sont cités tout au long du rapport.

Child Rescue Coalition

La Child Rescue Coalition (CRC) est une organisation à but non lucratif basée aux États-Unis qui développe des technologies et apporte son soutien aux forces de l'ordre pour traquer, arrêter et poursuivre les individus qui abusent sexuellement des enfants et les exploitent. www.childrescuecoalition.org

La CRC a fourni des données primaires provenant d'un agent sous couverture opérant sur un réseau crypté de bout en bout « basé sur une application » afin d'étayer cette évaluation. Les résultats sont inclus dans le chapitre « Agressions ».

Tech Coalition

La Tech Coalition est une alliance d'entreprises technologiques internationales qui travaillent ensemble pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels en ligne envers les enfants en mettant en commun leurs connaissances, en améliorant les compétences de leurs membres et en renforçant tous les maillons de la chaîne.

Gérée par WeProtect Global Alliance et la Tech Coalition, l'enquête de la Tech Coalition donne un aperçu direct des stratégies employées par les 31 entreprises membres de la Tech Coalition dans leurs efforts déployés pour détecter et signaler les matériels d'abus sexuels d'enfants.

De plus amples informations sur la Tech Coalition sont disponibles ici.

Disrupting Harm – UNICEF, ECPAT, INTERPOL, et Safe Online (Partenariat mondial pour l'élimination de la violence envers les enfants)

Disrupting Harm est un projet de recherche à grande échelle qui fournit des informations uniques sur la manière dont l'exploitation et les abus sexuels en ligne sur enfants se manifestent dans 13 pays, ainsi que des feuilles de route sur mesure permettant aux pays de renforcer leurs systèmes de prévention et de réponse. Le projet a été financé par le Partenariat mondial pour l'élimination de la violence envers les enfants et la recherche a été menée par ECPAT International, INTERPOL, et le Bureau mondial de recherche et de prospective de l'UNICEF – Innocenti. www.end-violence.org/disrupting-harm.

Des informations spécifiques à chaque région, tirées de la section comportant les « Conversations avec les survivants » du rapport Disrupting Harm d'ECPAT, ont été fournies pour ce rapport. Cette étude évalue les enfants qui créent et partagent des photos ou des vidéos à caractère sexuel et font pression sur d'autres enfants pour en obtenir en Asie de l'Est et dans le Pacifique, ainsi qu'en Afrique orientale et australe. Les résultats sont inclus dans le chapitre « L'enfant ».

Les organisations et les personnes ci-dessous ont offert leurs connaissances pour guider cette recherche :

Aylo	International Justice Mission
Brave Movement	Ministère de l'Intérieur des Émirats arabes unis
Centre canadien de protection de l'enfance (C3P)	National Center for Missing & Exploited Children (États-Unis)
Child Rescue Coalition	National Crime Agency (Royaume-Uni)
Dr Elena Martellozzo	OnlyFans
Dr Michael Seto	Policía Federal de Argentina
Dr Saeed Aldhaferi	Policing Institute for the Eastern Region
ECPAT International	Plateforme polonaise pour la sécurité intérieure
Partenariat mondial pour l'élimination de la violence envers les enfants	Thorn
Commissaire à l'e-sécurité	Ministère britannique des Sciences, de l'Innovation et de la Technologie du gouvernement britannique
Google	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Le soutien apporté à l'élaboration du rapport, en tant que membre du comité de pilotage ou contributeur, n'implique pas l'approbation (en partie ou en totalité) du contenu de ce rapport.

Ce rapport a été rédigé par Shailey Hingorani, Maddi Gore et Natalia Greene.

Glossaire

Terme	Définition
Garantie de l'âge	La garantie de l'âge est un terme collectif désignant l'ensemble des techniques utilisées pour estimer, vérifier ou évaluer l'âge d'un individu. ⁴⁶⁹
Matériels d'abus sexuels d'enfants de catégorie A	Images impliquant une activité sexuelle avec pénétration ; images impliquant une activité sexuelle avec un animal, ou sadisme. ⁴⁷⁰
Matériels d'abus sexuels d'enfants de catégorie B	Images impliquant une activité sexuelle sans pénétration. ⁴⁷¹
Matériels d'abus sexuels d'enfants de catégorie C	Autres images indécentes ne relevant pas des catégories A ou B. ⁴⁷²
Cisgenre	Se dit d'une personne, est en rapport avec une personne ou est propre à une personne dont l'identité de genre correspond au sexe qu'elle avait ou qui avait été identifié à sa naissance. ⁴⁷³
Dark Web	Le terme Dark Web fait référence au contenu en ligne chiffré qui n'est pas indexé par les moteurs de recherche conventionnels. L'accès au Dark Web ne peut se faire qu'à l'aide de navigateurs spécifiques, tels que le navigateur TOR. ⁴⁷⁴
Web profond	Partie du Web qui n'est pas indexée ou consultable par les moteurs de recherche ordinaires. Les utilisateurs doivent se connecter ou disposer de l'URL ou de l'adresse IP spécifique pour trouver et accéder à un site Web ou à un service particulier. ⁴⁷⁵
Consommateur de contenus fétichistes	Consommateurs ayant une obsession spécifique qui regardent ou collectionnent des contenus pour satisfaire sexuellement leur obsession (comme les pieds, les chaussures, les coupes de cheveux) ; ces contenus représentent des enfants. Il s'agit d'une sous-catégorie de contenu présentant un intérêt pour les prédateurs » (COITP, content of interest to predators), car le contenu ne sexualise pas l'enfant, mais il est consommé à des fins de gratification sexuelle.
Listes de hachage	Une liste de hachage contient un catalogue spécial de hachages qui agissent comme une empreinte digitale ou une étiquette qui identifie une image confirmée d'abus sexuel sur enfant. ⁴⁷⁶
Correspondance de hachage	Un algorithme connu sous le nom de fonction de hachage est utilisé pour calculer une empreinte, connue sous le nom de hachage, à partir d'un fichier. La comparaison d'un tel hachage avec un autre hachage stocké dans une base de données est appelée correspondance de hachage. Dans le contexte de la sécurité en ligne, la correspondance de hachage peut être un moyen essentiel de détecter des images et vidéos illégales ou autrement préjudiciables. ⁴⁷⁷

Exploitation et abus sexuels basés sur des images	Les catégories d'exploitation et d'abus sexuels sur enfants basés sur des images comprennent : les images d'abus sexuels sur enfants produites par des adultes, les images prises/fabriquées sans consentement par d'autres jeunes, les images partagées sans consentement par des adultes ou d'autres jeunes, et le partage volontaire et illégal avec des adultes (par exemple, le grooming, la diffusion en direct, l'exploitation sexuelle à des fins commerciales). ⁴⁷⁸
Services d'hébergement d'images	Un service d'hébergement d'images permet aux utilisateurs de charger des images qui sont ensuite disponibles via une URL unique. Cette URL peut être utilisée pour créer des liens en ligne ou être intégrée dans d'autres sites Web, forums et sites de réseaux sociaux. ⁴⁷⁹
Incel	Les Incels (terme désignant ceux qui s'identifient comme célibataires involontaires) sont le plus souvent des hommes hétérosexuels qui pensent être rejetés sexuellement par les femmes en raison de leur patrimoine génétique et de l'avènement du féminisme. La vision du monde qu'ont les Incels est centrée sur le droit, l'infériorité des femmes et le fatalisme. ⁴⁸⁰
Intersectionnalité	Le concept d'intersectionnalité décrit la manière dont les systèmes d'inégalité fondés sur le genre, la race, l'appartenance ethnique, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, le handicap, la classe sociale et d'autres formes de discrimination se croisent pour créer des dynamiques et des effets uniques. ⁴⁸¹
Réseaux peer-to-peer	Les réseaux peer-to-peer sont gratuits et accessibles au public pour les personnes qui téléchargent un logiciel qui connecte leur ordinateur à d'autres utilisateurs (ou pairs) du réseau. Ils contiennent des millions d'utilisateurs dans le monde entier qui utilisent ces réseaux pour partager et obtenir un accès gratuit à de la musique, des films et d'autres médias populaires. ⁴⁸²
Attaques par phishing	Les attaques par phishing (hameçonnage) se produisent lorsque des attaquants tentent de tromper les utilisateurs en leur faisant faire quelque chose qu'il ne faut pas faire, comme cliquer sur un mauvais lien qui téléchargera un logiciel malveillant ou les dirigera vers un site Web douteux. Le phishing peut s'opérer par le biais d'un message texte, des réseaux sociaux ou par téléphone, mais le terme phishing est principalement utilisé pour décrire les attaques qui arrivent par e-mail. ⁴⁸³
Sextorsion (financière) et coercition d'enfants	Comme le précisent les « Luxembourg Guidelines », la sextorsion consiste à faire chanter une personne à l'aide d'images « autoproduites » de cette personne afin de lui extorquer des faveurs sexuelles, de l'argent ou d'autres avantages en la menaçant de partager le contenu sans le consentement de la personne représentée ⁴⁸⁴ (par exemple, en publiant des images sur les réseaux sociaux).
Web de surface	Il s'agit de ce à quoi les utilisateurs d'Internet accèdent dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Il est accessible au grand public à l'aide de moteurs de recherche standard et peut être consulté à l'aide de navigateurs Web standard qui ne nécessitent pas de configuration particulière. ⁴⁸⁵
Images virales	Si une vidéo, une image ou une histoire devient virale, elle se propage rapidement et à grande échelle sur Internet par le biais des réseaux sociaux et des e-mails. ⁴⁸⁶
Filigrane numérique	Un filigrane numérique est un logo, un texte ou une signature superposé à une photographie. ⁴⁸⁷

References

- 1 CyberTipline 2022 Report (National Center for Missing and Exploited Children, 2023) Accessed from: <https://www.missingkids.org/cybertiplinedata> 16/08/2023
- 2 Data received from the National Center for Missing and Exploited Children 31/07/2023
- 3 Disrupting Harm Data Insight 2 (ECPAT International and UNICEF Office of Research – Innocenti, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-05/DH-data-insight-2_FinalB%282%29.pdf 16/08/2023
- 4 Disrupting Harm (ECPAT, INTERPOL UNICEF, and End Violence Against Children, 2022) Accessed from: <https://www.end-violence.org/disrupting-harm> 15/08/2023
- 5 Estimates of childhood exposure to online sexual harms and their risk factors (WeProtect Global Alliance and Economist Impact, 2021) Accessed from: <https://www.weprotect.org/economist-impact-global-survey/> 15/08/2023
- 6 Extended Reality technologies and child sexual exploitation and abuse (WeProtect Global Alliance, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/library/extended-reality-technologies-and-child-sexual-exploitation-and-abuse/> 18/08/2023
- 7 20,000 reports of coerced 'self-generated' sexual abuse imagery seen in first half of 2022 show 7- to 10-year-olds (IWF, 2022) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/news-media/news/20-000-reports-of-coerced-self-generated-sexual-abuse-imagery-seen-in-first-half-of-2022-show-7-to-10-year-olds/> 15/08/2023
- 8 Analysis by age, Annual Report 2022 (IWF, 2023) Accessed from: <https://annualreport2022.iwf.org.uk/trends-and-data/analysis-by-age/> 15/08/2023
- 9 Sexually Coerced Extortion or 'Sextortion' Help & Support (Internet Watch Foundation, n.d.) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/resources/sextortion/> 17/08/2023
- 10 Online Grooming: Examining risky encounters amid everyday digital socialization (Thorn, 2022) Accessed from: https://info.thorn.org/hubfs/Research/2022_Online_Grooming_Report.pdf 16/08/2023
- 11 #MyVoiceMySafety: Children and young people's perspectives on online safety and online sexual harms (WeProtect Global Alliance and the UN Secretary General on Violence Against Children, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/youth-consultation-survey/> 21/08/2023
- 12 Child sexual abuse prevention – the strategies of protective mothers and fathers: a systematic review (Guggisberg, M. et al., 2021) Accessed from: <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13229400.2021.2009366> 21/08/2023
- 13 Disrupting Harm in Uganda: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2021) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2021-11/DH_Uganda_ONLINE_final%20Report.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Kenya: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-12/DH%20Kenya%20Report_Revised30Nov2022.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Ethiopia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-12/DH_Ethiopia_ONLINE_final%20251122.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Vietnam: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-08/DH_Viet%20Nam_ENG_ONLINE.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Namibia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-09/DH_Namibia_2_1.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Indonesia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-11/DH_Indonesia_ONLINE_final%20rev%20071022_11.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Malaysia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-09/DH_Malaysia_ONLINE_FINAL.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in the Philippines: Evidence on online child sexual exploitation and abuse. (ECPAT, INTERPOL and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-12/DH_Philippines_ONLINE_FINAL%20251122.pdf 16/08/2023
- Disrupting Harm in Thailand: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-12/DH_Thailand_ONLINE_final%20251122.pdf 16/08/2023
- Disrupting Harm in Mozambique [SNAPSHOT]: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL and UNICEF, 2022) Accessed from: <https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-10/2027%20DH%20MOZAMBIQUE%20REPORT%20ENGLISH%20VERSION.pdf> 02/08/2023
- Disrupting Harm in South Africa: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL and UNICEF, 2022) Accessed from: <https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-11/2028%20DH%20SOUTH%20AFRICA%20REPORT%20%281%29.pdf> 21/08/2023
- 14 An Analysis of Financial Sextortion Victim Posts Published on r/Sextortion (Canadian Centre for Child Protection, 2022) Accessed from: <https://protectchildren.ca/en/resources-research/an-analysis-of-financial-sextortion-victim-posts-published-on-sextortion/> 15/08/2023

- 15 Global Boys Initiative Case Study: Bolivia (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-bolivia/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: Colombia (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-colombia/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: United Kingdom (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-uk/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: Namibia (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-namibia/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: Morocco (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-morocco/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: Thailand (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/global-boys-initiative-case-study-thailand/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: South Korea (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/global-boys-initiative-case-study-south-korea/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: Cambodia (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/global-boys-initiative-case-study-cambodia/> 02/08/2023
- 16 The United Nations Convention on the Rights of the Child (n.d.) Accessed from: <https://www.savethechildren.net/united-nations-convention-rights-child#:~:text=THE%20UNCRC%20IS%20AT%20THE,United%20States%2C%20has%20ratified%20it> 16/08/2023
- 17 New Online Safety Act commences (Australian Government Department of Infrastructure, Transport, Regional Development, Communications and the Arts, 2022) Accessed from: <https://www.infrastructure.gov.au/department/media/news/new-online-safety-act-commences>
- 18 Online Safety and Media Regulation Act 2022 (Irish Government Department of Tourism, Culture, Arts, Gaeltacht, Sport and Media, 2023) Accessed from: <https://www.gov.ie/en/publication/d8e4c-online-safety-and-media-regulation-bill/> 21/08/2023
- 19 Nigeria: Regulation Of Online Platforms In Nigeria: Draft Code Of Practice For Interactive Computer Service Platforms/Internet Intermediaries (Mondaq, 2022) Accessed from: <https://www.mondaq.com/nigeria/social-media/1206074/regulation-of-online-platforms-in-nigeria-draft-code-of-practice-for-interactive-computer-service-platformsinternet-intermediaries#:~:text=On%20J-une%2013%2C%202022%2C%20the%20National%20Information%20Te> 21/08/2023
- 20 Regulation (EU) 2022/2065 of the European Parliament and of the Council of 19 October 2022 on a Single Market For Digital Services and amending Directive 2000/31/EC (Digital Services Act) (Official Journal of the European Union, 2022) Accessed from: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=OJ:L:2022:277:FULL> 21/08/2023
- 21 New law puts pressure on private stakeholders to protect children vs online sexual abuse (CNN Philippines, 2022) Accessed from: <https://www.cnnphilippines.com/news/2022/8/3/Online-sexual-abuse-children-protection-law-Hontiveros.html> 21/08/2023
- 22 Singapore Introduces New Law for Online Safety (Bird&Bird, 2022) Accessed from: <https://www.twobirds.com/en/insights/2022/singapore/singapore-introduces-new-law-for-online-safety> 21/08/2023
- 23 Governor Newsom Signs First-in-Nation Bill Protecting Children's Online Data and Privacy (Office of Governor Gavin Newsom, 2022) Accessed from: <https://www.gov.ca.gov/2022/09/15/governor-newsom-signs-first-in-nation-bill-protecting-childrens-online-data-and-privacy/#:~:text=AB%202273%20by%20Assemblymember%20Buffy%20Wicks%20%28D-Oakland%29%20and,protect%20children%E2%80%99s%20mental%20and%20physi> 21/08/2023
- 24 Online Safety Act 2018 (The Laws of Fiji, 2019) Accessed from: <https://laws.gov.fj/Acts/DisplayAct/2462> 21/08/2023
- 25 Online Harms: A comparative analysis (Linklaters, 2021) Accessed from: https://lpscdn.linklaters.com/-/media/digital-marketing-image-library/files/01_insights/thought-leadership/2021/april/online-harms---a-comparative-analysis.ashx?rev=1c44d739-086d-400a-8f94-508a23148e5e&extension=pdf&hash=63F3E4D64476F056E124CD70774B33A8 21/08/2023
- 26 Harmful Digital Communications Act 2015 (Parliamentary Counsel Office, 2022) Accessed from: <https://www.legislation.govt.nz/act/public/2015/0063/latest/whole.html> 21/08/2023
- 27 Highlights of the proposed Digital India Act, 2023 (The Hindu, 2023) Accessed from: <https://www.thehindu.com/news/national/explained-highlights-of-the-proposed-digital-india-act-2023/article66613508.ece> 21/08/2023
- 28 Obligations under the proposed child sexual abuse material (CSAM) regulation and its effect on online security and privacy risks (European Parliament, 2023) Accessed from: https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/P-9-2023-000946_EN.html 21/08/2023
- 29 Online Safety Bill (UK Government Department for Digital, Culture, Media and Sport, 2022) Accessed from: <https://publications.parliament.uk/pa/bills/cbill/58-03/0004/220004.pdf> 21/08/2023
- 30 Email received from Ernie Allen OBE, 28/07/2023
- 31 Senate panel advances bills to boost children's safety online (The Washington Post, 2022) Accessed from: <https://www.washingtonpost.com/technology/2022/07/27/senate-child-safety-bill/> 21/08/2023
- 32 Legislating for the digital age (Unicef, 2022) Accessed from: <https://www.unicef.org/reports/legislating-digital-age>
- 33 INTERPOL and UNICEF sign cooperation agreement to address child sexual exploitation and abuse (UNICEF, 2023) Accessed from: <https://www.unicef.org/press-releases/interpol-and-unicef-sign-cooperation-agreement-address-child-sexual-exploitation-and> 21/08/2023
- 34 Safeguarding Childhood: An Assessment of Funding to Prevent and End Child Sexual Abuse. FP Analytics in collaboration with World Vision International (September 2023) [Embargoed copy]
- 35 Generative AI: Now is the Time for Safety By Design (Thorn, 2023) Accessed from: <https://www.thorn.org/blog/now-is-the-time-for-safety-by-design/> 17/08/2023
- 36 The VPA Approach (World Health Organization, n.d.) Accessed from: <https://www.who.int/groups/violence-prevention-alliance/approach> 14/08/2023
- 37 Using a Public Health Approach to Prevent Child Sexual Abuse by Targeting Those at Risk of Harming Children (Cant, R. et al., 2022) Accessed from: <https://link.springer.com/article/10.1007/s42448-022-00128-7> 16/08/2023
- 38 Legislating for the digital age (Unicef, 2022) Accessed from: <https://www.unicef.org/reports/legislating-digital-age> 17/08/2023
- 39 Safeguarding freedom of expression and access to information: guidelines for a multistakeholder approach in the context of regulating digital platforms (Unesco, 2023) Accessed from: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384031.locale=en> 17/08/2023
- 40 Guidelines for Medico-Legal Care for Victims of Sexual Violence: Child Sexual Abuse (World Health Organisation, 2003) Accessed from: https://www.who.int/violence_injury_prevention/publications/violence/med_leg_guidelines/en/ 19/04/2021
- 41 Terminology Guidelines for the Protection of Children from Sexual Exploitation and Sexual Abuse (ECPAT, 2016) Accessed from: https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Children/SR/TerminologyGuidelines_en.pdf 25/05/2021

- 42 Terminology Guidelines for the Protection of Children from Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Interagency Working Group on Sexual Exploitation of Children, 2016) Accessed from: https://www.ecpat.org/wp-content/uploads/2016/12/Terminology-guidelines_ENG.pdf 23/07/2021
- 43 Number of internet and social media users worldwide as of April 2023 (Statista, 2023) Accessed from: <https://www.statista.com/statistics/617136/digital-population-worldwide/> 15/08/2023
- 44 Youth Internet use (International Telecommunication Union, 2022) Accessed from: <https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/2022/11/24/ff22-youth-internet-use/> 15/08/2023
- 45 Children and Parents: Media Use and Attitudes (Ofcom, 2023) Accessed from: https://www.ofcom.org.uk/__data/assets/pdf_file/0027/255852/childrens-media-use-and-attitudes-report-2023.pdf 15/08/2023
- 46 Estimates of childhood exposure to online sexual harms and their risk factors (WeProtect Global Alliance and Economist Impact, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/economist-impact-global-survey/> 15/08/2023
- 47 Disrupting Harm (ECPAT, INTERPOL UNICEF, and End Violence Against Children, 2022) Accessed from: <https://www.end-violence.org/disrupting-harm> 15/08/2023
- 48 Child sexual abuse images and youth produced images: The varieties of Image-based Sexual Exploitation and Abuse of Children (Finkelhor D. et al., 2023) Accessed from: <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0145213423002508>
- 49 "All of Me Is Completely Different": Experiences and Consequences Among Victims of Technology-Assisted Child Sexual Abuse (Joley M. et al., 2020) Accessed from: <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpsyg.2020.606218>
- 50 Annual research review: Harms experienced by child users of online and mobile technologies: the nature, prevalence and management of sexual and aggressive risks in the digital age (Livingstone S. and Smith P., 2014) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/24438579/> 06/08/2023
- 51 Technology assisted child sexual abuse in the UK: Young people's views on the impact of online sexual abuse (Hamilton-Giachritsis, C. et al., 2020) Accessed from: <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0190740920306356> 06/08/2023
- Online sexual abuse of adolescents by a perpetrator met online: a cross-sectional study (Jonsson, L. et al., 2019) Accessed from: <https://capmh.biomedcentral.com/articles/10.1186/s13034-019-0292-1> 06/08/2023
- Social Anxiety as a Consequence of Non-consensually Disseminated Sexually Explicit Media Victimization (Campbell, J. et al., 2022) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33107385/> 06/08/2023
- 52 Everyone deserves to be happy and safe" A mixed methods study exploring how online and offline child sexual abuse impact young people and how professionals respond to it (Hamilton-Giachritsis, C. et al., 2017) Accessed from: https://www.researchgate.net/publication/326827010_Everyone_deserves_to_be_happy_and_safe_A_mixed_methods_study_exploring_how_online_and_offline_child_sexual_abuse_impact_young_people_and_how_professionals_respond_to_it 06/08/2023
- 53 The impacts of child sexual abuse: A rapid evidence (Independent Inquiry Into Child Sexual Abuse, 2017) Accessed from: <https://www.iicsa.org.uk/reports-recommendations/publications/research/impacts-csa.html> 06/08/2023
- 54 Reactions to the disclosure of intrafamilial childhood sexual abuse: Findings from the National Sexual Assault Online Hotline (Elliott, S. et al., 2022) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/35278820/> 17/08/2023
- 55 A cross-national study of direct and indirect effects of cyberbullying on cybergrooming victimization via self-esteem (Wachs S. et al., 2016) Accessed from: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1135755X1600004X> 05/08/2023
- 56 20,000 reports of coerced 'self-generated' sexual abuse imagery seen in first half of 2022 show 7- to 10-year-olds (IWF, 2022) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/news-media/news/20-000-reports-of-coerced-self-generated-sexual-abuse-imagery-seen-in-first-half-of-2022-show-7-to-10-year-olds/> 15/08/2023
- 57 Analysis by age, Annual Report 2022 (IWF, 2023) Accessed from: <https://annualreport2022.iwf.org.uk/trends-and-data/analysis-by-age/> 15/08/2023
- 58 Analysis by age, Annual Report 2022 (IWF, 2023) Accessed from: <https://annualreport2022.iwf.org.uk/trends-and-data/analysis-by-age/> 15/08/2023
- 59 Primary data provided by Suojellaan Lapsia from 'Help us to help you' dark web survey 27/06/2023
- 60 Parents' experiences of their children's exposure to online sexual harms: A study of parents/guardians in Latin America and Sub-Saharan Africa (Economist Impact, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/economist-impact-parents-survey/> 21/08/2023
- 61 Mind the Gap: Parental awareness of children's exposure to risks online (eSafety Commissioner, 2022) Accessed from: <https://www.esafety.gov.au/sites/default/files/2022-02/Mind%20the%20Gap%20-%20Parental%20awareness%20of%20children%27s%20exposure%20to%20risks%20online%20-%20FINAL.pdf> 15/08/2023
- 62 #MyVoiceMySafety: Children and young people's perspectives on online safety and online sexual harms (WeProtect Global Alliance and the UN Secretary General on Violence Against Children, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/youth-consultation-survey/> 21/08/2023
- 63 Jack Changes the Game (Australian Center to Counter Child Exploitation, n.d.) Accessed from: <https://www.acce.gov.au/resources/parents-carers/jack-changes-game> 15/08/2023
- 64 Disrupting Harm Data Insight 1 (UNICEF Office of Research – Innocenti, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-05/DH-data-insight-1_Final%281%29.pdf 15/08/2023
- 65 Estimates of childhood exposure to online sexual harms and their risk factors (WeProtect Global Alliance and Economist Impact, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/economist-impact-global-survey/> 15/08/2023
- Enhancing police and industry practice (Middlesex University, 2022) Accessed from: <https://eprints.mdx.ac.uk/22038/> 05/08/2023
- Black Youth Beyond the Digital Divide: Age and Gender Differences in Internet Use, Communication Patterns, and Victimization Experiences (Tynes B. and Mitchell K., 2014) Accessed from: <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0095798413487555?journalCode=jbpa> 05/08/2023
- A crossnational study of direct and indirect effects of cyberbullying on cybergrooming victimization via self-esteem (Wachs, S. et al., 2016) Accessed from: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1135755X1600004X> 05/08/2023
- Child sexual abuse revisited: a population-based cross-sectional study among Swiss adolescents (Mohler-Kuo, M. et al., 2014) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/24182941/> 05/08/2023
- 66 Predictors of unwanted exposure to online pornography and online sexual solicitation of youth (Chang F. et al., 2016) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/25179645/> 05/08/2023
- 67 Sextortion Among Adolescents: Results From a National Survey of U.S. Youth (Patchin, J. and Hinduja, S., 2020) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/30264657/> 06/08/2023
- 68 An Analysis of Financial Sextortion Victim Posts Published on r/Sextortion (Canadian Centre for Child Protection, 2022) Accessed from: <https://protectchildren.ca/en/resources-research/an-analysis-of-financial-sex-tortion-victim-posts-published-on-sex-tortion/> 15/08/2023

- 69 Analysis by sex, Annual report 2022 (IWF, 2023) Accessed from: <https://annualreport2022.iwf.org.uk/trends-and-data/analysis-by-sex/> 15/08/2023
- 70 Annual report 2022 (INHOPE, 2023) Accessed from: <https://inhope.org/media/pages/articles/annual-reports/14832daa35-1687272590/inhope-annual-report-2022.pdf> 15/08/2023
- 71 #MyVoiceMySafety: Children and young people's perspectives on online safety and online sexual harms (WeProtect Global Alliance and the UN Secretary General on Violence Against Children, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/youth-consultation-survey/> 21/08/2023
- 72 Primary data provided by Suojellaan Lapsia from 'Help us to help you' dark web survey, 27/06/2023
- 73 Global Boys Initiative Case Study: Bolivia (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-bolivia/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: Colombia (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-colombia/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: United Kingdom (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-uk/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: Namibia (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-namibia/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: Morocco (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-morocco/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: Thailand (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/global-boys-initiative-case-study-thailand/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: South Korea (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/global-boys-initiative-case-study-south-korea/> 02/08/2023
- Global Boys Initiative Case Study: Cambodia (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/global-boys-initiative-case-study-cambodia/> 02/08/2023
- 74 Estimates of childhood exposure to online sexual harms and their risk factors (WeProtect Global Alliance and Economist Impact, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/economist-impact-global-survey/> 15/08/2023
- 75 Global Threat Assessment 2021 (WeProtect Global Alliance, 2021) Accessed from: <https://www.weprotect.org/global-threat-assessment-21/> 15/08/2023
- 76 Self-Generated Child Sexual Abuse Material: Youth Attitudes and Experiences in 2021 (Thorn, 2022) Accessed from: https://info.thorn.org/hubfs/Research/Thorn_SG-CSAM_Monitoring_2021.pdf 10/08/2023
- 77 Understanding Child Sexual Abuse in Black and Minoritised Communities (Gill, A., 2023) Accessed from: <https://www.springernature.com/gp/researchers/the-source/blog/blogposts-communicating-research/understanding-child-sexual-abuse-in-black/24008838> 15/08/2023
- 78 Institutional Responses to Child Sexual Abuse in Ethnic Minority Communities (Hurcombe, R. et al., 2023) Accessed from: https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-031-06337-4_7 15/08/2023
- 79 Understanding Child Sexual Abuse in Black and Minoritised Communities (Gill, A., 2023) Accessed from: <https://www.springernature.com/gp/researchers/the-source/blog/blogposts-communicating-research/understanding-child-sexual-abuse-in-black/24008838> 15/08/2023
- 80 Sexual Victimization in the Digital Age: A Population-Based Study of Physical and Image-Based Sexual Abuse Among Adolescents (Pedersen W. et al., 2023) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/35059946/> 16/08/2023
- Estimates of childhood exposure to online sexual harms and their risk factors (WeProtect Global Alliance and Economist Impact, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/economist-impact-global-survey/> 15/08/2023
- 81 Online Grooming: Examining risky encounters amid everyday digital socialization (Thorn, 2022) Accessed from: https://info.thorn.org/hubfs/Research/2022_Online_Grooming_Report.pdf 16/08/2023
- Staying safe online: Practical strategies to best support all children and young people online, including those who identify as LGBTQ+ (Stonewall and Childnet, 2022) Accessed from: https://www.stonewall.org.uk/system/files/stonewall_staying_safe_online_april2022.pdf 17/08/2023
- 82 Disrupting Harm in Uganda: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2021) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2021-11/DH_Uganda_ONLINE_final%20Report.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Kenya: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-12/DH%20Kenya%20Report_Revised30Nov2022.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Ethiopia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-12/DH_Ethiopia_ONLINE_final%20251122.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Vietnam: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-08/DH_Viet%20Nam_ENG_ONLINE.pdf
- Disrupting Harm in Namibia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-09/DH_Namibia_2_1.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Indonesia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-11/DH_Indonesia_ONLINE_final%20rev%20071022_11.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Malaysia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-09/DH_Malaysia_ONLINE_FINAL.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in the Philippines: Evidence on online child sexual exploitation and abuse. (ECPAT, INTERPOL and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-12/DH_Philippines_ONLINE_FINAL%20251122.pdf 02/08/2023
- 83 Disrupting Harm – Conversations with Young Survivors about Online Child Sexual Exploitation and Abuse (ECPAT International, 2022) Accessed from: <https://www.end-violence.org/sites/default/files/2023-01/Disrupting%20Harm-Conversations%20with%20young%20survivors%20about%20online%20child%20sexual%20exploitation%20and%20abuse.pdf> 16/08/2023
- 84 Out of the Shadows Index 2022 (Economist Impact, 2022) Accessed from: <https://cdn.outoftheshadows.global/uploads/documents/Out-of-the-Shadows-Index-2022-Global-Report.pdf> 16/08/2023
- 85 UNICEF Fact Sheet – Children with Disabilities (UNICEF, 2022) Accessed from: <https://www.unicef.org/media/128976/file/UNICEF%20Fact%20Sheet%20:%20Children%20with%20Disabilities.pdf> 16/08/2023
- 86 Sexual Victimization of Youth With a Physical Disability: An Examination of Prevalence Rates, and Risk and Protective Factors (Mueller-Johnson, K. et al., 2014) Accessed from: <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0886260514534529> 05/08/2023

- 87 Child sexual abuse revisited: a population-based cross-sectional study among Swiss adolescents (Mohler-Kuo, M. et al., 2014) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/24182941/> 05/08/2023
- 88 'How bad should it be before I tell someone?' – Online abuse experiences of adult Australians with intellectual disability – implications for resource development (eSafety Commissioner, 2022) Accessed from: <https://www.esafety.gov.au/sites/default/files/2022-08/Adult%20Australians%20with%20Intellectual%20Disability%20-%20Online%20abuse%20report.pdf> 16/08/2023
- 89 People with intellectual disabilities and harmful sexual behaviour: Professionals' views on the barriers to prevent harm (Brevik Svae, G. et al., 2022) Accessed from: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/jar.13048> 16/08/2023
- 90 Evaluation of DeafKidz Defenders pilot – Key findings summary report (Thomas, E., 2022) Accessed from: <https://deafkidzinternational.org/wp-content/uploads/2022/12/DeafKidz-Defenders-Summary-Report-2022.pdf> 16/08/2023
- 91 The launch of DeafKidz Defenders: An innovative digital platform making the internet safer for children (End Violence Against Children, 2022) Accessed from: <https://www.end-violence.org/articles/launch-deafkidz-defenders-innovative-digital-platform-making-internet-safer-children> 16/08/2023
- 92 Multiple crises unleash one of the lowest global economic outputs in recent decades, says UN report (United Nations Conference on Trade and Development, 2023) Accessed from: <https://unctad.org/news/multiple-crises-unleash-one-lowest-global-economic-outputs-recent-decades-says-un-report#:~:text=A%20series%20of%20severe%20and,the%20world%20economy%20in%202022> 16/08/2023
- 93 The 17 goals (United Nations Department of Economic and Social Affairs, n.d.) Accessed from: <https://sdgs.un.org/goals> 16/08/2023
- 94 PA Consulting engagement with Federal Police Argentina, 15/03/2023
- 95 Child 'self-generated' sexual material online: Children and young people's perspectives (WeProtect Global Alliance and Praesidio Safeguarding, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/child-self-generated-sexual-material-children-perspectives/> 16/08/2023
- 96 PA Consulting engagement with the US Department of Justice, 24/04/2023
- 97 Annual report of the Special Representative of the Secretary General on Violence against Children (United Nations General Assembly, 2023) Accessed from: https://violenceagainstchildren.un.org/sites/violenceagainstchildren.un.org/files/documents/reports_hrc/a_hrc_52_61_en_0.pdf 16/08/2023
- 98 The journey towards comprehensive sexuality education – Global status report (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, 2021) Accessed from: <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/The%20journey%20towards%20comprehensive%20sexuality%20education%20-%20Global%20status%20report.pdf> 16/08/2023
- 99 Children and young people's views on learning about relationships, sex, and sexuality – A narrative review of UK literature (Hollis V. et al., 2022) Accessed from: <https://learning.nspcc.org.uk/media/3030/children-young-people-views-learning-about-relationships-sex-sexuality.pdf> 02/08/2023
- Pornography use among adolescents and the role of primary care (Jhe G. et al., 2023) Accessed from: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC9853222/> 02/08/2023
- How young people are learning about relationships, sex and sexuality (National Society for the Prevention of Cruelty to Children, 2023) Accessed from: <https://learning.nspcc.org.uk/research-resources/2023/how-young-people-are-learning-about-relationships-sex-sexuality> 02/08/2023
- 100 Child 'self-generated' sexual material online: Children and young people's perspectives (WeProtect Global Alliance and Praesidio Safeguarding, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/child-self-generated-sexual-material-children-perspectives/> 16/08/2023
- 101 'A lot of it is actually just abuse' – Young people and pornography (Children's Commissioner, 2023) Accessed from: <https://assets.childrenscommissioner.gov.uk/wpuploads/2023/02/cc-a-lot-of-it-is-actually-just-abuse-young-people-and-pornography-updated.pdf> 16/08/2023
- 102 Teens and pornography (Common Sense, 2022) Accessed from: <https://www.common Sense.org/sites/default/files/research/report/2022-teens-and-pornography-final-web.pdf> 16/08/2023
- 103 Disrupting Harm in Indonesia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-11/DH_Indonesia_ONLINE_final%20rev%20071022_11.pdf 02/08/2023
- 104 Disrupting Harm in the Philippines: Evidence on online child sexual exploitation and abuse. (ECPAT, INTERPOL and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-12/DH_Philippines_ONLINE_FINAL%20251122.pdf 16/08/2023
- Disrupting Harm in Uganda: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2021) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2021-11/DH_Uganda_ONLINE_final%20Report.pdf 02/08/2023
- 105 Evidence on pornography's influence on harmful sexual behaviour among children (Children's Commissioner, 2023) Accessed from: <https://assets.childrenscommissioner.gov.uk/wpuploads/2023/05/Evidence-on-pornography-s-influence-on-harmful-sexual-behaviour-among-children.pdf> 16/08/2023
- 106 "...I wasn't sure it was normal to watch it..." A quantitative and qualitative examination of the impact of online pornography on the values, attitudes, beliefs and behaviours of children and young people (Martellozzo, E. et al., 2016) Accessed from: https://www.researchgate.net/publication/304490439_I_wasn%27t_sure_it_was_normal_to_watch_it_A_quantitative_and_qualitative_examination_of_the_impact_of_online_pornography_on_the_values_attitudes_beliefs_and_behaviours_of_children_and_young_people 05/08/2023
- 107 Contribution of pornographic exposure and addiction to risky sexual behavior in adolescents (Yunengsih W. and Setiawan, A., 2021) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/34060736/> 06/08/2023
- 108 Exposure to sexually explicit media in early adolescence is related to risky sexual behavior in emerging adulthood (Lin W-H. et al., 2020) Accessed from: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7147756/> 06/08/2023
- 109 Pornography use and sexting amongst children and young people: a systematic overview of reviews (Raine, G. et al., 2020) Accessed from: https://www.researchgate.net/publication/346676980_Pornography_use_and_sexting_amongst_children_and_young_people_a_systematic_overview_of_reviews 06/08/2023

- 110 Children's experiences of legal but harmful content online (National Society for the Prevention of Cruelty to Children, 2022) Accessed from: <https://learning.nspcc.org.uk/research-resources/2022/helplines-insight-briefing-legal-but-harmful-content> 16/08/2023
- 111 Growing Up with Porn (Classification Office, 2020) Accessed from: <https://www.classificationoffice.govt.nz/resources/research/growing-up-with-porn/> 16/08/2023
- 112 Suicide, Incels, and Drugs: How TikTok's deadly algorithm harms kids (Eko, 2023) Accessed from: https://s3.amazonaws.com/s3.sumofus.org/images/eko_TikTok-Report_FINAL.pdf 02/08/2023
- The impact of the use of social media on women and girls (Park K. et al., 2023) Accessed from: [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/743341/IPOL_STU\(2023\)743341_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/743341/IPOL_STU(2023)743341_EN.pdf) 02/08/2023
- Systematic review: YouTube recommendations and problematic content (Yesilada M. and Lewandowsky, S., 2022) Accessed from: <https://policyreview.info/articles/analysis/systematic-review-youtube-recommendations-and-problematic-content> 02/08/2023
- 113 The impact of the use of social media on women and girls (Park K. et al., 2023) Accessed from: [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/743341/IPOL_STU\(2023\)743341_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/743341/IPOL_STU(2023)743341_EN.pdf) 02/08/2023
- 114 The impact of the use of social media on women and girls (Park K. et al., 2023) Accessed from: [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/743341/IPOL_STU\(2023\)743341_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/743341/IPOL_STU(2023)743341_EN.pdf) 02/08/2023
- 115 Patterns of love and sexting in teen dating relationships: The moderating role of conflicts (Bianchi, D. et al., 2021) Accessed from: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC9292559/> 16/08/2023
- Sexting (National Center for Missing and Exploited Children, n.d.) Accessed from: <https://www.missingkids.org/netsmartz/topics/sexting> 05/07/2023
- Sexting in Hong Kong: a complex interplay between young people, technology, and law (Crofts, T. and Burke, J., 2022) Accessed from: <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/10192557.2021.1979801> 05/07/2023
- Sexting at an Early Age: Patterns and Poor Health Related Consequences of Pressured Sexting in Middle and High School (Patri, K. et al., 2023) Accessed from: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC10092123/> 05/07/2023
- A Cross-Cultural Examination of the Sexting Motives and Attitudes: Bosnia and Herzegovina vs. Croatia (Dodaj, A. et al., 2022) Accessed from: <https://www.hindawi.com/journals/hbet/2022/7606949/> 05/07/2023
- 116 Disrupting Harm in Thailand: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-12/DH_Thailand_ONLINE_final%20251122.pdf 16/08/2023
- 117 Child 'self-generated' sexual material online: Children and young people's perspectives (WeProtect Global Alliance and Praesidio Safeguarding, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/child-self-generated-sexual-material-children-perspectives/> 16/08/2023
- 118 Disrupting Harm – Conversations with Young Survivors about Online Child Sexual Exploitation and Abuse (ECPAT International, 2022) Accessed from: <https://www.end-violence.org/sites/default/files/2023-01/Disrupting%20Harm-Conversations%20with%20young%20survivors%20about%20online%20child%20sexual%20exploitation%20and%20abuse.pdf> 16/08/2023
- Child sexual exploitation and abuse online: Survivors' Perspectives (ECPAT International and WeProtect Global Alliance, 2022) Accessed from: https://ecpat.org/wp-content/uploads/2022/01/05-01-2022_Project-Report_EN_FINAL.pdf 16/08/2023
- 119 Child 'self-generated' sexual material online: Children and young people's perspectives (WeProtect Global Alliance and Praesidio Safeguarding, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/child-self-generated-sexual-material-children-perspectives/> 16/08/2023
- 120 Child sexual abuse images and youth produced images: The varieties of Image-based Sexual Exploitation and Abuse of Children (Finkelhor D. et al., 2023) Accessed from: <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0145213423002508>
- 121 PA Consulting engagement with Ministry of Interior, United Arab Emirates, 13/04/2023
- 122 #MyVoiceMySafety: Children and young people's perspectives on online safety and online sexual harms (WeProtect Global Alliance and the UN Secretary General on Violence Against Children, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/youth-consultation-survey/> 21/08/2023
- 123 Email received from Ministry of Interior, United Arab Emirates, 26/07/2023
- 124 Child sexual abuse images and youth produced images: The varieties of Image-based Sexual Exploitation and Abuse of Children (Finkelhor D. et al., 2023) Accessed from: <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0145213423002508>
- 125 Longitudinal and reciprocal relationships between sexting, online sexual solicitations, and cyberbullying among minors (Gámez-Guadix, M and Mateos-Pérez, E., 2019) Accessed from: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S074756321930007X> 06/08/2023
- 126 The Relationship of Risky Online Behaviors and Adverse Childhood Experiences to Online Sexual Victimization Among Korean Female Adolescents (Choi, J. et al., 2023) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/35968731/> 06/08/2023
- 127 Associations between Family Support and Online Sexual Abuse in Chilean Adolescents: The Mediatlional Role of Online Risk Behaviors (Aljuboori, D. et al., 2021) Accessed from: <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/10538712.2021.1875280> 06/08/2023
- 128 #MyVoiceMySafety: Children and young people's perspectives on online safety and online sexual harms (WeProtect Global Alliance and the UN Secretary General on Violence Against Children, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/youth-consultation-survey/> 21/08/2023
- 129 PA Consulting engagement with survivor from Brave Movement, 03/08/2023
- PA Consulting engagement with survivor from the International Justice Mission, 04/08/2023
- 130 PA Consulting engagement with survivor from Brave Movement, 03/08/2023
- PA Consulting engagement with survivor from the International Justice Mission, 04/08/2023
- 131 Disrupting Harm Data Insight 2 (ECPAT International and UNICEF Office of Research – Innocenti, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-05/DH-data-insight-2_FinalB%282%29.pdf 16/08/2023
- 132 Parents' experiences of their children's exposure to online sexual harms: A study of parents/guardians in Latin America and Sub-Saharan Africa (Economist Impact, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/economist-impact-parents-survey/> 21/08/2023

- 133 Responding to Online Threats: Minors' Perspectives on Disclosing, Reporting, and Blocking in 2021 (Thorn and Benenson Strategy Group, 2023) Accessed from: https://info.thorn.org/hubfs/Research/Thorn_ROT_Monitoring_2021.pdf 05/07/2023
- Mind the Gap: Parental awareness of children's exposure to risks online (eSafety Commissioner, 2022) Accessed from: <https://www.esafety.gov.au/sites/default/files/2022-02/Mind%20the%20Gap%20-%20Parental%20awareness%20of%20children%27s%20exposure%20to%20risks%20online%20-%20FINAL.pdf> 15/08/2023
- 134 Child sexual exploitation and abuse online: Survivors' Perspectives (ECPAT International and WeProtect Global Alliance, 2022) Accessed from: https://ecpat.org/wp-content/uploads/2022/01/05-01-2022_Project-Report_EN_FINAL.pdf 16/08/2023
- 135 #MyVoiceMySafety: Children and young people's perspectives on online safety and online sexual harms (WeProtect Global Alliance and the UN Secretary General on Violence Against Children, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/youth-consultation-survey/> 21/08/2023
- 136 Strategies and cues adolescents use to assess the age of an online stranger (Groenestein, E. et al., 2018) Accessed from: <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/1369118X.2017.1309443> 16/08/2023
- 137 CyberTipline 2022 Report (National Center for Missing and Exploited Children, 2023) Accessed from: <https://www.missingkids.org/cybertiplinedata> 16/08/2023
- 138 Reports analysis, Annual report 2022 (IWF, 2023) Accessed from: <https://annualreport2022.iwf.org.uk/trends-and-data/reports-analysis/> 16/08/2023
- 139 The United Nations Convention on the Rights of the Child (n.d.) Accessed from: <https://www.savethechildren.net/united-nations-convention-rights-child#:~:text=THE%20UNCRC%20IS%20AT%20THE,United%20States%2C%20has%20ratified%20it> 16/08/2023
- 140 Young people call on Big Tech to put their wellbeing before profits (Mirage News, 2023) Accessed from: <https://www.miragenews.com/young-people-call-on-big-tech-to-put-their-941246/#:~:text=The%20eSafety%20Commissioner%27s%20Youth%20Council%20has%20written%20an,harass%20others%2C%20breaching%20platforms%27%20own%20terms%20of%20service> 16/08/2023
- 141 Philippine Survivors Urge EU Parliament and Council for Stronger Legislation (International Justice Mission, 2023) Accessed from: <https://www.ijm.org.ph/articles/philippine-survivors-urge-eu-parliament-and-council-for-stronger-legislation> 16/08/2023
- 142 Consultations with young people to inform the eSafety Commissioner's Engagement Strategy for Young People (Moody, L. et al., 2021) Accessed from: https://www.esafety.gov.au/sites/default/files/2022-01/YRRC%20Research%20Report%20eSafety%202021_web%20V06%20-%20publishing_1.pdf 15/06/2023
- Young People's Charter: Safer Internet Day 2021 (UK Safer Internet Centre, 2021) Accessed from: <https://saferinternet.org.uk/safer-internet-day/safer-internet-day-2021/young-peoples-charter#:~:text=Young%20People%27s%20Charter%3A%20Safer%20Internet%20Day%202021&text=We%20produced%20this%20Charter%20from,findings%20from%20our%20latest%20research.> 15/06/2023
- Child sexual exploitation and abuse online: Survivors' Perspectives (ECPAT International and WeProtect Global Alliance, 2022) Accessed from: https://ecpat.org/wp-content/uploads/2022/01/05-01-2022_Project-Report_EN_FINAL.pdf 16/08/2023
- Disrupting Harm – Conversations with Young Survivors about Online Child Sexual Exploitation and Abuse (ECPAT International, 2022) Accessed from: <https://www.end-violence.org/sites/default/files/2023-01/Disrupting%20Harm-Conversations%20with%20young%20survivors%20about%20online%20child%20sexual%20exploitation%20and%20abuse.pdf> 16/08/2023
- 143 Child 'self-generated' sexual material online: Children and young people's perspectives (WeProtect Global Alliance and Praesidio Safeguarding, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/child-self-generated-sexual-material-children-perspectives/> 16/08/2023
- 144 Disrupting Harm Data Insight 1 (UNICEF Office of Research – Innocenti, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-05/DH-data-insight-1_Final%281%29.pdf 15/08/2023
- 145 Full UN Youth Poll citation to be included once updated. <https://www.weprotect.org/youth-consultation-survey/>
- Child 'self-generated' sexual material online: Children and young people's perspectives (WeProtect Global Alliance and Praesidio Safeguarding, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/child-self-generated-sexual-material-children-perspectives/> 16/08/2023
- Child sexual exploitation and abuse online: Survivors' Perspectives (ECPAT International and WeProtect Global Alliance, 2022) Accessed from: https://ecpat.org/wp-content/uploads/2022/01/05-01-2022_Project-Report_EN_FINAL.pdf 16/08/2023
- 146 The Role of Caregivers: Safeguarding & Enhancing Youth Resilience Against Harmful Sexual Encounters Online (Thorn and Benenson Strategy Group, 2022) Accessed from: <https://info.thorn.org/hubfs/Research/Thorn-RoleOfCaregivers-2022-FullReport.pdf> 16/08/2023
- 147 CyberTipline 2022 Report (National Center for Missing and Exploited Children, 2023) Accessed from: <https://www.missingkids.org/cybertiplinedata> 16/08/2023
- 148 FBI and Partners Issue National Public Safety Alert on Financial Sextortion Schemes (Federal Bureau of Investigation, 2022) Accessed from: <https://www.fbi.gov/news/press-releases/press-releases/fbi-and-partners-issue-national-public-safety-alert-on-financial-sex-tortion-schemes> 17/08/2023
- 149 Sextortion of Minors: Characteristics and Dynamics (Wolak, J. et al., 2017) Accessed from: <https://www.unh.edu/ccrc/sites/default/files/media/2022-02/sex-tortion-of-minors-characteristics-and-dynamics.pdf> 06/08/2023
- 150 Father of teen sextortion victim issues blunt warning: 'We had zero chance to stop it' (Independent, 2023) Accessed from: <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/crime/jordan-demay-marquette-michigan-sex-tortion-b2357649.html> 17/08/2023
- 151 Online harms: Sextortion (Cybertip CA, n.d.) Accessed from: <https://www.cybertip.ca/en/online-harms/sex-tortion/> 17/08/2023
- 152 Sexually Coerced Extortion or 'Sextortion' Help & Support (Internet Watch Foundation, n.d.) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/resources/sex-tortion/> 17/08/2023
- 153 An Analysis of Financial Sextortion Victim Posts Published on r/Sextortion (Canadian Centre for Child Protection, 2022) Accessed from: <https://protectchildren.ca/en/resources-research/an-analysis-of-financial-sex-tortion-victim-posts-published-on-sex-tortion/> 15/08/2023
- 154 Borderless: A Series on the Global Battle to Protect Children Online (National Center for Missing and Exploited Children, 2023) Accessed from: <https://www.missingkids.org/content/ncmec/en/blog/2023/ncmec-leads-global-fight-to-protect-kids.html> 17/08/2023
- 155 Cyber Sextortion: An Exploratory Analysis of Different Perpetrators Engaging in a Similar Crime (Liggett O'Malley, R. and Holt, K., 2020) Accessed from: <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0886260520909186> 18/08/2023
- 156 Self-Generated Child Sexual Abuse Material: Youth Attitudes and Experiences in 2021 (Thorn, 2022) Accessed from: https://info.thorn.org/hubfs/Research/Thorn_SG-CSAM_Monitoring_2021.pdf 10/08/2023

- 157 Global Boys Initiative Case Study: Bolivia (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-bolivia/02/08/2023>
- Global Boys Initiative Case Study: Colombia (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-colombia/02/08/2023>
- Global Boys Initiative Case Study: United Kingdom (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-uk/02/08/2023>
- Global Boys Initiative Case Study: Namibia (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-namibia/02/08/2023>
- Global Boys Initiative Case Study: Morocco (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/gbi-case-study-morocco/02/08/2023>
- Global Boys Initiative Case Study: Thailand (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/global-boys-initiative-case-study-thailand/02/08/2023>
- Global Boys Initiative Case Study: South Korea (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/global-boys-initiative-case-study-south-korea/02/08/2023>
- Global Boys Initiative Case Study: Cambodia (ECPAT International, 2023) Accessed from: <https://ecpat.org/resource/global-boys-initiative-case-study-cambodia/02/08/2023>
- 158 What does Generative AI mean for CSE? (International Centre for Missing & Exploited Children Australia, 2023) Accessed from: <https://icmec.org.au/blog/what-does-generative-ai-mean-for-cse/> 17/08/2023
- 159 What is generative AI? An AI explains (World Economic Forum, 2023) Accessed from: <https://www.weforum.org/agenda/2023/02/generative-ai-explain-algorithms-work/> 17/08/2023
- 160 ChatGPT Statistics 2023 (Tooltester, 2023) Accessed from: <https://www.tooltester.com/en/blog/chatgpt-statistics/#:~:text=ChatGPT%20gained%20one%20million%20users%20in%20its%20first,exact%20number%20of%20active%20users%20is%20currently%20unknown> 17/08/2023
- 161 AI-generated child sex images spawn new nightmare for the web (The Washington Post, 2023) Accessed from: <https://www.washingtonpost.com/technology/2023/06/19/artificial-intelligence-child-sex-abuse-images/> 17/08/2023
- 162 Generative ML and CSAM: Implications and Mitigations (Thiel, D. et al., 2023) Accessed from: <https://stacks.stanford.edu/file/druid:jv206yg3793/20230624-sio-cg-csam-report.pdf> 17/08/2023
- 163 Prime Minister must act on threat of AI as IWF 'sounds alarm' on first confirmed AI-generated images of child sexual abuse (Internet Watch Foundation, 2023) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/news-media/news/prime-minister-must-act-on-threat-of-ai-as-iwf-sounds-alarm-on-first-confirmed-ai-generated-images-of-child-sexual-abuse/> 17/08/2023
- 164 Prime Minister must act on threat of AI as IWF 'sounds alarm' on first confirmed AI-generated images of child sexual abuse (Internet Watch Foundation, 2023) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/news-media/news/prime-minister-must-act-on-threat-of-ai-as-iwf-sounds-alarm-on-first-confirmed-ai-generated-images-of-child-sexual-abuse/> 17/08/2023
- 165 Illegal trade in AI child sex abuse images exposed (BBC, 2023) Accessed from: <https://www.bbc.co.uk/news/uk-65932372> 17/08/2023
- 166 Generative ML and CSAM: Implications and Mitigations (Thiel, D. et al., 2023) Accessed from: <https://stacks.stanford.edu/file/druid:jv206yg3793/20230624-sio-cg-csam-report.pdf> 17/08/2023
- PA Consulting engagement with Google, 17/04/2023
- 167 ChatGPT – The impact of Large Language Models on Law Enforcement (Europol, 2023) Accessed from: <https://www.europol.europa.eu/cms/sites/default/files/documents/Tech%20Watch%20Flash%20-%20The%20Impact%20of%20Large%20Language%20Models%20on%20Law%20Enforcement.pdf> 17/08/2023
- 168 PA Consulting engagement with Google, 17/04/2023
- 169 J.3: Technological developments, The Report of the Independent Inquiry into Child Sexual Abuse (Independent Inquiry Child Sexual Abuse, 2023) Accessed from: <https://www.iicsa.org.uk/reports-recommendations/publications/inquiry/final-report/ii-inquiries-conclusions-and-recommendations-change/part-j-evolving-challenges/j3-technological-developments.html> 17/08/2023
- Psychological Perspectives of Virtual Child Sexual Abuse Material (Christensen, L. et al., 2021) Accessed from: <https://link.springer.com/article/10.1007/s12119-021-09820-1> 17/08/2023
- 170 Generative AI: Now is the Time for Safety By Design (Thorn, 2023) Accessed from: <https://www.thorn.org/blog/now-is-the-time-for-safety-by-design/> 17/08/2023
- 171 Illegal trade in AI child sex abuse images exposed (BBC, 2023) Accessed from: <https://www.bbc.co.uk/news/uk-65932372> 17/08/2023
- 172 PA Consulting engagement with Google, 17/04/2023
- 173 Generative ML and CSAM: Implications and Mitigations (Thiel, D. et al., 2023) Accessed from: <https://stacks.stanford.edu/file/druid:jv206yg3793/20230624-sio-cg-csam-report.pdf> 17/08/2023
- 174 Online grooming: an analysis of the phenomenon (Gandolfi C., et al., 2021) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/32241103/> 17/08/2023
- 175 Online grooming crimes have risen by more than 80% in four years (National Society for the Protection of Children to Cruelty, 2022) Accessed from: <https://www.nspcc.org.uk/about-us/news-opinion/2022/online-grooming-crimes-rise/> 17/08/2023
- 176 Sexual offenders contacting children online: an examination of transcripts of sexual grooming (Winters, G. et al., 2017) Accessed from: https://www.researchgate.net/publication/312478997_Sexual_offenders_contacting_children_online_an_examination_of_transcripts_of_sexual_grooming 17/08/2023
- Are crimes by online predators different from crimes by sex offenders who know youth in-person? (Wolack, J. and Finkelhor, D., 2013) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/23890773/> 17/08/2023
- Children's Online Safety: Predictive Factors of Cyberbullying and Online Grooming Involvement (Tintori, A. et al., 2023) Accessed from: <https://www.mdpi.com/2075-4698/13/2/47> 17/08/2023
- 177 Social Media and Online Grooming (Social Media Victims Law Center, n.d.) Accessed from: <https://socialmediavictims.org/sexual-violence/online-grooming/> 17/08/2023
- Child sexual abuse material and end-to-end encryption on social media platforms: An overview (Teunissen, C. and Napier, S., 2022) Accessed from: https://www.aic.gov.au/sites/default/files/2022-07/ti653_csam_and_end-to-end_encryption_on_social_media_platforms.pdf 17/08/2023
- Disrupting Harm in Malaysia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-09/DH_Malaysia_ONLINE_FINAL.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Mozambique [SNAPSHOT]: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL and UNICEF, 2022) Accessed from: <https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-10/2027%20DH%20MOZAMBIQUE%20REPORT%20ENGLISH%20VERSION.pdf> 02/08/2023
- Disrupting Harm in Namibia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-09/DH_Namibia_2_1.pdf 02/08/2023

- Disrupting Harm in Indonesia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-11/DH_Indonesia_ONLINE_final%20rev%20071022_11.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Vietnam: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-08/DH_Viet%20Nam_ENG_ONLINE.pdf 02/08/2023
- 178 Disrupting Harm in Malaysia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-09/DH_Malaysia_ONLINE_FINAL.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Indonesia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-11/DH_Indonesia_ONLINE_final%20rev%20071022_11.pdf 02/08/2023
- Online Grooming: Examining risky encounters amid everyday digital socialization (Thorn, 2022) Accessed from: https://info.thorn.org/hubfs/Research/2022_Online_Grooming_Report.pdf 16/08/2023
- 179 Estimates of childhood exposure to online sexual harms and their risk factors (WeProtect Global Alliance and Economist Impact, 2021) Accessed from: <https://www.weprotect.org/economist-impact-global-survey/> 15/08/2023
- 180 Children's Online Safety: Predictive Factors of Cyberbullying and Online Grooming Involvement (Tintori, A. et al., 2023) Accessed from: <https://www.mdpi.com/2075-4698/13/2/47> 17/08/2023
- 181 Parental guardianship and online sexual grooming of teenagers: A honeypot experiment (Kamar, E. et al., 2022) Accessed from: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0747563222002084> 06/08/2023
- 182 Exposing patterns of adult solicitor behaviour: towards a theory of control within the cybersexual abuse of youth (Barber, C. and Bettez, S., 2021) Accessed from: <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/0960085X.2020.1816146> 07/08/2023
- 183 A scoping review of child grooming strategies; pre- and post-internet (Ringenberg, T. et al., 2022) Accessed from: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0145213421004610> 17/08/2023
- 184 Gaming and the Metaverse: The Alarming Rise of Online Sexual Exploitation and Abuse of Children Within the New Digital Frontier (Bracket Foundation, 2022) Accessed from: https://www.weprotect.org/wp-content/uploads/Gaming_and_the_Metaverse_Report_final.pdf 17/08/2023
- 185 Digital Safety Risk Assessment in Action: A Framework and Bank of Case Studies (World Economic Forum, 2023) Accessed from: <https://www.weforum.org/reports/digital-safety-risk-assessment-in-action-a-framework-and-bank-of-case-studies> 17/08/2023
- 186 PA Consulting engagement with Crisp, 14/03/2023
- 187 20,000 reports of coerced 'self-generated' sexual abuse imagery seen in first half of 2022 show 7- to 10-year-olds (IWF, 2022) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/news-media/news/20-000-reports-of-coerced-self-generated-sexual-abuse-imagery-seen-in-first-half-of-2022-show-7-to-10-year-olds/> 15/08/2023
- 188 Disrupting Harm Data Insight 4 (ECPAT International, 2022) Accessed from: <https://www.end-violence.org/sites/default/files/paragraphs/download/Disrupting%20Harm%20-%20Data-Insight%204%20-%20Legislation%20addressing%20CSEA.pdf>
- 189 Basic Online Safety Expectations: Summary of industry responses to the first mandatory transparency notices (eSafety Commissioner, 2022) Accessed from: <https://www.esafety.gov.au/sites/default/files/2022-12/BOSE%20transparency%20report%20Dec%202022.pdf> 17/08/2023
- 190 Sexual abuse imagery of primary school children 1,000 per cent worse since lockdown (Internet Watch Foundation, 2023) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/news-media/news/sexual-abuse-imagery-of-primary-school-children-1-000-per-cent-worse-since-lockdown/> 17/08/2023
- 191 Twitch has safety upgrades "in development" following report on alleged grooming (NME, 2022) Accessed from: <https://www.nme.com/news/gaming-news/twitch-has-safety-upgrades-in-development-following-report-on-alleged-grooming-3315270> 17/08/2023
- 192 Primary data provided by Suojellaan Lapsia from 'Help us to help you' dark web survey, 27/06/2023
- 193 Livestreaming Technology and Online Child Sexual Exploitation and Abuse: A Scoping Review (Drejer, C. et al., 2023) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/36727734/> 03/08/2023
- The overlap between child sexual abuse live streaming, contact abuse and other forms of child exploitation (Teunissen, C. and Napier, S., 2023) Accessed from: <https://www.aic.gov.au/publications/tandi/tandi671>
- 194 The overlap between child sexual abuse live streaming, contact abuse and other forms of child exploitation (Teunissen, C. and Napier, S., 2023) Accessed from: <https://www.aic.gov.au/publications/tandi/tandi671>
- 195 Livestreaming Technology and Online Child Sexual Exploitation and Abuse: A Scoping Review (Drejer, C. et al., 2023) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/36727734/> 03/08/2023
- Combating the sexual exploitation of children for financial gain (AUSTRAC for the Commonwealth of Australia, 2022) Accessed from: https://www.austrac.gov.au/sites/default/files/2023-05/AUSTRAC_2022_FCG_Combating_the_sexual_exploitation_of_children_web_0.pdf 03/08/2023
- Online Sexual Exploitation of Children in the Philippines: Analysis and Recommendations for Governments, Industry, and Civil Society (International Justice Mission, 2020) Accessed from: https://ijmstoragelive.blob.core.windows.net/ijmna/documents/studies/Final_OSEC-Public-Summary_05_20_2020.pdf 03/08/2023
- 196 E4J University Module Series: Cybercrime (United Nations Office on Drugs and Crime, n.d.) Accessed from: <https://www.unodc.org/e4j/zh/cybercrime/module-12/key-issues/online-child-sexual-exploitation-and-abuse.html> 26/07/2023
- A global review of existing literature on the sexual exploitation of boys (ECPAT International, 2021) Accessed from: <https://respect.international/wp-content/uploads/2021/09/Global-Review-of-Existing-Literature-on-the-Sexual-Exploitation-of-Boys.pdf> 26/07/2023
- The overlap between child sexual abuse live streaming, contact abuse and other forms of child exploitation (Teunissen, C. and Napier, S., 2023) Accessed from: <https://www.aic.gov.au/publications/tandi/tandi671> 03/08/2023
- 197 Livestreaming Technology and Online Child Sexual Exploitation and Abuse: A Scoping Review (Drejer, C. et al., 2023) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/36727734/> 03/08/2023
- 198 Livestreaming Technology and Online Child Sexual Exploitation and Abuse: A Scoping Review (Drejer, C. et al., 2023) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/36727734/> 03/08/2023
- 199 Online Sexual Abuse and Exploitation of Children in the Philippines: Towards an understanding of "supply-side" facilitation offending (The Association for the Treatment of Sexual Abusers, 2023) Accessed from: <https://blog.atsa.com/2023/07/online-sexual-abuse-and-exploitation-of.html> 17/08/2023
- 200 Child Sexual Abuse and Exploitation through Livestreaming in Indonesia:

- Unequal Power Relations at the Root of Child Victimization (Prathisthita Tanaya, L.T. and Puteri, M.M., 2023) Accessed from: <https://vc.bridgew.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=3086&context=jiws#:~:text=The%20analysis%20shows%20that%20unequal,the%20children%20in%20vulnerable%20positions.17/08/2023>
- 201 The Annual Report 2022 (Internet Watch Foundation, 2023) Accessed from: https://annualreport2022.iwf.org.uk/wp-content/uploads/2023/04/IWF-Annual-Report-2022_FINAL.pdf 17/08/2023
- 202 Turning the tide against online child sexual abuse (The Police Foundation, 2022) Accessed from: https://www.police-foundation.org.uk/wp-content/uploads/2022/07/turning_the_tide_FINAL.pdf 17/08/2023
- 203 The Annual Report 2022 (Internet Watch Foundation, 2023) Accessed from: https://annualreport2022.iwf.org.uk/wp-content/uploads/2023/04/IWF-Annual-Report-2022_FINAL.pdf 17/08/2023
- 204 Annual Report 2019 (INHOPE, 2020) Accessed from: https://www.inhope.org/media/pages/the-facts/download-our-whitepapers/e09e3a0238-1603115653/2020.10.19_ih_annualreport_digital.pdf 03/07/2023>
- Annual Report 2022 (INHOPE, 2023) Accessed from: <https://www.inhope.org/media/pages/articles/annual-reports/14832daa35-1687272590/inhope-annual-report-2022.pdf> 03/07/2023
- 205 Detecting child sexual abuse images: Traits of child sexual exploitation hosting and displaying websites (Guerra, E. and Westlake, B., 2021) Accessed from: <https://brycewestlake.com/wp-content/uploads/2022/02/Detecting-child-sexual-abuse-images-Traits-of-child-sexual-exploitation-hosting-and-displaying-websites-Guerra-Westlake-2021.pdf> 17/08/2023
- 206 Link-sharing and child sexual abuse: understanding the threat (WeProtect Global Alliance, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/library/link-sharing-and-child-sexual-abuse-understanding-the-threat/> 08/08/2023
- 207 Disrupting Harm in Vietnam: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-08/DH_Viet%20Nam_ENG_ONLINE.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Thailand: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-12/DH_Thailand_ONLINE_final%20251122.pdf 16/08/2023
- Safety Tech Challenge: link sharing of Child Sexual Abuse Material (Innovate UK, 2023) Accessed from: <https://iuk.ktn-uk.org/opportunities/safety-tech-challenge-link-sharing-of-child-sexual-abuse-material/> 02/08/2023
- Link-sharing and child sexual abuse: understanding the threat (WeProtect Global Alliance, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/library/link-sharing-and-child-sexual-abuse-understanding-the-threat/> 08/08/2023
- 208 Typologies and Psychological Profiles of Child Sexual Abusers: An Extensive Review (Yeon Lim, Y. et al., 2021) Accessed from: <https://cdn.icmec.org/wp-content/uploads/2021/12/Typologies-and-Psychological-Profiles-of-Child-Sexual-Abusers-Lim-2021.pdf> 28/06/2023>
- Cyber strategies used to combat child sexual abuse material (Edwards, G. et al., 2021) Accessed from: https://www.aic.gov.au/sites/default/files/2021-09/ti636_cyber_strategies_used_to_combat_csam.pdf 28/06/2023
- 209 Steganography in Contemporary Cyberattacks and the Link to Child Pornography (Aguirre, B., 2020) Accessed from: <https://www.proquest.com/openview/75f886c0f7075565d2967cf7e121c771/1?pq-origsite=gscholar&cbl=18750&diss=y> 17/08/2023
- 210 UK leads the world in providing tech to keep us safe online (Department for Science, Innovation and Technology, 2023) Accessed from: <https://www.gov.uk/government/news/uk-leads-the-world-in-providing-tech-to-keep-us-safe-online> 17/08/2023
- 211 These TikTok Accounts Are Hiding Child Sexual Abuse Material In Plain Sight (Forbes, 2022) Accessed from: <https://www.forbes.com/sites/alexandravine/2022/11/11/tiktok-private-csam-child-sexual-abuse-material/> 17/08/2023
- 212 Sex Trafficking and Social Media (Watts Guerra, 2023) Accessed from: [https://wattsguerra.com/sex-trafficking-and-social-media/#:~:text=Traffickers%20use%20online%20applications%20for,describe%20the%20victim%20\(8\).](https://wattsguerra.com/sex-trafficking-and-social-media/#:~:text=Traffickers%20use%20online%20applications%20for,describe%20the%20victim%20(8).) 17/08/2023
- 213 These TikTok Accounts Are Hiding Child Sexual Abuse Material In Plain Sight (Forbes, 2022) Accessed from: <https://www.forbes.com/sites/alexandravine/2022/11/11/tiktok-private-csam-child-sexual-abuse-material/> 17/08/2023
- 214 Instagram Connects Vast Pedophile Network (The Wall Street Journal, 2023) Accessed from: <https://www.wsj.com/articles/instagram-vast-pedophile-network-4ab7189?mod=djemalertNEWS> 17/08/2023
- 215 Disrupting Harm in Indonesia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-11/DH_Indonesia_ONLINE_final%20rev%20071022_11.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Mozambique [SNAPSHOT]: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL and UNICEF, 2022) Accessed from: <https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-10/2027%20DH%20MOZAMBIQUE%20REPORT%20ENGLISH%20VERSION.pdf> 02/08/2023
- Technical behaviours of child sexual exploitation material offenders (Steel, C., et al., 2022) Accessed from: http://www.chadsteel.com/pubs/Tech_Behaviours.pdf 02/08/2023
- 216 Child sexual abuse material on the darknet (Gannon, C. et al., 2023) Accessed from: <https://link.springer.com/article/10.1007/s11757-023-00790-8#Sec4> 17/08/2023
- 217 Disrupting Harm in Malaysia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-09/DH_Malaysia_ONLINE_FINAL.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in Indonesia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-11/DH_Indonesia_ONLINE_final%20rev%20071022_11.pdf 02/08/2023
- Disrupting Harm in the Philippines: Evidence on online child sexual exploitation and abuse. (ECPAT, INTERPOL and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-12/DH_Philippines_ONLINE_FINAL%20251122.pdf 16/08/2023
- Disrupting Harm in Thailand: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-12/DH_Thailand_ONLINE_final%20251122.pdf 16/08/2023
- 218 Wickr, Amazon's encrypted chat app, has a child sex abuse problem – and little is being done to stop it (NBC News, 2022) Accessed from: <https://www.nbcnews.com/tech/tech-news/wickr-amazon-aws-child-messaging-app-sex-abuse-problem-rcna20674> 17/08/2023
- 219 Primary data provided by the Child Rescue Coalition, 24/04/2023
- 220 Technical behaviours of child sexual exploitation material offenders (Steel, C., et al., 2022) Accessed from: http://www.chadsteel.com/pubs/Tech_Behaviours.pdf 02/08/2023
- 221 Child sexual abuse material networks on the darkweb: a multi-method approach (Bruggen, M. van der, 2023) Accessed from: <https://scholarlypublications.universiteitleiden.nl/access/item%3A3564737/view> 17/08/2023>

- 222 Typologies and Psychological Profiles of Child Sexual Abusers: An Extensive Review (Yeon Lim, Y. et al., 2021) Accessed from: <<https://cdn.icmec.org/wp-content/uploads/2021/12/Typologies-and-Psychological-Profiles-of-Child-Sexual-Abusers-Lim-2021.pdf>> 28/06/2023
- Technical behaviours of child sexual exploitation material offenders (Steel, C., et al., 2022) Accessed from: http://www.chadsteel.com/pubs/Tech_Behaviours.pdf 02/08/2023
- The Trend of Online Child Sexual Abuse and Exploitations: A Profile of Online Sexual Offenders and Criminal Justice Response (Choi, K-S., and Lee, H., 2023) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/37194135/> 05/07/2023
- 223 Primary data provided by the US Department of Justice, 24/04/2023
- 224 Evolution of Dark Web Threat Analysis and Detection: A Systematic Approach (Nazah, S. et al., 2020) Accessed from: <https://ieeexplore.ieee.org/document/9197590> 17/08/2023
- 225 Primary data provided by Suojellaan Lapsia from 'Help us to help you' dark web survey, 27/06/2023
- 226 Characteristics and Behaviors of Anonymous Users of Dark Web Platforms Suspected of Child Sexual Offenses (Woodham, J. et al., 2021) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33897532/> 08/08/2023
- 227 Insights report: The state of child sexual abuse material and the IT industry (NetClean, 2023) Accessed from: https://www.datocms-assets.com/74356/1679409231-netclean_insights2023.pdf#msdynttrid=xHwbyuCtMedKwyclpjkPKDpsRvEJumSUR8a4HDEzPtl 17/08/2023
- 228 Child sexual abuse material on the darknet (Gannon, C. et al., 2023) Accessed from: <https://link.springer.com/article/10.1007/s11757-023-00790-8#Sec4> 17/08/2023
- Child sexual abuse material networks on the darkweb: a multi-method approach (Bruggen, M. van der, 2023) Accessed from: <https://scholarlypublications.universiteitileiden.nl/access/item%3A3564737/view> 17/08/2023
- 229 Child sexual abuse material networks on the darkweb: a multi-method approach (Bruggen, M. van der, 2023) Accessed from: <<https://scholarlypublications.universiteitileiden.nl/access/item%3A3564737/view>> 17/08/2023>
- 230 Even "lurkers" download: The behavior and illegal activities of members on a child sexual exploitation TOR hidden service (Bruggen, M. van der, et al., 2022) Accessed from: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S135917892200074X?via%3DIihub> 24/05/2023
- 231 Even "lurkers" download: The behavior and illegal activities of members on a child sexual exploitation TOR hidden service (Bruggen, M. van der, et al., 2022) Accessed from: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S135917892200074X?via%3DIihub> 24/05/2023
- Child sexual abuse material networks on the darkweb: a multi-method approach (Bruggen, M. van der, 2023) Accessed from: <https://scholarlypublications.universiteitileiden.nl/access/item%3A3564737/view> 17/08/2023
- 232 How child pornography spreads across the dark web (and perpetrators find each other) (Mare, 2023) Accessed from: <https://www.mareonline.nl/en/background/how-child-pornography-spreads-across-the-dark-web-and-perpetrators-find-each-other/> 17/08/2023
- 233 Primary data provided by Suojellaan Lapsia from 'Help us to help you' dark web survey, 27/06/2023
- 234 Borderless: A Series on the Global Battle to Protect Children Online (National Center for Missing and Exploited Children, 2023) Accessed from: <<https://www.missingkids.org/content/ncmec/en/blog/2023/ncmec-leads-global-fight-to-protect-kids.html>> 17/08/2023>
- 235 Internet-Facilitated Sexual Offending (Seto, M., 2015) Accessed from: <https://smart.ojp.gov/sites/g/files/xyckuh231/files/media/document/internetfacilitatedsexualoffending.pdf> 12/06/2023
- Primary and Secondary Prevention of Child Sexual Abuse (Knack, N. et al., 2019) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/30917709/> 12/06/2023
- "It was in Control of Me": Notions of Addiction and Online Child Sexual Exploitation Material Offending (Rimer, J. and Holt, K., 2022) Accessed from: https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1079063221107079?url_ver=Z39.88-2003&rfr_id=ori%3Arid%3Acrossref.org&rfr_dat=cr_pub++0pubmed 12/06/2023
- Pathways and Prevention for Indecent Images of Children Offending: A Qualitative Study (Bailey, A. et al., 2022) Accessed from: <<https://sotrap.psychopen.eu/index.php/sotrap/article/view/6657>> 12/06/2023>
- Primary data provided by Suojellaan Lapsia from 'Help us to help you' dark web survey, 27/06/2023
- Child sexual abuse material networks on the darkweb: a multi-method approach (Bruggen, M. van der, 2023) Accessed from: <https://scholarlypublications.universiteitileiden.nl/access/item%3A3564737/view> 17/08/2023
- 236 Internet-Facilitated Sexual Offending (Seto, M., 2015) Accessed from: <https://smart.ojp.gov/sites/g/files/xyckuh231/files/media/document/internetfacilitatedsexualoffending.pdf> 12/06/2023
- A global review of existing literature on the sexual exploitation of boys (ECPAT International, 2021) Accessed from: <https://respect.international/wp-content/uploads/2021/09/Global-Review-of-Existing-Literature-on-the-Sexual-Exploitation-of-Boys.pdf> 26/07/2023
- The overlap between child sexual abuse live streaming, contact abuse and other forms of child exploitation (Teunissen, C. and Napier, S., 2023) Accessed from: <<https://www.aic.gov.au/publications/tandi/tandi671>> 03/08/2023>
- 237 Livestreaming child sexual exploitation and abuse (WeProtect Global Alliance, n.d.) Accessed from: <https://www.weprotect.org/issue/livestreaming/> 26/07/2023
- Livestreaming Technology and Online Child Sexual Exploitation and Abuse: A Scoping Review (Drejer, C. et al., 2023) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/36727734/> 03/08/2023
- 238 Child sexual abuse material networks on the darkweb: a multi-method approach (Bruggen, M. van der, 2023) Accessed from: <<https://scholarlypublications.universiteitileiden.nl/access/item%3A3564737/view>> 17/08/2023>
- PA Consulting engagement with the US Department of Justice, 24/04/2023
- Child sexual abuse material on the darknet (Gannon, C. et al., 2023) Accessed from: <https://link.springer.com/article/10.1007/s11757-023-00790-8#Sec4> 17/08/2023
- Disclosed: The Children in the Pictures (LiSTNR, 2023) Accessed from: <<https://open.spotify.com/show/3i209TgtjI7So03SjDwG1C>> 17/08/2023>
- 239 Commercial Child Sexual Abuse Markets on the Dark Web (Liggett, R., 2018) Accessed from: <https://cj.msu.edu/_assets/pdfs/cina/CINA-White_Papers-Liggett_Commercial_Child_Sexual_Abuse_Markets_Dark_Web.pdf> 17/08/2023>
- 240 Public warned as 'disturbing' new trend risks exposure to child sexual abuse material online (Internet Watch Foundation, 2022) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/news-media/news/public-warned-as-disturbing-new-trend-risks-exposure-to-child-sexual-abuse-material-online/> 17/08/2023
- 241 Public warned as 'disturbing' new trend risks exposure to child sexual abuse material online (Internet Watch Foundation, 2022) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/news-media/news/public-warned-as-disturbing-new-trend-risks-exposure-to-child-sexual-abuse-material-online/> 17/08/2023

- 242 Disclosed: The Children in the Pictures (LiSTNR, 2023) Accessed from: <<https://open.spotify.com/show/3i209TGtjI7S0o3SjDwG1C> 17/08/2023>
- 243 Child sexual abuse material networks on the darkweb: a multi-method approach (Bruggen, M. van der, 2023) Accessed from: <https://scholarlypublications.universiteitleiden.nl/access/item%3A3564737/view> 17/08/2023
Child sexual abuse material on the darknet (Gannon, C. et al., 2023) Accessed from: <https://link.springer.com/article/10.1007/s11757-023-00790-8#Sec4> 17/08/2023
- 244 Primary and Secondary Prevention of Child Sexual Abuse (Knack, N. et al., 2019) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/30917709/> 12/06/2023
- 245 Primary and Secondary Prevention of Child Sexual Abuse (Knack, N. et al., 2019) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/30917709/> 12/06/2023
- 246 Enhancing evidence-based treatment of child sexual abuse material offenders: The development of the CEM-COPE Program (Henshaw, M. et al., 2020) Accessed from: https://www.aic.gov.au/sites/default/files/2020-10/ti607_enhancing_evidence-based_treatment_of_CSAM_offenders.pdf 17/08/2023
Primary and Secondary Prevention of Child Sexual Abuse (Knack, N. et al., 2019) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/30917709/> 12/06/2023
- 247 The Trend of Online Child Sexual Abuse and Exploitations: A Profile of Online Sexual Offenders and Criminal Justice Response (Choi, K-S., and Lee, H., 2023) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/37194135/> 05/07/2023
Turning the tide against online child sexual abuse (The Police Foundation, 2022) Accessed from: https://www.police-foundation.org.uk/wp-content/uploads/2022/07/turning_the_tide_FINAL-.pdf 17/08/2023
PA Consulting engagement with Dr Michael Seto, 09/05/2023
- 248 Child sexual exploitation and abuse online: Survivors' Perspectives (ECPAT International and WeProtect Global Alliance, 2022) Accessed from: https://ecpat.org/wp-content/uploads/2022/01/05-01-2022_Project-Report_EN_FINAL.pdf 16/08/2023
- 249 Primary and Secondary Prevention of Child Sexual Abuse (Knack, N. et al., 2019) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/30917709/> 12/06/2023
- 250 "It was in Control of Me": Notions of Addiction and Online Child Sexual Exploitation Material Offending (Rimer, J. and Holt, K., 2022) Accessed from: https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/10790632211070797?url_ver=Z39.88-2003&rfr_id=ori%3Arid%3Acrossref.org&rfr_dat=cr_pub++0pubmed 12/06/2023
- 251 "It was in Control of Me": Notions of Addiction and Online Child Sexual Exploitation Material Offending (Rimer, J. and Holt, K., 2022) Accessed from: https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/10790632211070797?url_ver=Z39.88-2003&rfr_id=ori%3Arid%3Acrossref.org&rfr_dat=cr_pub++0pubmed 12/06/2023
Primary data provided by Suojellaan Lapsia from 'Help us to help you' dark web survey, 27/06/2023
- 252 Prevalence and risk factors for child sexual offending online and offline in Australia, the United States and the United Kingdom (Salter, M. et al., 2023) Findings presented at the PIER23 Conference.
- 253 Russian Speaking CSAM Users in the Dark Web: Findings from Russian Language Respondents to ReDirection Surveys of CSAM Users on Dark Web Search Engines (Suojellaan Lapsia, Protect Children ry., 2023) Accessed from: <<https://www.suojellaanlapsia.fi/en/post/redirection-russian-language-report-6> 17/08/2023>
- "It was in Control of Me": Notions of Addiction and Online Child Sexual Exploitation Material Offending (Rimer, J. and Holt, K., 2022) Accessed from: https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/10790632211070797?url_ver=Z39.88-2003&rfr_id=ori%3Arid%3Acrossref.org&rfr_dat=cr_pub++0pubmed 12/06/2023
- Pathways and Prevention for Indecent Images of Children Offending: A Qualitative Study (Bailey, A. et al., 2022) Accessed from: <<https://sotrap.psychopen.eu/index.php/sotrap/article/view/6657> 12/06/2023>
- Number of people seeking support from confidential helpline about online child sexual abuse triples since the first lockdown (The Scotsman, 2023) Accessed from: <https://www.scotsman.com/read-this/number-of-people-seeking-support-from-confidential-helpline-about-online-child-sexual-abuse-triples-since-the-first-lockdown-4063065> 17/08/2023
- 254 Primary data provided by Suojellaan Lapsia from 'Help us to help you' dark web survey, 27/06/2023
- 255 "It was in Control of Me": Notions of Addiction and Online Child Sexual Exploitation Material Offending (Rimer, J. and Holt, K., 2022) Accessed from: https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/10790632211070797?url_ver=Z39.88-2003&rfr_id=ori%3Arid%3Acrossref.org&rfr_dat=cr_pub++0pubmed 12/06/2023
- Pathways and Prevention for Indecent Images of Children Offending: A Qualitative Study (Bailey, A. et al., 2022) Accessed from: <<https://sotrap.psychopen.eu/index.php/sotrap/article/view/6657> 12/06/2023>
- Typologies and Psychological Profiles of Child Sexual Abusers: An Extensive Review (Yeon Lim, Y. et al., 2021) Accessed from: <https://cdn.icmec.org/wp-content/uploads/2021/12/Typologies-and-Psychological-Profiles-of-Child-Sexual-Abusers-Lim-2021.pdf> 28/06/2023
- 256 Pathways and Prevention for Indecent Images of Children Offending: A Qualitative Study (Bailey, A. et al., 2022) Accessed from: <<https://sotrap.psychopen.eu/index.php/sotrap/article/view/6657> 12/06/2023>
- 257 France to introduce new system to restrict porn access by minors (The Straits Times, 2023) Accessed from: <<https://www.straitstimes.com/world/europe/france-to-introduce-new-system-to-restrict-porn-access-by-minors> 17/08/2023>
- Porn sites will be legally required to verify users' age (BBC, 2022) Accessed from: <https://www.bbc.co.uk/news/technology-60293057> 17/08/2023
- 258 "It was in Control of Me": Notions of Addiction and Online Child Sexual Exploitation Material Offending (Rimer, J. and Holt, K., 2022) Accessed from: https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/10790632211070797?url_ver=Z39.88-2003&rfr_id=ori%3Arid%3Acrossref.org&rfr_dat=cr_pub++0pubmed 12/06/2023
- Pathways and Prevention for Indecent Images of Children Offending: A Qualitative Study (Bailey, A. et al., 2022) Accessed from: <<https://sotrap.psychopen.eu/index.php/sotrap/article/view/6657> 12/06/2023>
- Typologies and Psychological Profiles of Child Sexual Abusers: An Extensive Review (Yeon Lim, Y. et al., 2021) Accessed from: <https://cdn.icmec.org/wp-content/uploads/2021/12/Typologies-and-Psychological-Profiles-of-Child-Sexual-Abusers-Lim-2021.pdf> 28/06/2023
- 259 Generative AI: Now is the time for Safety by Design (Thorn, 2023) Accessed from: <https://www.thorn.org/blog/now-is-the-time-for-safety-by-design/> 17/08/2023
- 260 Whatever happened to the metaverse? (Financial Times, 2023). Accessed from: <https://www.ft.com/content/bddec314-3f4c-4296-ae6f-eb2a5328c109> 17/08/2023
- 261 Generative AI is exploding: These are the most important trends you need to know (Forbes, 2023). Accessed from: <https://www.forbes.com/sites/konstantinebuhler/2023/04/11/ai-50-2023-generative-ai-trends/?sh=d5e1d1a7c0ea> 17/08/2023

- 262 GPT-4 (OpenAi, 2023). Accessed from: <<https://openai.com/research/gpt-4> 17/08/23>
- 263 First reports of children using AI to bully their peers using sexually explicit generated images, eSafety commissioner says (News, 2023) Accessed from: <https://www.abc.net.au/news/2023-08-16/esafety-commissioner-warns-ai-safety-must-improve/102733628> 17/08/2023
- 264 Prime Minister must act on threat of AI as IWF 'sounds alarm' on first confirmed AI-generated images of child sexual abuse (IWF, 2023). Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/news-media/news/prime-minister-must-act-on-threat-of-ai-as-iwf-sounds-alarm-on-first-confirmed-ai-generated-images-of-child-sexual-abuse/> 17/08/2023
- 265 Gaming is booming and is expected to keep growing. This chart tells you all you need to know (World Economic Forum, 2022). Accessed from: <https://www.weforum.org/agenda/2022/07/gaming-pandemic-lockdowns-pwc-growth/> 17/08/2023
- 266 Distribution of Roblox audiences worldwide as of December 2022 by age group (Statista, 2022). Accessed from: <https://www.statista.com/statistics/1190869/roblox-games-users-global-distribution-age/> 17/08/2023
- 267 El 60% de los niños juegan a Fortnite por debajo de la edad recomendada (elPeriodico.com, 2019). Accessed from: <https://www.elperiodico.com/es/sociedad/20190827/estudio-uoc-udl-fortnite-usuarios-debajo-edad-recomendada-7608303> 17/08/2023
- 268 Paedophiles are starting to use VR headsets to view child abuse images (Metro, 2023). Accessed from: <https://metro.co.uk/2023/02/22/paedophiles-are-starting-to-use-vr-headsets-to-view-child-abuse-images-18323598/> 17/08/2023
- 269 Safeguarding the metaverse: a guide to existing and future harms in virtual reality (VR) and the metaverse to support UK immersive technology policymaking (The Institution of Engineering and Technology, 2022). Accessed from: <<https://www.theiet.org/media/9836/safeguarding-the-metaverse.pdf> 17/08/2023>
- 270 Haptics in gaming: how haptic feedback makes gaming more immersive (Xeeltech, 2023). Accessed from: <https://www.xeeltech.com/haptics-in-gaming/> 17/08/2023
- 271 What is the 'metaverse'? A real world for a virtual world (Merriam-Webster, 2023). Accessed from: <<https://www.merriam-webster.com/wordplay/meaning-of-metaverse> 17/08/2023>
- 272 Moderating the fediverse: Content moderation on distributed social media (Journal of Free Speech, 2023). Accessed from: <https://www.journaloffreespeechlaw.org/rozenshtein2.pdf> 17/08/2023
- 273 Whatever happened to the metaverse? (Financial Times, 2023). Accessed from: <https://www.ft.com/content/bddec314-3f4c-4296-ae6f-eb2a5328c109> 17/08/2023
- 274 Extended Reality [XR] Market (Transparency Market Research, 2020). Accessed from: <https://www.transparencymarketresearch.com/extended-reality-xr-market.html#:~:text=The%20global%20extended%20reality%20%28XR%29%20market%20is%20projected,are%20major%20industries%20adopting%20technologically%20advanced%20virtual%20platforms.> 17/08/2023
- 275 What is blockchain technology? (IBM, 2023) Accessed from: <https://www.ibm.com/topics/blockchain> 17/08/2023
- 276 How Blockchain Could Transform Virtual Reality (Lifewire, 2021) Accessed from: <<https://www.lifewire.com/how-blockchain-could-transform-virtual-reality-5179912> 17/08/2023>
- 277 Bitcoin's blockchain contains child abuse images, meaning the cryptocurrency's possession could be 'illegal' (News, 2018) Accessed from: <<https://www.abc.net.au/news/2018-03-21/bitcoins-blockchain-has-been-linked-to-child-pornography/9571384> 17/08/2023>
- 278 From Bittorent to Tron: the History of Peer-to-Peer Networks (BeinCrypto, 2019) Accessed from: <https://beincrypto.com/from-napster-to-bitcoin-the-evolution-of-peer-to-peer-networks/> 17/08/2023
- 279 Mastodon (Mastodon, 2023) Accessed from: <https://joinmastodon.org/> 17/08/2023
- 280 Mastodon: number of registered users 2022-2023 (Statista, 2023) Accessed from: <https://www.statista.com/statistics/1376022/global-registered-mastodon-users/#:~:text=As%20of%20March%202023%2C%20decentralized%20social%20media%20platform,increase%20of%20around%20300%20percent%20within%20five%20months.> 17/08/2023
- 281 Moderating the fediverse: Content moderation on distributed social media (Journal of Free Speech, 2023). Accessed from: <https://www.journaloffreespeechlaw.org/rozenshtein2.pdf> 17/08/2023
- 282 Why you should be worried about Facebook's metaverse (Berkman Klein Center, 2021) Accessed from: <<https://cyber.harvard.edu/story/2021-12/why-you-should-be-worried-about-facebooks-metaverse> 17/08/2023>
- Opportunities and Risks in Online Gaming Environments (Sanders, Benjamin George, 2016) Accessed from: <https://pearl.plymouth.ac.uk/bitstream/handle/10026.1/8083/2016Sanders284579PhD.pdf?sequence=1> 17/08/2023
- 283 Number of social media users worldwide from 2017 to 2027 (Statista, 2023) Accessed from: <https://www.statista.com/statistics/278414/number-of-worldwide-social-network-users/> 17/08/2023
- 284 Social Media Users in 2023 (DemandSage, 2023) Accessed from: <https://www.demandsage.com/social-media-users/#:~:text=Here%20is%20a%20table%20showing%20the%20number%20of,%204.26%20billion%20%207%20more%20rows%20> 17/08/2023
- 285 'Who owns the future'? Jaron Lanier (2013)
- 286 United States Senate Committee on the Judiciary "Protecting our Children Online" (National Centre for Missing and Exploited Children, 2023) Accessed from: [https://www.missingkids.org/content/dam/missingkids/pdfs/Senate%20Judiciary%20Hearing%20-%20NCEC%20Written%20Testimony%20\(2-14-23\)%20\(final\).pdf](https://www.missingkids.org/content/dam/missingkids/pdfs/Senate%20Judiciary%20Hearing%20-%20NCEC%20Written%20Testimony%20(2-14-23)%20(final).pdf) 17/08/2023
- Project Arachnid: Online availability of child sexual abuse material (Canadian Centre for Child Protection, 2021) Accessed from: https://protectchildren.ca/pdfs/C3P_ProjectArachnidReport_Summary_en.pdf 17/08/2023
- 287 Shaping the Future of Regulators: The Impact of Emerging Technologies on Economic Regulators (OECD Library, 2020) Accessed from: <<https://www.oecd-ilibrary.org/sites/db481aa3-en/index.html?itemId=/content/publication/db481aa3-en> 17/08/2023>
- 288 71 countries call to remove online child sexual abuse materials (GOV.UK, 2023) Accessed from: <https://www.gov.uk/government/news/71-countries-call-to-remove-online-child-sexual-abuse-materials> 17/08/2023
- 289 New Online Safety Act commences (Australian Government, 2022) Accessed from: <<https://www.infrastructure.gov.au/department/media/news/new-online-safety-act-commences> 17/08/2023>
- 290 Official Journal of the European Union (European Union, 2022) Accessed from: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=OJ:L:2022:277:FULL> 17/08/2023
- 291 Online Safety and Media Regulation Act (Gov.ie, 2022) Accessed from: <https://www.gov.ie/en/publication/d8e4c-online-safety-and-media-regulation-bill/> 17/08/2023
- 292 Nigeria: Regulation of Online Platforms in Nigeria: Draft Code of Practice for Interactive Computer Service Platforms/ Internet Intermediaries (Pavestones, 2022) Accessed from: https://pavestoneslegal.com/regulation-of-online-platforms-in-nigeria-draft-code-of-practice-for-interactive-computer-service-platforms-internet-intermediaries/?utm_source=mondaq&utm_medium=syndication&utm_term=Media-Telecoms-IT-Entertainment&utm_content 17/08/2023

- 293 New law puts pressure on private stakeholders to protect children vs online sexual abuse (CNN Philippines, 2022) Accessed from: <<https://www.cnnphilippines.com/news/2022/8/3/Online-sexual-abuse-children-protection-law-Hontiveros.html> 17/08/2023>
- 294 Singapore introduces new law for online safety (Bird&Bird, 2022) Accessed from: <https://www.twobirds.com/en/insights/2022/singapore/singapore-introduces-new-law-for-online-safety> 17/08/2023
- 295 Governor Newsom Signs First-in-Nation Bill Protecting Children's Online Data and Privacy (CA.GOV, 2022) Accessed from: <https://www.gov.ca.gov/2022/09/15/governor-newsom-signs-first-in-nation-bill-protecting-childrens-online-data-and-privacy/#:~:text=AB%202273%20by%20Assemblymember%20Buffy%20Wicks%20%28D-Oakland%29%20and,protect%20children%E2%80%99s%20mental%20and%20physi.> 17/08/2023
- 296 The Laws of Fiji, Online Safety Act 2018 (Office of the Attorney General, 2018) Accessed from: <https://laws.gov.fj/Acts/DisplayAct/2462> 17/08/2023
- 297 Online Harms: A comparative Analysis (Linklaters, 2021) Accessed from: https://lpscdn.linklaters.com/-/media/digital-marketing-image-library/files/01_insights/thought-leadership/2021/april/online-harms---a-comparative-analysis.ashx?rev=1c44d739-086d-400a-8f94-508a23148e5e&extension=pdf&hash=63F3E4D64476F056E124CD70774B33A8 17/08/2023
- 298 Explained: Highlights of the proposed Digital India Act, 2023 (The Hindu, 2023) Accessed from: <<https://www.thehindu.com/news/national/explained-highlights-of-the-proposed-digital-india-act-2023/article66613508.ece> 17/08/2023>
- 299 Online Safety Bill (House of Commons, 2022) Accessed from: <<https://publications.parliament.uk/pa/bills/cbill/58-03/0004/220004.pdf> 17/08/2023>
- 300 Email received from Ernie Allen, Chair of WeProtect Global Alliance, 28/07/23
- 301 Senate panel advances bills to boost children's safety online (The Washington Post, 2022) Accessed from: <https://www.washingtonpost.com/technology/2022/07/27/senate-child-safety-bill/> 17/08/2023
- 302 Internet content governance and human rights (Vanderbilt Journal, 2020) Accessed from: <https://scholarship.law.vanderbilt.edu/jetlaw/vol16/iss4/3/> 17/08/2023
- 303 Technology neutrality in internet, telecoms, and data protection regulation (Maxwell and Bourreau, 2014) Accessed from: <https://www.hoganlovells.com/~media/hogan-lovells/pdf/publication/201521ctrissue1maxwell_pdf.pdf 17/08/2023>
- 304 The copyright pentology: how the supreme court of Canada shook the foundations of Canadian copyright law (Geist, 2013) Accessed from: <https://books.openedition.org/uop/977?lang=en> 17/08/2023
- 305 The benefits and challenges of technology neutral regulation – a scoping review (ResearchGate, 2021) Accessed from: <https://www.researchgate.net/publication/353143124_The_Benefits_and_Challenges_of_Technology_Neutral_Regulation_-_A_Scoping_Review 17/08/2023>
- 306 Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and of the Council (Official Journal of the European Union, 2016) Accessed from: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32016R0679&qid=1691657682349> 17/08/2023
- 307 Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council (European Commission, 2021) Accessed from: https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:e0649735-a372-11eb-9585-01aa75ed71a1.0001.02/DOC_1&format=PDF 17/08/2023
- 308 Digital Financial Services Policy (Government of Ghana, 2020) Accessed from: https://mofep.gov.gh/sites/default/files/acts/Ghana_DFS_Policy.pdf 17/08/2023
- 309 The Personal Data (Privacy) Ordinance (Office of the Privacy Commissioner for Personal Data, 2021) Accessed from: <https://www.pcpd.org.hk/english/data_privacy_law/ordinance_at_a_Glance/ordinance.html 17/08/2023>
- 310 Kenya National Digital Master Plan 2022-2032 (Ministry of ICT, Innovation and Youth Affairs, 2022) Accessed from: <https://cms.icta.go.ke/sites/default/files/2022-04/Kenya%20Digital%20Masterplan%202022-2032%20Online%20Version.pdf> 17/08/2023
- 311 Committee of Experts on Public Administration (United Nations) Accessed from: <https://publicadministration.un.org/en/Intergovernmental-Support/Committee-of-Experts-on-Public-Administration/Governance-principles/Addressing-common-governance-challenges/Transparency> 17/08/2023
- 312 Principles of effective regulation (National Audit Office, 2021) Accessed from: <https://www.nao.org.uk/wp-content/uploads/2021/05/Principles-of-effective-regulation-SOff-interactive-accessible.pdf> 17/08/2023
- 313 Basic Online Safety Expectations: Summary of industry responses to the first mandatory transparency notices (eSafety Commissioner, 2022) Accessed from: <https://www.esafety.gov.au/sites/default/files/2022-12/BOSE%20transparency%20report%20Dec%202022.pdf> 17/08/2023
- 314 Online Safety Bill (House of Commons, 2022) Accessed from: <<https://publications.parliament.uk/pa/bills/cbill/58-03/0004/220004.pdf> 17/08/2023>
- 315 Online Safety and Media Regulation Act (Gov.ie, 2022) Accessed from: <https://www.gov.ie/en/publication/d8e4c-online-safety-and-media-regulation-bill/> 17/08/2023
- 316 Official Journal of the European Union (European Union, 2022) Accessed from: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=OJ:L:2022:277:FULL> 17/08/2023
- 317 Safeguarding freedom of expression and access to information: guidelines for a multistakeholder approach in the context of regulating digital platforms (Unesco, 2023) Accessed from: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384031.locale=en> 17/08/2023
- 318 Legislating for the digital age (Unicef, 2022) Accessed from: <https://www.unicef.org/reports/legislating-digital-age> 17/08/2023
- 319 The Global Online Safety Regulators Network (eSafety Commissioner, 2022) Accessed from: <https://www.esafety.gov.au/about-us/who-we-are/international-engagement/the-global-online-safety-regulators-network> 17/08/2023
- 320 2022 CyberTipline Reports by Country (NCMEC, 2022) Accessed from: <<https://www.missingkids.org/content/dam/missingkids/pdfs/2022-reports-by-country.pdf> 17/08/2023>
- 321 IWF Annual Report 2020: Trends & Data, International Data (IWF, 2020) Accessed from: <https://annualreport2020.iwf.org.uk/trends/international/geographic> 17/08/2023
- IWF Annual Report 2022: Geographical Hosting (IWF, 2022) Accessed from: <https://annualreport2021.iwf.org.uk/trends/geographicalhosting> 17/08/2023
- 322 Child Rights Impact Assessment: a tool to realise children's rights in the digital environment (Digital Futures Commission, 2021) Accessed from: <https://digitalfuturescommission.org.uk/wp-content/uploads/2021/03/CRIA-Report.pdf#:~:text=Encouraged%20by%20the%20adoption%20in%202021%20of%20the,to%20children%E2%80%99s%20rights%20early%20in%20the%20innovation%20process.> 17/08/2023
- 323 General comment No.25 on children's rights in relation to the digital environment (United Nations, 2021) Accessed from: <https://www.ohchr.org/en/documents/general-comments-and-recommendations/general-comment-no-25-2021-childrens-rights-relation#:~:text=In%20this%20general%20comment%2C%20the%20Committee%20explains%20how,fulfilling%20all%20children%E2%80%99s%20rights%20in%20the%20digital%20environment.>

- 324 New Online Safety Act commences (Australian Government, 2022) Accessed from: <<https://www.infrastructure.gov.au/department/media/news/new-online-safety-act-commences> 17/08/2023>
- 325 Online Safety and Media Regulation Act (Gov.ie, 2022) Accessed from: <https://www.gov.ie/en/publication/d8e4c-online-safety-and-media-regulation-bill/> 17/08/2023
- 326 SaferKidsPH statement on the enactment of Republic Act No. 11930 on the protection of children against online sexual abuse and exploitation and child sexual abuse materials (Unicef, 2022) Accessed from: <https://www.unicef.org/philippines/press-releases/saferkidsph-statement-enactment-republic-act-no-11930-protection-children-against> 17/08/2023
- 327 Newsroom on Children's Rights: Tunisia accedes to the Lanzarote Convention (Council of Europe portal, 2019) Accessed from: <https://www.coe.int/en/web/children/-/tunisia-accedes-to-the-lanzarote-convention> 17/08/2023
- 328 Malaysia takes pivotal steps towards a safer internet for children following data from disrupting harm (End Violence Against Children, 2023) Accessed from: <https://www.end-violence.org/articles/malaysia-takes-pivotal-steps-towards-safer-internet-children-following-data-disrupting> 17/08/2023
- 329 African Union Convention on Cyber Security and Personal Data Protection (African Union, 2014) Accessed from: https://au.int/sites/default/files/treaties/29560-treaty-0048_-_african_union_convention_on_cyber_security_and_personal_data_protection_e.pdf 17/08/2023
- 330 Regional Plan of Action for the Protection of Children from All Forms of Online Exploitation and Abuse in ASEAN (Association of Southeast Asian Nations, 2019) Accessed from: https://asean.org/wp-content/uploads/2021/11/4.-ASEAN-RPA-on-COEA_Final.pdf 17/08/2023
- Declaration on the Protection of Children from all Forms of Online Exploitation and Abuse in ASEAN (Association of Southeast Asian Nations, 2019) Accessed from: <https://asean.org/wp-content/uploads/2019/11/3-Declaration-on-the-Protection-of-Children-from-all-Forms-of-Online-Exploitation-and-Abuse-in-ASEAN.pdf> 17/08/2023
- 331 What is RegTech and what does it mean for policymakers? (World Economic Forum, 2022) Accessed from: <https://www.weforum.org/agenda/2022/06/what-is-regtech-and-what-does-it-mean-for-policymakers/> 18/08/2023
- 332 UK Safety Tech Sector: 2023 analysis (UK Government, 2023) Accessed from: <https://www.gov.uk/government/publications/safer-technology-safer-users-the-uk-as-a-world-leader-in-safety-tech/uk-safety-tech-sector-2023-analysis> 18/08/2023
- 333 International State of Safety Tech (Publitas, 2022, p.8-9) Accessed from: <https://view.publitas.com/public-1/international-state-of-safety-tech/page/8-9> 18/08/2023
- 334 International State of Safety Tech (Publitas, 2022, p.10-11) Accessed from: <https://view.publitas.com/public-1/international-state-of-safety-tech/page/10-11> 18/08/2023
- 335 Online Safety Tech: 2022 Recap (Safety Tech Innovation Network, 2023) Accessed from: <https://www.safetytechnetwork.org.uk/online-safety-tech-2022-recap/> 18/08/2023
- 336 Yubo scales real-time audio moderation technology across four major international markets (Insider, 2022) Accessed from: <https://markets.businessinsider.com/news/stocks/yubo-scales-real-time-audio-moderation-technology-across-four-major-international-markets-1031918901> 18/08/2023
- 337 Apple Expands Its On-Device Nudity Detection to Combat CSAM (Wired, 2023) Accessed from: <https://www.wired.com/story/apple-communication-safety-nude-detection/> 18/08/2023
- 338 App to block child abuse images gets £1.8m EU funding (BBC, 2023) Accessed from: <https://www.bbc.co.uk/news/technology-64718850> 18/08/2023
- 339 Estimates of childhood exposure to online sexual harms and their risk factors (WeProtect Global Alliance and Economist Impact, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/economist-impact-global-survey/> 15/08/2023
- 340 Parents' experiences of their children's exposure to online sexual harms: A study of parents/guardians in Latin America and Sub-Saharan Africa (Economist Impact, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/economist-impact-parents-survey/> 21/08/2023
- 341 Email received from the International Justice Mission, 14/04/2023
- 342 PA Consulting engagement with Crisp, 14/03/2023
- 343 Estimates of childhood exposure to online sexual harms and their risk factors (WeProtect Global Alliance and Economist Impact, 2023) Accessed from: <https://www.weprotect.org/economist-impact-global-survey/> 15/08/2023
- 344 International State of Safety Tech (Publitas, 2022, p.20-21) Accessed from: <https://view.publitas.com/public-1/international-state-of-safety-tech/page/20-21> 18/08/2023
- 345 'Online Safety Data Initiative' launches to transform data access for online harms (Public, 2021) Accessed from: <https://www.public.io/press-post/online-safety-data-initiative-launches-to-transform-data-access-for-online-harms> 18/08/2023
- 346 PA Consulting engagement with Yoti, 24/03/2023
- 347 ISO Working Draft Age Assurance Systems Standard (EU Consent, 2021) Accessed from: <https://euconsent.eu/download/iso-working-draft-age-assurance-systems-standard/> 18/08/2023
- 348 Despite the Pandemic, Tech Innovation is Thriving in France (Consumer Technology Association, 2021) Accessed from: <https://www.ces.tech/articles/2021/october/despite-the-pandemic,-tech-innovation-is-thriving.aspx> 18/08/2023
- 349 Unlocking the potential of open-source technologies for a more equitable world. (Digital Public Goods Alliance, n.d.) Accessed from: <https://digitalpublicgoods.net/> 18/08/2023
- 350 Safety by Design puts user safety and rights at the centre of the design and development of online products and services. (eSafety Commissioner, n.d.) Accessed from: <https://www.esafety.gov.au/industry/safety-by-design> 18/08/2023
- 351 2022 Annual Report (Tech Coalition, 2023) Accessed from: https://paragonn-cdn.nyc3.cdn.digitaloceanspaces.com/technologycoalition.org/uploads/Tech-Coalition_Annual-Report-2022.pdf 18/08/2023
- 352 UK Safety Tech Sector: 2022 analysis (UK Government, 2023) Accessed from: <https://www.gov.uk/government/publications/safer-technology-safer-users-the-uk-as-a-world-leader-in-safety-tech/uk-safety-tech-sector-2022-analysis> 18/08/2023
- 353 Is It Possible to Reconcile Encryption and Child Safety? (Levy, I. and Robinson, C., 2022) Accessed from: <<https://www.lawfaremedia.org/article/it-possible-reconcile-encryption-and-child-safety> 18/08/2023>
- Meta Backs New Platform To Help Minors Wipe Naked, Sexual Images Off Internet (Forbes, 2023) Accessed from: <https://www.forbes.com/sites/alexandravine/2023/02/27/meta-ncmec-minors-take-it-down-ncij/?sh=5c533fc12356> 18/08/2023
- 354 End-to-end encryption protects children, says UK information watchdog (The Guardian, 2022) Accessed from: <https://www.theguardian.com/technology/2022/jan/21/end-to-end-encryption-protects-children-says-uk-information-watchdog> 18/08/2023
- 355 Encryption: Essential for the LGBTQ+ Community (Internet Society, 2019) Accessed from: <https://www.internetsociety.org/resources/doc/2019/encryption-factsheet-essential-for-lgbtq-community/> 18/08/2023
- 356 United States Senate Committee on the Judiciary "Protecting our Children Online" (National Centre for Missing and Exploited Children, 2023) Accessed from: [https://www.missingkids.org/content/dam/missingkids/pdfs/Senate%20Judiciary%20Hearing%20-%20NCMEC%20Written%20Testimony%20\(2-14-23\)%20\(final\).pdf](https://www.missingkids.org/content/dam/missingkids/pdfs/Senate%20Judiciary%20Hearing%20-%20NCMEC%20Written%20Testimony%20(2-14-23)%20(final).pdf) 17/08/2023
- 357 Activists respond to Apple choosing encryption over invasive image scanning plans (The Verge, 2022) Accessed from: <https://www.theverge.com/2022/12/9/23500838/apple-csam-plans-dropped-eff-ncmec-cdt-reactions> 18/08/2023

- 358 Fact Sheet: Client-Side Scanning – What It Is and Why It Threatens Trustworthy, Private Communications (Internet Society, 2020) Accessed from: <https://www.internetsociety.org/resources/doc/2020/fact-sheet-client-side-scanning/#:~:text=What%20is%20Client%2DSide%20Scanning,sent%20to%20the%20intended%20recipient.> 18/08/2023
- 359 Meta’s Expansion of End-to-End Encryption (Business for Social Responsibility, 2022) Accessed from: <https://www.bsr.org/reports/bsr-meta-human-rights-impact-assessment-e2ee-report.pdf> 18/08/2023
- Is encryption a fundamental right? A case study on CSAM regulation in the EU (Chousou, S. et al., 2023) Accessed from: <https://www.sciencespo.fr/public/chaire-numerique/wp-content/uploads/2023/07/Encryption.pdf> 18/08/2023
- 360 Homomorphic Encryption: What Is It, and Why Does It Matter? (Internet Society, 2023) Accessed from: <https://www.internetsociety.org/resources/doc/2023/homomorphic-encryption/> 18/08/2023
- 361 Eurobarometer: Protection of children against online sexual abuse (European Union, 2023) Accessed from: <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2656> 18/08/2023
- 362 Generative AI: Now is the Time for Safety By Design (Thorn, 2023) Accessed from: <https://www.thorn.org/blog/now-is-the-time-for-safety-by-design/> 17/08/2023
- 363 Cybersecurity Market, By Component (Hardware, Solution, Service), By Security Type, By Solution, By Application (IT & Telecom, Retail, BFSI, Healthcare, Defense & Government, Manufacturing, Energy, Others), By Region Forecast to 2032 (Emergen Research, 2023) Accessed from: <https://www.emergenresearch.com/industry-report/cyber-security-market> 21/06/2023
- Cybersecurity - Worldwide (Statista, 2023) Accessed from: <https://www.statista.com/outlook/tmo/cybersecurity/worldwide#analyst-opinion> 21/08/2023
- 364 Framing the future: How the Model National Response framework is supporting national efforts to end child sexual exploitation and abuse online (WeProtect Global Alliance and UNICEF, 2022). Accessed from: https://www.weprotect.org/wp-content/plugins/pdfjs-viewer-shortcode/pdfjs/web/viewer.php?file=https://www.weprotect.org/wp-content/uploads/Framing-the-Future-Executive-Summary_FINAL.pdf&attachmentid=304061&dButton=true&pButton=false&oButton=false&sButton 18/08/2023
- 365 PA Consulting engagement with End Violence, 22/03/2023
- 366 PA Consulting engagement with the US Department of Justice, 24/04/2023
- 367 Out of the Shadows Index 2022 (Economist Impact, 2022) Accessed from: <https://cdn.outoftheshadows.global/uploads/documents/Out-of-the-Shadows-Index-2022-Global-Report.pdf> 16/08/2023
- 368 PA Consulting engagement with End Violence, 22/03/2023
- 369 Safeguarding Childhood: An Assessment of Funding to Prevent and End Child Sexual Abuse, FP Analytics in collaboration with World Vision International (September, 2023) [Embargoed copy]
- 370 Our funding (INTERPOL, n.d.) Accessed from: <https://www.interpol.int/en/Who-we-are/Our-funding> 18/08/2023
- 371 Partnerships key to boosting online safety (UN News, 2023) Accessed from: <https://news.un.org/en/story/2023/02/1133242> 18/08/2023
- 372 Online Harms White Paper Response (Internet Watch Foundation, n.d.) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/media/idrdhazi/iwf-response-to-the-online-harms-white-paper.pdf> 18/08/2023
- 373 NCMEC Launches New Service That Can Help You “Take It Down” (National Center for Missing and Exploited Children, 2023) Accessed from: <https://www.missingkids.org/blog/2023/ncmec-launches-new-service-that-can-help-you-take-it-down> 18/08/2023
- 374 2021 Tech Coalition Safe Online research fund (n.d.) Accessed from: <https://www.end-violence.org/2021-tech-coalition-safe-online-research-fund#:~:text=The%20Tech%20Coalition%20Safe%20Online%20Research%20Fund%20aims,allocated%20to%20each%20of%20the%20five%20awarded%20grantees.> 18/08/2023
- 375 2022 Tech Coalition Safe Online research fund (End Violence, n.d.) Accessed from: <https://www.end-violence.org/tech-coalition-safe-online-research-fund-2022> 18/08/2023
- 376 Priority Flagging Partnerships in Practice: A EuroISPA survey into best practices from the Internet industry (EuroISPA, 2019) Accessed from: https://www.euroispa.org/wp-content/uploads/Hutty_Schubert_Sanna_Deadman-Priority-Flagging-Partnerships-in-Practice-EuroISPA-2019.pdf#:~:text=Following%20the%20European%20Commission%E2%80%99s%20Recommendation%20on%20tackling%20illegal,higher%20on%20the%2. 18/08/2023
- 377 The trusted flaggers in the Digital Services Act (Lexology, 2022) Accessed from: <https://www.lexology.com/library/detail.aspx?g=0045b1bf-165b-4ee9-93a9-011cf8b796d4> 18/08/2023
- 378 Facebook: The Leading Social Platform of Our Times (Investing, 2023) Accessed from: <https://www.investing.com/academy/statistics/facebook-meta-facts/#:~:text=This%20ranks%20Facebook%20as%20the,use%20other%20social%20media%20channels.> 18/08/2023
- 379 Meta Reports Fourth Quarter and Full Year 2022 Results (Meta, 2023) Accessed from: <https://investor.fb.com/investor-news/press-release-details/2023/Meta-Reports-Fourth-Quarter-and-Full-Year-2022-Results/default.aspx> 18/08/2023
- 380 GDP by Country (Worldometer, n.d.) Accessed from: <https://www.worldometers.info/gdp/gdp-by-country/#top> 18/08/2023
- 381 Platforms “doing shockingly little” to detect abuse material says eSafety Commissioner (ItNews, 2023) Accessed from: <https://www.itnews.com.au/news/platforms-doing-shockingly-little-to-detect-abuse-material-says-esafety-commissioner-590907> 18/08/2023
- 382 Tech layoffs shrink ‘trust and safety’ teams, raising fears of backsliding efforts to curb online abuse (NBC News, 2022) Accessed from: <https://www.nbcnews.com/tech/tech-news/tech-layoffs-hit-trust-safety-teams-raising-fears-backsliding-efforts-rcna69111> 18/08/2023
- 383 Meta Shareholders to Vote on Child Safety Impacts Proposal (Investor Alliance for Human Rights, 2023) Accessed from: <https://investorsforhumanrights.org/news/meta-shareholders-vote-child-safety-impacts-proposal> 18/08/2023
- Collaborative engagement with the social media companies (Principles for Responsible Investment, 2021) Accessed from: <https://www.unpri.org/showcasing-leadership/collaborative-engagement-with-the-social-media-companies/8869.article> 18/08/2023
- 384 PA Consulting engagement with End Violence, 22/03/2023
- 385 2023 Funding Round: USD 10 million Global open Call for Proposals (Safe Online, 2023) Accessed from: <https://safeonline.global/2023-funding/> 18/08/2023
- 386 Does a watched pot boil? Time-series analysis of New York State’s sex offender registration and notification law. (Sandler, J. et al., 2008) Accessed from: <https://psycnet.apa.org/record/2008-18509-003> 15/08/2023
- 387 Motivations to Offend: Hands-On vs. Hands-Off Sex Offenders (Knack, N. et al., 2017) Accessed from: <https://www.aafs.org/research/motivations-offend-hands-vs-hands-sex-offenders> 13/08/2023
- Preventative services for sexual offenders. (Piché, L. et al., 2018) Accessed from: <https://psycnet.apa.org/record/2018-00158-004> 13/08/2023
- 388 The VPA Approach (World Health Organization, n.d.) Accessed from: <https://www.who.int/groups/violence-prevention-alliance/approach> 14/08/2023

- 389 The VPA Approach (World Health Organization, n.d.) Accessed from: <https://www.who.int/groups/violence-prevention-alliance/approach> 14/08/2023
- 390 Primary and Secondary Prevention of Child Sexual Abuse (Knack, N. et al., 2019) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/30917709/> 12/06/2023
- Using a Public Health Approach to Prevent Child Sexual Abuse by Targeting Those at Risk of Harming Children (Cant, R. et al., 2022) Accessed from: <https://link.springer.com/article/10.1007/s42448-022-00128-7> 16/08/2023
- Stopping Child Sexual Abuse Requires a Shift in Funding Priorities (Hopkins Bloomberg Public Health, 2022) Accessed from: <https://magazine.jhsph.edu/2022/stopping-child-sexual-abuse-requires-shift-funding-priorities>
- 391 Safeguarding Childhood: An Assessment of Funding to Prevent and End Child Sexual Abuse, FP Analytics in collaboration with World Vision International (September, 2023) [Embargoed copy]
- 392 Using a Public Health Approach to Prevent Child Sexual Abuse by Targeting Those at Risk of Harming Children (Cant, R. et al., 2022) Accessed from: <https://link.springer.com/article/10.1007/s42448-022-00128-7> 16/08/2023
- It Is Time to Focus on Prevention: a Scoping Review of Practices Associated with Prevention of Child Sexual Abuse and Australian Policy Implications (Vosz, M. et al., 2022) Accessed from: <https://link.springer.com/article/10.1007/s42448-022-00143-8> 16/06/2023
- The Risk of Online Sexual Abuse (ROSA) Project (The Lucy Faithfull Foundation, 2022) Accessed from: https://www.stopitnow.org.uk/wp-content/uploads/2022/06/ROSA_Faithfull_Paper_June2022.pdf 16/06/2023
- 393 Our flagship conference shines a spotlight on peer-on-peer sexual abuse as reports increase significantly (National Society for the Prevention of Cruelty to Children, 2022) Accessed from: <https://www.nspcc.org.uk/about-us/news-opinion/2022/how-safe/> 21/08/2023
- Sexual Violence in the Digital Age: Replicating and Augmenting Harm, Victimhood, and Blame (Killean, R. et al., 2022) Accessed from: https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4015839 21/08/2023
- National Plan of Action to Tackle Online Child Sexual Exploitation and Abuse in Kenya 2022-2026 (Kenyan Government, 2022) Accessed from: <https://www.socialprotection.go.ke/wp-content/uploads/2022/06/National-Plan-of-Action-to-Tackle-Online-Child-Sexual-Exploitation-and-Abuse-in-Kenya-2022-2026.pdf>
- 394 Email received from Dr Michael Seto, 12/07/2023
- Module 2: Crime Prevention, E4J University Module Series: Crime Prevention and Criminal Justice (United Nations Office on drugs and Crime, 2019) Accessed from: <https://www.unodc.org/e4j/en/crime-prevention-criminal-justice/module-2/exercises.html#:~:text=%22%20Tertiary%20crime%20prevention%20deals%20with,prisons%20and%20community%20correctional%20agencies.> 21/08/2023
- 395 School-Based Education Programs for the Prevention of Child Sexual Abuse: A Cochrane Systematic Review and Meta-Analysis (Walsh, K. et al., 2015) Accessed from: <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1049731515619705> 15/08/2023
- Effectiveness of school-based child sexual abuse intervention among school children in the new millennium era: Systematic review and meta-analyses (Che Yusof, R. et al., 2022) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/35937243/#:~:text=Conclusion%3A%20The%20programs%20were%20found,the%20intervention%20and%20control%20groups.> 15/08/2023
- Action to end child sexual abuse and exploitation: A review of the evidence (United Nations Children's Fund, 2020) Accessed from: <https://www.unicef.org/media/89096/file/CSAE-Report-v2.pdf> 21/08/2023
- 396 Action to end child sexual abuse and exploitation: A review of the evidence (United Nations Children's Fund, 2020) Accessed from: <https://www.unicef.org/media/89096/file/CSAE-Report-v2.pdf> 21/08/2023
- Future directions in child sexual abuse prevention: An Australian perspective (McKibbin G. and Humphreys, C., 2020) Accessed from: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0145213420300776> 21/08/2023
- 397 Child sexual abuse prevention – the strategies of protective mothers and fathers: a systematic review (Guggisberg, M. et al., 2021) Accessed from: <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13229400.2021.2009366> 21/08/2023
- 398 A Randomized Controlled Clinical Trial of the Strength at Home Men's Program for Partner Violence in Military Veterans (Taft, C. et al., 2016) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/26613288/> 21/08/2023
- 399 The Effects of the Family Bereavement Program to Reduce Suicide Ideation and/or Attempts of Parentally Bereaved Children Six and Fifteen Years Later (Sandler, I. et al., 2016) accessed from: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6108320/#:~:text=For%20every%20100%20parentally%20bereaved,included%20both%20ideation%20and%20attempts.> 21/08/2023
- 400 A public health approach to tackling child sexual abuse: Research on Stop it Now! UK and Ireland and Stop it Now! Netherlands (Stop it Now!, 2014) Accessed from: https://www.stopitnow.org.uk/wp-content/uploads/2022/02/stop_it_now_evaluation_summary.pdf 21/08/2023
- 401 Can pedophiles be reached for primary prevention of child sexual abuse? First results of the Berlin Prevention Project Dunkelfeld (PPD) (Beier, K. et al., 2009) Accessed from: <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/14789940903174188> 21/08/2023
- 402 It Is Time to Focus on Prevention: a Scoping Review of Practices Associated with Prevention of Child Sexual Abuse and Australian Policy Implications (Vosz, M. et al., 2022) Accessed from: <https://link.springer.com/article/10.1007/s42448-022-00143-8> 16/06/2023
- The Risk of Online Sexual Abuse (ROSA) Project (The Lucy Faithfull Foundation, 2022) Accessed from: https://www.stopitnow.org.uk/wp-content/uploads/2022/06/ROSA_Faithfull_Paper_June2022.pdf 16/06/2023
- Using a Public Health Approach to Prevent Child Sexual Abuse by Targeting Those at Risk of Harming Children (Cant, R. et al., 2022) Accessed from: <https://link.springer.com/article/10.1007/s42448-022-00128-7> 16/08/2023
- 403 Number of people seeking support about online child sexual abuse triples since the first lockdown (The Lucy Faithfull Foundation, 2023) Accessed from: <https://www.lucyfaithfull.org.uk/featured-news/number-of-people-seeking-support-about-online-child-sexual-abuse-triples-since-the-first-lockdown.htm> 21/08/2023
- 404 <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2666353820300321>
- 405 Obstacles to Help-Seeking for Sexual Offenders: Implications for Prevention of Sexual Abuse (Levenson, J. et al., 2017) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/28350259/> 15/08/2023
- Understanding Men's Self-Reported Sexual Interest in Children (Wurtele, S. et al., 2018) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/29667036/> 15/08/2023
- 406 Online Child Pornography Offenders are Different: A Meta-analysis of the Characteristics of Online and Offline Sex Offenders Against Children (Babchishin, K. et al., 2014) Accessed from: <https://link.springer.com/article/10.1007/s10508-014-0270-x> 16/06/2023

- Assessment and Treatment of Distorted Schemas in Sexual Offenders (Beech, A. et al., 2012) Accessed from: <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1524838012463970> 16/06/2023
- Pathways and Prevention for Indecent Images of Children Offending: A Qualitative Study (Bailey, A. et al., 2022) Accessed from: <https://sotrap.psychopen.eu/index.php/sotrap/article/view/6657> 12/06/2023
- Early maladaptive schemas in convicted sexual offenders: preliminary findings (Carvalho, J. and Nobre, P., 2014) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/24268826/> 16/08/2023
- 407 PA Consulting engagement with Talking For Change, 06/03/2023
- 408 Preventing Sexual Abuse: Perspectives of Minor-Attracted Persons About Seeking Help (Levenson, J. and Grady, M., 2019) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/30183557/> 15/08/2023
- The German Dunkelfeld project: a pilot study to prevent child sexual abuse and the use of child abusive images (Beier, K. et al., 2015) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/25471337/> 15/08/2023
- 409 Preventing Child Sexual Abuse-The Prevention Project Dunkelfeld (Beier, K., 2018) Accessed from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/29861360/> 15/08/2023
- 410 Child sexual abuse as a global challenge (Beier, M. et al., 2021) Accessed from: <https://psychology.org.au/formembers/publications/inpsych/2021/august-special-issue-3/child-sexual-abuse-as-a-global-challenge> 13/08/2023
- 411 Using a Public Health Approach to Prevent Child Sexual Abuse by Targeting Those at Risk of Harming Children (Cant, R. et al., 2022) Accessed from: <https://link.springer.com/article/10.1007/s42448-022-00128-7> 16/08/2023
- 412 Out of the Shadows Index 2022 (Economist Impact, 2022) Accessed from: <https://cdn.outoftheshadows.global/uploads/documents/Out-of-the-Shadows-Index-2022-Global-Report.pdf> 16/08/2023
- 413 Preventing and tackling child sexual exploitation and abuse – A Model National Response: Maturity Model (WeProtect Global Alliance, 2023) Accessed from: https://www.weprotect.org/wp-content/plugins/pdfjs-viewer-shortcode/pdfjs/web/viewer.php?file=https://www.weprotect.org/wp-content/uploads/MNR-Maturity-Model-Final_ENG.pdf&attachment_id=374366&dButton=true&pButton=true&oButton=false&sButton=true#zoom=aut 21/08/2023
- 414 Framing the future: How the Model National Response framework is supporting national efforts to end child sexual exploitation and abuse online (WeProtect Global Alliance and UNICEF, 2022). Accessed from: https://www.weprotect.org/wp-content/plugins/pdfjs-viewer-shortcode/pdfjs/web/viewer.php?file=https://www.weprotect.org/wp-content/uploads/Framing-the-Future-Executive-Summary_FINAL.pdf&attachment_id=304061&dButton=true&pButton=false&oButton=false&sButton=18/08/2023
- 415 Multisectoral Response and Capacity Assessments (International Centre for Missing and Exploited Children, n.d.) Accessed from: <https://www.icmec.org/assessments/> 21/08/2023
- 416 Framing the future: How the Model National Response framework is supporting national efforts to end child sexual exploitation and abuse online (WeProtect Global Alliance and UNICEF, 2022). Accessed from: https://www.weprotect.org/wp-content/plugins/pdfjs-viewer-shortcode/pdfjs/web/viewer.php?file=https://www.weprotect.org/wp-content/uploads/Framing-the-Future-Executive-Summary_FINAL.pdf&attachment_id=304061&dButton=true&pButton=false&oButton=false&sButton=18/08/2023
- 417 United States Senate Committee on the Judiciary “Protecting our Children Online” (National Centre for Missing and Exploited Children, 2023) Accessed from: [https://www.missingkids.org/content/dam/missingkids/pdfs/Senate%20Judiciary%20Hearing%20-%20NCMCEC%20Written%20Testimony%20\(2-14-23\)%20\(final\).pdf](https://www.missingkids.org/content/dam/missingkids/pdfs/Senate%20Judiciary%20Hearing%20-%20NCMCEC%20Written%20Testimony%20(2-14-23)%20(final).pdf) 17/08/2023
- 418 Tech layoffs ravage the teams that fight online misinformation and hate speech (CNBC, 2023) Accessed from: <https://www.cnn.com/2023/05/26/tech-companies-are-laying-off-their-ethics-and-safety-teams.html> 21/08/2023
- 419 The Safe Assessments: An Inaugural Evaluation of Trust & Safety Best Practices (Digital Trust & Safety Partnership, 2022) Accessed from: https://dtsp.wpengine.com/wp-content/uploads/2022/07/DTSP_Report_Safe_Assessments.pdf 21/08/2023
- 420 Report of the European Digital Media Observatory’s Working Group on Platform-to-researcher data Access (European Digital Media Observatory, 2022) Accessed from: <https://edmo.eu/wp-content/uploads/2022/02/Report-of-the-European-Digital-Media-Observatorys-Working-Group-on-Platform-to-Researcher-Data-Access-2022.pdf> 21/08/2023
- 421 Measuring technology-facilitated gender-based violence: A discussion paper (Vaughan, C. et al., 2023) Accessed from: <https://rest.neptune-prod.its.unimelb.edu.au/server/api/core/bitstreams/6e389a30-7187-414a-97d7-c748a4e5cfba/content> 21/08/2023
- 422 Global Standard Project - Schema Launch (INHOPE, 2023) Accessed from: <https://inhope.org/EN/articles/global-standard-project-ontology-launch> 21/08/2023
- 423 Safe digital futures for children: Data for Change (End Violence, 2022) Accessed from: <https://www.end-violence.org/sites/default/files/2023-04/Data%20for%20Change%20Workshop%20Briefing%20Note.pdf> 21/08/2023
- 424 New opportunity to secure digital futures for children - Apply to conduct data landscape analysis (End Violence, 2023) Accessed from: <https://www.end-violence.org/articles/new-opportunity-secure-digital-futures-children-apply-conduct-data-landscape-analysis> 21/08/2023
- 425 Unsung heroes: Moderators on the front lines of internet safety (Teleperformance, 2022) Accessed from: <https://www.technologyreview.com/2022/09/12/1059168/unsung-heroes-moderators-on-the-front-lines-of-internet-safety/#:~:text=While%20the%20content%20moderator%20role,are%20more%20vulnerable%2C%20like%20children.> 21/08/2023
- 426 The Psychological Well-Being of Content Moderators: The Emotional Labor of Commercial Moderation and Avenues for Improving Support (Steiger, M. et al., 2021) Accessed from: https://crowd.cs.vt.edu/wp-content/uploads/2021/02/CHI21_final__The_Psychological_Well_Being_of_Content_Moderators-2.pdf 21/08/2023
- 427 Exclusive: OpenAI Used Kenyan Workers on Less Than \$2 Per Hour to Make ChatGPT Less Toxic (Time, 2023) Accessed from: <https://time.com/6247678/openai-chatgpt-kenya-workers/> 21/08/2023
- 428 Average reading speed by pages (Speechify, 2022) Accessed from: https://speechify.com/blog/average-reading-speed-pages/?landing_url=https%3A%2F%2Fspeechify.com%2Fblog%2Faverage-reading-speed-pages%2F 21/08/2023
- 429 Firm regrets taking Facebook moderation work (BBC, 2023) Accessed from: <https://www.bbc.co.uk/news/technology-66465231> 21/08/2023
- 430 Invisible risks: Combatting secondary trauma to safeguard children. An investigation into the impact of working with child sexual abuse material in content moderators (Martellozzo, E. et al., 2023) Findings presented at INHOPE ‘Invisible Risks: Exploring the work of content moderation’ webinar on 28/03/2023
- 431 What Is Vicarious Trauma? (PsychCentral, 2022) accessed from: <https://psychcentral.com/health/vicarious-trauma> 21/08/2023
- 432 How we can protect the protectors: learning from police officers and staff involved in child sexual exploitation and abuse investigations (Redmond, T. et al., 2023) Accessed from: <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpsyg.2023.1152446/full> 05/06/2023

- Invisible Risks: content moderators and the trauma of child sexual abuse materials (End Violence, 2022) Accessed from: <https://www.end-violence.org/articles/invisible-risks-content-moderators-and-trauma-child-sexual-abuse-materials#:~:text=Content%20moderation%20is%20not%20an,well%2Dbeing%20of%20human%20moderators.> 05/06/2023
- Invisible risks: Combatting secondary trauma to safeguard children. An investigation into the impact of working with child sexual abuse material in content moderators (Martellozzo, E. et al., 2023) Findings presented at INHOPE 'Invisible Risks: Exploring the work of content moderation' webinar on 28/03/2023
- 433 Email received from OnlyFans, 11/07/2023
- 434 India Population (LIVE) (Worldometer, 2023) Accessed from: <https://www.worldometers.info/world-population/india-population/#:~:text=India%202023%20population%20is%20estimated,1%2C244%20people%20per%20mi2.> 26/07/2023
- 435 Philippines Population (LIVE) (Worldometer, 2023) Accessed from: [https://www.worldometers.info/world-population/philippines-population/#:~:text=the%20Philippines%202023%20population%20is,\(and%20dependencies\)%20by%20population.](https://www.worldometers.info/world-population/philippines-population/#:~:text=the%20Philippines%202023%20population%20is,(and%20dependencies)%20by%20population.) 26/07/2023
- 436 Bangladesh Population (LIVE) (Worldometer, 2023) Accessed from: <https://www.worldometers.info/world-population/bangladesh-population/#:~:text=Bangladesh%202023%20population%20is%20estimated,3%2C441%20people%20per%20mi2.> 26/07/2023
- 437 Pakistan Population (LIVE) (Worldometer, 2023) Accessed from: <https://www.worldometers.info/world-population/pakistan-population/#:~:text=Pakistan%202023%20population%20is%20estimated,808%20people%20per%20mi2.> 26/07/2023
- 438 Indonesia Population (LIVE) (Worldometer, 2023) Accessed from: <https://www.worldometers.info/world-population/indonesia-population/#:~:text=Indonesia%202023%20population%20is%20estimated,397%20people%20per%20mi2.> 26/07/2023
- 439 Annual report 2022 (INHOPE, 2023) Accessed from: <https://inhope.org/media/pages/articles/annual-reports/14832daa35-1687272590/inhope-annual-report-2022.pdf> 15/08/2023
- 440 CyberTipline 2022 Report (National Center for Missing and Exploited Children, 2023) Accessed from: <https://www.missingkids.org/cybertiplinedata> 16/08/2023
- 441 2022 CyberTipline Reports by Country (National Center for Missing and Exploited Children, 2023) Accessed from: <https://www.missingkids.org/content/dam/missingkids/pdfs/2022-reports-by-country.pdf> 21/08/2023
- 442 Disrupting Harm in Indonesia: Evidence on online child sexual exploitation and abuse (ECPAT, INTERPOL, and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-11/DH_Indonesia_ONLINE_FINAL%20rev%20071022_11.pdf 02/08/2023
- 443 Disrupting Harm in the Philippines: Evidence on online child sexual exploitation and abuse. (ECPAT, INTERPOL and UNICEF, 2022) Accessed from: https://www.end-violence.org/sites/default/files/2022-12/DH_Philippines_ONLINE_FINAL%20251122.pdf 16/08/2023
- Online child sexual exploitation and abuse (OCSEA) (Civildaily, 2023) Accessed from: <https://www.civildaily.com/news/tackling-online-child-sexual-abuse/#:~:text=Definition%3A%20Online%20child%20sexual%20abuse,meeting%20the%20abuser%20in%2Dperson.> 21/08/2023
- 444 Is Pakistan failing to tackle online child sexual abuse? (TheNews, 2023) Accessed from: <https://www.thenews.com.pk/tns/detail/1037128-is-pakistan-failing-to-tackle-online> 21/08/2023
- 445 PA Consulting engagement with Thorn, 05/07/2023
- 446 Using GPT-4 for content moderation (OpenAI, 2023) Accessed from: <https://openai.com/blog/using-gpt-4-for-content-moderation> 21/08/2023
- 447 TikTok removed 113 million videos in three months (The Verge, 2022) Accessed from: <https://www.theverge.com/2022/9/28/23376640/tiktok-transparency-report-moderation-113-million-videos> 21/08/2023
- 448 Digital key workers: Whose job is it to support them? Challenges faced by content moderators during the COVID-19 pandemic (Martellozzo, E. et al., 2023) [Manuscript submitted for publication]
- Hash Matching Will Save Content Moderation, Faster Than AI Currently Can On Its Own (Videntifier, 2023) Accessed from: <https://www.videntifier.com/post/ai-and-hash-matching#:~:text=These%20ideas%20in%20mind%2C%20this,handle%20unknown%2Fnewly%20reported%20content.> 21/08/2023
- 449 Our 2022 Impact (National Center for Missing and Exploited Children, n.d.) Accessed from: <https://www.missingkids.org/ourwork/impact> 21/08/2023
- 450 The AI for Safer Children Global Hub (United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute, n.d.) Accessed from: <https://unicri.it/topic/AI-for-Safer-Children-Global-Hub> 21/08/2023
- 451 Email received from Ministry of Interior, United Arab Emirates, 26/07/2023
- 452 Framing the future: How the Model National Response framework is supporting national efforts to end child sexual exploitation and abuse online (WeProtect Global Alliance and UNICEF, 2022). Accessed from: https://www.weprotect.org/wp-content/plugins/pdfjs-viewer-shortcode/pdfjs/web/viewer.php?file=https://www.weprotect.org/wp-content/uploads/Framing-the-Future-Executive-Summary_FINAL.pdf&attachment_id=304061&dButton=true&pButton=false&oButton=false&sButton=18/08/2023
- 453 Countries failing to prevent violence against children, agencies warn (World Health Organization, 2020) Accessed from: <https://www.who.int/news/item/18-06-2020-countries-failing-to-prevent-violence-against-children-agencies-warn> 21/08/2023
- 454 Shortfalls in Social Spending in Low- and Middle-income Countries: COVID-19 and Shrinking Finance for Social Spending (UNICEF Office of Research – Innocenti, 2022) Accessed from: <https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/COVID-19-and-Shrinking-Finance-for-Social-Spending.pdf> 21/08/2023
- 455 Child sexual exploitation and abuse online: Survivors' Perspectives (ECPAT International and WeProtect Global Alliance, 2022) Accessed from: https://ecpat.org/wp-content/uploads/2022/01/05-01-2022_Project-Report_EN_FINAL.pdf 16/08/2023
- 456 About Child Abuse (National Children's Advocacy Center, n.d.) Accessed from: <https://www.nationalcac.org/about-child-abuse/> 21/08/2023
- 457 Barnahaus: A Scandinavian word for "children's house" (Barnahuas, n.d.) Accessed from: <https://www.barnahuas.eu/en/about-barnahus/#:~:text=The%20Icelandic%20Barnahus%20innovated%20on%20the%20US%20approach.,audio-visual%20recordings%20of%20forensic%20interviews%20may%20be%20used.> 21/08/2023
- 458 INTERPOL and UNICEF sign cooperation agreement to address child sexual exploitation and abuse (UNICEF, 2023) Accessed from: <https://www.unicef.org/press-releases/interpol-and-unicef-sign-cooperation-agreement-address-child-sexual-exploitation-and> 21/08/2023
- 459 Brave Movement (Brave Movement, n.d.) Accessed from: <https://www.bravemovement.org/> 21/08/2023
- 460 Welcome to the Marie Collins Foundation (Marie Collins Foundation, n.d.) Accessed from: <https://www.mariecollinsfoundation.org.uk/> 21/08/2023
- 461 About us. (Chayn, n.d.) Accessed from: <https://www.chayn.co/about> 21/08/2023

- 462 Digital Trust & Safety Partnership Best Practices Framework (Digital Trust & Safety Partnership, n.d.) Accessed from: <https://dtspartnership.org/best-practices/> 21/08/2023
- 463 DTSP Safe Assessments Report (Digital Trust & Safety Partnership, 2022) Accessed from: <https://dtspartnership.org/dtsp-safe-assessments-report/> 21/08/2023
- 464 TRUST: Voluntary Framework for Industry Transparency (Tech Coalition, 2022) Accessed from: <https://www.technologycoalition.org/knowledge-hub/trust-voluntary-framework-for-industry-transparency> 21/08/2023
- 465 Voluntary Principles to Counter Online Child Sexual Exploitation and Abuse (WeProtect Global Alliance, 2020) Accessed from: <https://www.weprotect.org/library/voluntary-principles-to-counter-online-child-sexual-exploitation-and-abuse/> 21/08/2023
- 466 PA Consulting engagement with Ministry of Interior, United Arab Emirates, 13/04/2023
- 467 18 U.S. Code § 2258A - Reporting requirements of providers (Cornell Law School, 2018) Accessed from: <https://www.law.cornell.edu/uscode/text/18/2258A> 21/08/2023
- 468 International Child Sexual Exploitation database (INTERPOL, n.d.) Accessed from: <https://www.interpol.int/en/Crimes/Crimes-against-children/International-Child-Sexual-Exploitation-database> 21/08/2023
- 469 Measurement of Age Assurance Technologies: A research report for the information commissioner's office (Information Commissioner's Office, 2022) Accessed from: <https://ico.org.uk/media/about-the-ico/documents/4021822/measurement-of-age-assurance-technologies.pdf> 21/08/2023
- 470 Category A child sexual abuse material of a 'self-generated' nature – an IWF snapshot study (Internet Watch Foundation, 2022) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/about-us/why-we-exist/our-research/category-a-child-sexual-abuse-material-of-a-self-generated-nature-an-iwf-snapshot-study/#:~:text=Category%20A%20is%20defined%20as,within%20categories%20A%20or%20B.> 21/08/2023
- 471 Category A child sexual abuse material of a 'self-generated' nature – an IWF snapshot study (Internet Watch Foundation, 2022) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/about-us/why-we-exist/our-research/category-a-child-sexual-abuse-material-of-a-self-generated-nature-an-iwf-snapshot-study/#:~:text=Category%20A%20is%20defined%20as,within%20categories%20A%20or%20B.> 21/08/2023
- 472 Category A child sexual abuse material of a 'self-generated' nature – an IWF snapshot study (Internet Watch Foundation, 2022) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/about-us/why-we-exist/our-research/category-a-child-sexual-abuse-material-of-a-self-generated-nature-an-iwf-snapshot-study/#:~:text=Category%20A%20is%20defined%20as,within%20categories%20A%20or%20B.> 21/08/2023
- 473 Cisgender (Merriam-Webster, n.d.) Accessed from: <https://www.merriam-webster.com/dictionary/cisgender> 21/08/2023
- 474 What Is the Dark Web and Should You Access It? (Investopedia, 2022) Accessed from: <https://www.investopedia.com/terms/d/dark-web.asp> 21/08/2023
- 475 Election Security Spotlight – The Surface Web, Dark Web, and Deep Web (Center for Internet Security, n.d.) Accessed from: <https://www.cisecurity.org/insights/spotlight/cybersecurity-spotlight-the-surface-web-dark-web-and-deep-web> 21/08/2023
- 476 Image Hash List (Internet Watch Foundation, n.d.) Accessed from: <https://www.iwf.org.uk/our-technology/our-services/image-hash-list/#:~:text=The%20IWF%20Hash%20List%20contains,has%20its%20own%20individual%20hash.> 21/08/2023
- 477 Overview of Perceptual Hashing Technology (Ofcom, 2022) Accessed from: https://www.ofcom.org.uk/__data/assets/pdf_file/0036/247977/Perceptual-hashing-technology.pdf 21/08/2023
- 478 Child sexual abuse images and youth produced images: The varieties of Image-based Sexual Exploitation and Abuse of Children (Finkelhor D. et al., 2023) Accessed from: <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0145213423002508> 21/08/2023
- 479 The Annual Report 2022 (Internet Watch Foundation, 2023) Accessed from: https://annualreport2022.iwf.org.uk/wp-content/uploads/2023/04/IWF-Annual-Report-2022_FINAL.pdf 17/08/2023
- 480 Involuntary Celibates and Forensic Psychiatry (Tastenhoye, C. et al., 2022) Accessed from: <https://jaapl.org/content/early/2022/07/26/JAAPL.210136-21> 21/08/2023
- 481 What is intersectionality (Center for Intersectional Justice, n.d.) Accessed from: <https://www.intersectionaljustice.org/what-is-intersectionality> 21/08/2023
- 482 Turning the tide against online child sexual abuse (The Police Foundation, 2022) Accessed from: https://www.police-foundation.org.uk/wp-content/uploads/2022/07/turning_the_tide_FINAL.pdf 17/08/2023
- 483 Phishing attacks: defending your organisation (National Cyber Security Centre, n.d.) Accessed from: <https://www.ncsc.gov.uk/guidance/phishing> 21/08/2023
- 484 Terminology Guidelines for the Protection of Children from Sexual Exploitation and Sexual Abuse (ECPAT, 2016) Accessed from: https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Children/SR/TerminologyGuidelines_en.pdf 25/05/2021
- 485 Election Security Spotlight – The Surface Web, Dark Web, and Deep Web (Center for Internet Security, n.d.) Accessed from: <https://www.cisecurity.org/insights/spotlight/cybersecurity-spotlight-the-surface-web-dark-web-and-deep-web> 21/08/2023
- 486 Go viral (Collins Dictionary, n.d.) Accessed from: <https://www.collinsdictionary.com/dictionary/english/go-viral#:~:text=lf%20a%20video%2C%20image%2C%20or,full%20dictionary%20entry%20for%20viral> 21/08/2023
- 487 Watermarking photography: how to protect your photos. (Adobe, n.d.) accessed from: <https://www.adobe.com/uk/creativecloud/photography/discover/watermarking-photography.html> 21/08/2023



WeProtect Global Alliance rassemble des experts des gouvernements, du secteur privé et de la société civile.

Ensemble, ils analysent des problèmes complexes et élaborent des politiques et des solutions pour protéger les enfants contre les abus sexuels en ligne.

www.weprotect.org